

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

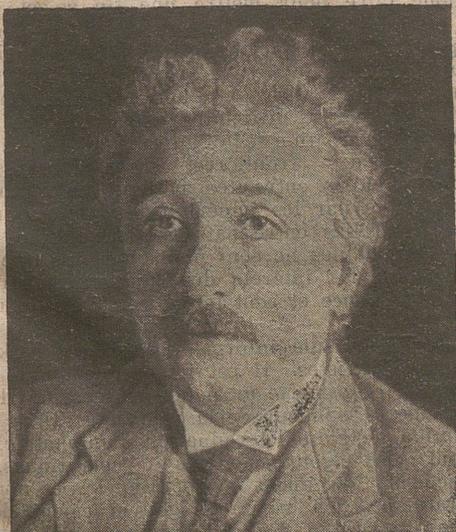
Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

- 1^o Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?
- 2^o Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?
- 3^o Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression de minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?
- 4^o Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?
- 5^o Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromsky, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, (France); Bedri Pëvari, Kiamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Fenner Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piéard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Ladislaus Fényes (Hongrie); W. Douchan A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genevois; Charles Burkin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descoudres, Edouard Dufour, André Oltmare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejci, Josef Hora, Anton Hampl (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borossine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Albert Einstein



Albert Einstein, physicien et mathématicien, né le 14 mars 1879 à Ulm. En 1911 professeur extraordinaire à Zurich. 1911-1912 professeur ordinaire à Prague, 1912-1914 à Zurich. 1914 membre de l'Académie prussienne à Berlin et directeur de l'Institut de physique «Kaiser Wilhelm». A publié en 1905, dans l'«Annuaire pour la radioactivité», son célèbre «Principes de la relativité et les conséquences qui s'en déduisent»; en 1913 avec le Dr Grossmann «Projet d'une théorie généralisée de la relativité» et une «Théorie de la gravitation», puis les «Bases de la théorie générale de la relativité» (1916-1920), «De la

théorie spéciale et générale de relativité», «L'éther et la théorie de la relativité» (1920), etc.

En 1922 lauréat du prix Nobel de physique (de 1921). Depuis 1923 membre de la «Commission pour la collaboration intellectuelle» de la Société des Nations.

A votre première réponse je réponds par un Non! catégorique. La „solution actuelle” des questions des peuples balkaniques ne correspond nullement aux intérêts de la paix. Les peuples y sont terriblement opprimés par les cliques militaires. Un esprit militariste et impérialiste emplit les dynasties et les oligarchies régnantes. Voilà pourquoi les conditions dans les Balkans sont terribles. La terreur y règne sans limites. Les atrocités que l'on y commet révoltent chaque être humain.

Les droits des minorités? Il ne sont protégés que sur le papier. La Société des Nations n'a pas pu accorder, sous aucun rapport, de la protection aux minorités. De l'autre côté, les peuples sont poussés à des animosités les uns contre les autres, et là où logiquement, entre nations tellement parentes, une paix aurait dû régner, c'est un état d'hostilités ouvertes ou latentes qui existe. Et cela ne cessera pas tant que les forces militaristes ne seront pas dissoutes, tant qu'elles ne disparaîtront pas.

Il va de soi que l'idéal serait une entente, une union, une Fédération des peuples balkaniques. Mais la véritable Fédération des peuples présuppose la complète autonomie des peuples, qui ensuite s'uniraient librement en une Fédération. Sous les réactionnaires gouvernements actuels balkaniques, cependant, ceci est impossible. Leur être même, militariste et impérialiste, s'y oppose. Et, pour longtemps encore, il ne sera peut-être pas possible d'avoir dans les pays balkaniques des gouvernements vraiment démocratiques et libéraux qui accorderaient l'autonomie à tous les peuples balkaniques et les aideraient à réaliser la Fédération Balkanique.

C'est pour cette raison que, pour arriver à l'idéal de l'autonomie des peuples balkaniques et à leur union en une

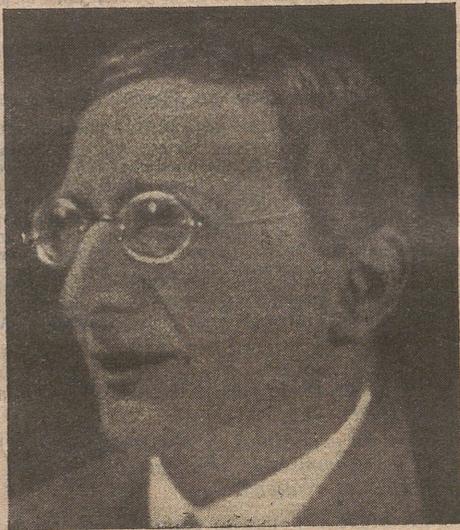
véritable Fédération démocratique et libre, il faudra procéder par étapes.

La première étape devra être: tout faire afin que les gouvernements balkaniques se décident du moins à une Confédération des Etats actuels. Si ceci pouvait être atteint, un état de paix provisoire serait créé dans les Balkans, et la Confédération constituerait pour ainsi dire une instance suprême pour empêcher les hostilités, les atrocités, les massacres. En même temps, et dans le cadre de cette Confédération, les questions tellement aiguës de l'autonomie des peuples opprimés avanceraient au premier plan, et se réaliseraient petit à petit. Cela serait aussi activé par le fait que dans cette Confédération les différends et hostilités réciproques des Etats cesseraient et les haines entre les peuples, aujourd'hui artificiellement animées, feraient peu à peu place à une réconciliation et à une entente réciproque. Un esprit démocratique s'affirmerait aussi de plus en plus dans cette Confédération.

Après que, par cette étape, les différents peuples des Balkans pourront paisiblement travailler les uns aux côtés des autres, que les minorités pourront jouir de leurs droits, que les pays conquis pourront acquérir leur autonomie, l'union des peuples balkaniques se fera de soi, tout naturellement, la véritable Fédération des peuples balkaniques se créera et consolidera enfin définitivement la paix dans les Balkans, pour le plus grand bien des peuples balkaniques, pour le plus grand bien de l'Europe.

Albert Einstein

Alfred Döblin



Né à Stettin, Poméranie, en 1878. Médecin. Ecrivain de grand talent et de grande force de production. Auteur de nombreux romans, pièces de théâtres, nouvelles, essais, etc. Ses ouvrages principaux sont: «Les trois sauts de Wang-lun» — un roman de la révolution chinoise; «Wallenstein»; «Manas» — épopée poétique ayant un sujet indien; puis encore: «Le combat de Wadzek avec une turbine à vapeur», «L'Etat et l'écrivain», «Les Montagnes, les Mers et les Géants», etc. etc.

Il appartient à la jeune génération des écrivains allemands et se sépare assez nettement de la génération encore en vie des plus vieux (Hauptmann, Thomas Mann).

Je considère la situation actuelle dans les Balkans comme non conforme aux besoins des peuples balkaniques, ni à ceux de la paix européenne.

La Macédoine, ce noyau principal de la question balkanique, est habitée par une population mixte, dont l'enchevêtrement ne permet point un morcellement ni vers la Bulgarie, ni vers la Grèce et ni vers la Yougoslavie. La situation y est encore plus compliquée que par exemple en Pologne, où les minorités nationales, sauf les Juifs, sont dans leurs masses principales concentrées et compactes. En Macédoine, cependant, il existe un inextricable entremêlement des nationalités, une conséquence de son développement historique. L'effet des guerres balkaniques, et celui de la guerre générale aussi, a été que cette Macédoine a été déchirée, partagée, et les peuples mêlés les uns aux autres d'une façon tellement indissoluble ont été adjugés à des nationalités distinctes qui emploient actuellement les tentatives bien connues d'assimilation.

La folie de vouloir assimiler des nations étrangères au lieu de les aider à développer leurs particularités spécifiques, est encore répandue en Europe. L'Angleterre, qui emploie ses fameuses méthodes pour faire des nations qu'elle subjugue des peuples coloniaux, leur refusant l'autonomie et les exploitant mercantilement, n'a cependant jamais tenté de s'assimiler un peuple. La France a reconquis l'Alsace-Lorraine, elle n'y entreprend cependant point l'oppression de la langue allemande, des particularités culturelles de ces contrées, et l'effet en est tout autre qu'en son temps celui de la domination de militaires belliqueux, que les Alsaciens-Lorrains ont toujours considérés comme des étrangers.

La meilleure solution pour la Macédoine serait donc de la détacher des Etats qui ont actuellement planté leurs crocs dans ce pays. Ce détachement est nécessaire par deux raisons: dans l'intérêt des Macédoniens eux-mêmes, c'est-à-dire dans l'intérêt de leur libération humaine d'oppressions de caractère nationale; et aussi pour délivrer les Balkans d'une contrée dangereuse et constituant un danger permanent de guerre. Car, en ce qui concerne ce dernier point: les peuples et les masses se laissent en général bien difficilement assimiler nationalement, et ceci est tout spécialement le cas dans cette Macédoine si enchevêtrée et dont les guerres de bandes sont connues dans toute l'Europe.

Je me déclare donc pour une Macédoine autonome, par ces deux très importantes raisons. Ce sera aux hommes politiques de rendre possible, de créer une telle entité étatique. La solution d'une Macédoine autonome dans le cadre d'une Fédération Balkanique est vraisemblablement pratique et heureuse. Les Etats occupants doivent se dire qu'une assimilation n'a jamais encore réussi à des nations mi-développées; le degré culturel des nations qui environnent la Macédoine n'est pas si élevé pour pouvoir l'attirer à elles, s'imposer; et la violence est une arme fragile.

Je ne connais pas bien, et probablement assez vaguement, la conduite des gouvernements balkaniques actuels vis-à-vis de leurs minorités. Mais je peux dire a priori et l'affirmer comme très vraisemblable: des Etats jeunes et en train de développement qui doivent d'abord se fortifier eux-mêmes, qui ne sont pas consolidés à l'intérieur, chez lesquels la révolution et la réaction sont toujours en lutte, n'ont en général aucune tendance à respecter leurs minorités. Eux tous ont la tendance, au lieu de fortifier l'Etat des nationalités, de rehausser d'abord la „nation de l'Etat“, et cela ne se fait qu'en luttant contre les minorités, ou du moins en ne pas respectant ou en négligeant leurs droits. Chez les gouvernements balkaniques d'aujourd'hui ce sera certainement la même chose, et comme à d'autres Etats, il faudra leur arracher aussi la protection des minorités. Je dois ajouter que non seulement dans les Balkans, mais dans toute l'Europe orientale, la question des minorités est, à mon avis, politiquement la plus dangereuse.

Que donc faire pour mettre une fin à cet état des choses dans les Balkans?

Je réponds à cette question dans le sens de la Fédération Balkanique. Les haines et discordes disparaîtront au moment même de la réalisation d'une véritable Fédération Balkanique, tout comme les difficultés dans l'Europe occidentale cesseront dès la création de la Pan-Europe. Là où cessent les contradictions des frontières, disparaît aussi tout naturellement la haine entre les nations, cette haine qui n'est entretenue que par les impérialistes. Je ne crois pas à des haines naturelles entre nations, même entre nations limitrophes — ces haines ne sont plus ou moins que le produit du travail et des intérêts des gouvernements expansionnistes et de violence et sont toujours avivées pour leurs propres fins.

En tant que je suis informé, les Etats balkaniques sont fortement militaristes. Il est impossible qu'un gouvernement militariste cède même un pouce de terrain. Il a dans son essence même la monomie de la propriété. Il ne connaît pas la conception de l'autodétermination d'un peuple. Il en est autrement des gouvernements démocratiques, mais des gouvernements vraiment démocratiques, et non peut-être ploutocratiques. Un véritable gouvernement démocratique se déclarera prêt à des conversations qui pourraient aussi avoir comme conséquence une situation stable et assurée dans son propre pays. La cession d'une partie rebelle de son territoire sera pour un gouvernement démocratique aussi naturelle que l'éloignement du corps d'un morceau de mauvaise chair. Le gouvernement démocratique reconnaîtra pour les autres aussi les mêmes principes qu'il applique pour son propre peuple, et il sera prêt à les appliquer pour les autres peuples aussi. Voilà pourquoi ce ne sera que sous des gouvernements vraiment démocratiques que l'autonomie des peuples balkaniques et la Fédération Balkanique peuvent être réalisées.

Alfred Döblin

Kurt Rosenfeld



Dr. Kurt Rosenfeld est né à Marienwerder en Prusse Occidentale, le 1er février 1877. Après avoir fait ses études de droit à Berlin et à Fribourg, il s'installe à Berlin comme avocat, et il y acquiert bien vite une réputation toujours grandissante. Membre du parti social-démocrate allemand dès 1895, Conseiller-général de Berlin. Député au Reichstag. A été ministre prussien de la justice 1918-19. A été président du Parti Indépendant Social-Démocrate 1920-21, jusqu'à la refusion. Collaborateur de plusieurs journaux de gauche.

Dr. Kurt Rosenfeld s'est rendu en mai dernier à Sofia pour assister, avec le Dr. Oswald Richter, du barreau autrichien, au procès de Todor Pavloff, Peiko Napetoff et Assène Boyadjieff, mais le gouvernement bulgare les en a empêchés et les a obligés à quitter la Bulgarie.

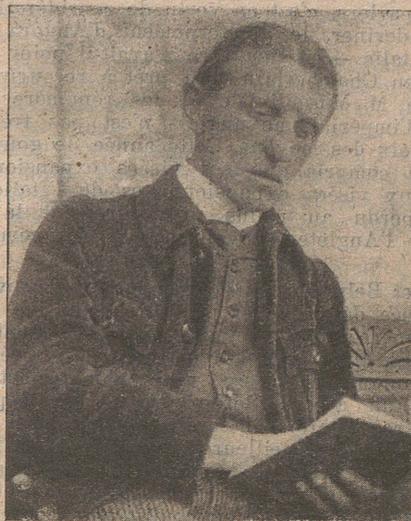
La situation dans les Balkans est désolante. La terreur y règne. J'y suis resté bien peu de temps, et je l'ai sentie. L'opposition est bien grande, mais on avait peur de parler avec moi pour m'exprimer leur mécontentement. Même des avocats avaient peur de converser avec nous. Un régime de violence contre lequel se dresse une opinion publique tellement grande ne pourra pas se maintenir longtemps au pouvoir.

Pour des buts impérialistes, la haine et la discorde sont semées parmi les peuples des Balkans. Aussi, les dangers de guerre ne disparaissent pas.

Une Fédération des peuples balkaniques sera seule à même de mettre une fin à cet état des choses. Mais, sous les gouvernements actuels, la constitution d'une telle Fédération n'est pas possible. Ces gouvernements de terreur et de violence sont par leur essence même opposés à de tels efforts. La Fédération des Etats balkaniques, dont on parle quelquefois, ne pourra point servir à la paix. C'est la Fédération des peuples balkaniques qu'il faut, avec des gouvernements démocratiques dans la plus large acception du mot. C'est d'ailleurs là une des exigences du parti social-démocrate.

Kurt Rosenfeld

Paul Oestreich



Le professeur Paul Oestreich est né le 30 mars 1878. Il déploie depuis trente ans une intense activité politique et de politique culturelle. National-socialiste jusqu'en 1903, il fut ensuite libéral-socialiste, démocrate, pacifiste pendant la guerre, et, depuis, radical-socialiste et fondateur et premier président de l'„Union des réformateurs scolaires radicaux“. Auteur de nombreux écrits de lutte, éditeur de la revue mensuelle „L'Éducation Nouvelle“, etc.

Paul Oestreich est l'un des pionniers et combattants les plus énergiques et autorisés de la réforme scolaire radicale en Allemagne.

La „solution“ actuelle des questions macédonienne, bessarabienne et autres dans les Balkans n'est aucunement équitable, ni conforme aux intérêts de la paix. La situation actuelle balkanique est intenable.

Il est aussi absurde de parler d'une protection des droits des minorités sous les gouvernements réactionnaires actuels dans la péninsule. Ces absolutismes primitifs doivent brutalement „nationaliser“.

Les moyens pour mettre fin à l'oppression des minorités et aux rivalités existant entre les Etats balkaniques ? — C'est la fusion sur-étatique des Etats balkaniques en un Etat général républicain, sous octroi de l'autonomie sans aucune réserve, dans le domaine de la politique culturelle, à toutes les races et langues.

Il n'est pas possible de réaliser une Fédération Balkanique sous les gouvernements actuels. Les dynasties doivent être chauvins. Elles doivent prouver leur droit à l'existence.

Et pourtant, la Fédération Balkanique est une nécessité géographique, économique, culturelle.

Aussi, pour la réaliser, il faut écarter, ou pensionner, les dynasties encore restantes, désarmer des armées qui ne sont que des tentations pour des actions de violence, dresser un cadastre des populations du point de vue de la politique culturelle et donner à la nouvelle génération de la population balkanique toute entière une éducation scolaire basée sur ce cadastre.

Paul Oestreich

Les projets d'un Locarno Balkanique

L'expression Locarno est devenue à la mode. Elle est la fin de la fin de l'art diplomatique. C'est à qui lancera l'idée d'un Locarno, ici ou là. Il semble qu'en signant le pacte qui porte ce nom, MM. Briand, Chamberlain et Stresemann aient donné une leçon au monde. Pourtant, Locarno n'a rien créé, rien innové. Que valent de tels engagements, quand les impérialismes aux prises se déchainent et que gronde la menace de guerre? On les oublie; on les néglige; on les déchire. L'histoire du passé nous enseigne quel fond il faut faire sur les actes des chancelleries.

Tout récemment on annonçait un Locarno du Pacifique, dont le Japon prendrait l'initiative. Puis la presse a suggéré le projet d'un Locarno Balkanique. C'est ici surtout que l'utopie éclatait dans toute son ampleur. Que serait, que pourrait être un Locarno des Balkans, avec, au pouvoir, un Liaptcheff, un Bratiano ou un Tsaldaris?

Ce qui a mis en circulation une telle rumeur, c'est que la Turquie et la Yougoslavie passent pour avoir engagé des négociations. Quelles négociations? On ne le peut dire exactement.

Trop de gens ne savent plus que la Turquie est restée Européenne. Ils la croient à jamais refoulée et cantonnée sur le sol Asiatique, concentrée autour de sa nouvelle capitale Angora, par la volonté de ce rude chef, de ce dictateur qu'est Mustapha Kémal. De fait, la Turquie est toujours Européenne, par Constantinople, par la bordure occidentale des Détroits. On a dit que la question d'Orient ne serait point tranchée tant que les Turcs auraient un pied en Europe; ils y occupent encore un des points stratégiques du globe. Et du même coup ils sont Balkaniques, — Balkaniques autant qu'Asiatiques, et voilà pourquoi rien de ce qui se passe entre l'Adriatique et la mer Egée ne peut leur être indifférent.

L'acte de Tirana n'est pas demeuré inaperçu — et pour cause — chez eux.

Si la Turquie et la Yougoslavie entamaient ou ont entamé des pourparlers, c'est en vertu de considérations assez simples. L'an dernier, le gouvernement d'Angora s'est cru menacé par l'Italie — et peut-être n'avait-il point tout-à-fait tort. Sir Austen Chamberlain était prêt à recourir aux services armés de M. Mussolini et à les rémunérer en Asie Mineure, car l'impérialisme anglais n'est pas très scrupuleux sur le choix des moyens. Cette année, le gouvernement de Belgrade a compris que ses visées expansionnistes se heurteraient aux visées expansionnistes de l'Italie fasciste, qu'elle avait perdu au moins provisoirement la partie à Tirana, et que l'Angleterre avait marqué des complaisances au duc.

Angora et Belgrade ont donc engagé des conversations, d'où une alliance défensive et peut-être offensive (la limite est parfois imperceptible) devrait sortir. Ce sont ces travaux d'approche qu'on a regardé comme la préface d'un Locarno Balkanique. C'en est vraisemblablement tout le calvaire. Car un accord Serbo-Turc ne serait pas dirigé seulement contre l'Italie; il serait tourné aussi contre la Bulgarie qui, selon les meilleures hypothèses, est l'alliée de l'Italie, qui, en tout cas, ne garderaient pas l'immobilité et la passivité, si le royaume serbo-croato-slovène et le gouvernement fasciste entraient en conflit. Ce Locarno Balkanique naissant, comme disent d'aucuns, se résoudrait donc en une guerre bulgare-serbe. On serait loin du compte.

Mais il faut envisager le problème plus avant et se demander quelles seraient les possibilités d'un Locarno sud-oriental. Le gouvernement grec, avant et après Pangalos, a essayé à plusieurs reprises de lancer le dessein d'une grande Alliance Balkanique, de la Roumanie à la Turquie, en passant par Athènes, Sofia et Belgrade. Mais il n'a jamais tenté de réaliser le projet.

Ce qui a été à la base du Locarno occidental, c'est que l'Allemagne, en échange d'un siège à Genève et peut-être de promesses d'un autre ordre, a reconnu une seconde fois la frontière tracée à l'Ouest par l'acte de Versailles. C'est de ce côté que la difficulté était la moins grande.

Mais dans les Balkans, les problèmes s'accumulent; ils s'accumulent au moins pour les gouvernements ploutocratiques, nationalistes, impérialistes, militaristes du temps présent. Locarniser les Balkans, si l'on peut dire, c'est figer à tout jamais la distribution actuelle des territoires. Or, si l'on peut avoir des doutes sur la solidité d'un Locarno Occidental, le scepticisme s'impose bien plus encore dans la partie sud-orientale de notre Continent. La Bulgarie accepte-t-elle les conséquences du traité de Neuilly, vis-à-vis de la Yougoslavie et vis-à-vis de la Roumanie? Mais il y a plus: tous les Etats Balkaniques consentiront-ils à se garantir réciproquement toutes leurs provinces? La Bulgarie et la Grèce et la Roumanie voudront-elles donner des assurances à la Yougoslavie contre l'Italie; la Yougoslavie s'engagera-t-elle à intervenir, avec la Roumanie, contre la Russie; la Roumanie et la Grèce prêter leur appui à la Turquie si une escadre fasciste essayait de pénétrer dans les Dardanelles? Peut-on supposer d'une manière générale que les rois Balkaniques, dont chacun s'enrichirait avec joie des dépouilles du voisin, souscriront sincèrement à un pacte de sauvegarde mutuelle?

La vérité est que le Locarno Balkanique n'est qu'une chimère. Il n'y a là qu'une caricature de la Fédération Balkanique, qui elle réunirait non pas des dynasties et des gouvernements bourgeois, mais des ouvriers et des paysans, contre toute éventualité de guerre, pour la paix intérieure et extérieure de la presqu'île. Cette Fédération a pour condition le renversement des monarchies et des ploutocraties.

Paul Louis

Bas les masques!

La Rochefoucauld a dit que l'hypocrisie était un hommage que le vice rend à la vertu.

Il y a des positions politiques tellement honteuses que, comme les vices grossiers, il est impossible de les défendre en public.

Ainsi en va-t-il pour celles de la sinistre organisation de bandits dirigée par les Mikhailoff et les Protoguéroff, et qui a fait plus de mal à la Macédoine que le Sultan Rouge lui-même.

Nous avons dit la vérité sur son compte. Par la parole et par la plume, nous avons crié ses tares et ses crimes. Nous l'avons montrée, stipendiée par le gouvernement sanglant de Sofia, entretenue comme des satrapes les sbires à son service dans toutes les capitales de l'Europe, tandis que les réfugiés

macédoniens meurent de faim, et assassinant les meilleurs, les plus purs des révolutionnaires macédoniens.

On les connaît maintenant, les „autonomistes“, à Paris et à Londres. On les y tient pour ce qu'ils sont, et non seulement dans les cercles informés, mais dans la masse même du peuple. La cause sacrée du peuple macédonien martyr respire dans tout son éclat, parce que nous l'avons lavée de la boue et du sang dont ces misérables l'avaient souillée.

C'est notre oeuvre et nous en sommes fiers.

Nous avons popularisé le mot d'ordre du mouvement macédonien indépendant, luttant contre le gouvernement de Sofia, comme contre ceux d'Athènes et de Belgrade.

Nous avons dénoncé la tactique des coups de mains, des attentats, des raids de comitadjis, pour y opposer celle de l'organisation des masses en Macédoine et de la conquête de l'opinion dans les grands pays.

Nous avons, par dessus tout, exalté l'idéal de la Fédération Balkanique dont la Macédoine, une et indépendante, avec toutes ses races fraternellement unies, doit être la pierre d'angle.

Cette doctrine, sous les menaces, les tentatives d'assassinats — plus d'une fois exécutées — la „Fédération Balkanique“ la prêche depuis trois ans et nous, ses amis des pays occidentaux, nous la propageons sans relâche.

... Et voilà que des échos, venus de directions où nous ne pensions pas que nos voix portaient si bien, nous renvoient nos paroles.

Dans le journal „La Macédoine“, qui paraît à Genève, je lis sous la signature de M. D.Solunsky que le mouvement politique macédonien est de plus en plus indépendant de la Bulgarie.

Dans un autre numéro, sous la signature de M. Etfimoff, je trouve „que la lutte des Macédoniens a été bien plus acharnée et s'est manifestée d'une façon beaucoup plus vive à l'égard des gouvernants bulgares que contre les autorités serbes et grecques“.

Dans le premier numéro de l'organe, il est dit solennellement „que la Macédoine sera la pierre de base du magnifique édifice de la Fédération Balkanique“.

Le même article contient une invocation à Jaurès et à Francis de Pressensé, défenseurs de tous les peuples opprimés, et notamment de la Macédoine, et grands socialistes dont les noms sont à eux seuls un programme et un drapeau.

Bref, on parle notre langue, on reprend nos mots d'ordre, on revendique la tradition populaire et largement révolutionnaire du mouvement macédonien. On fait plus; on critique le gouvernement bulgare, on lui reproche d'avoir commis des violences électorales, d'avoir une politique extérieure servile, etc.

Qu'est-ce à dire? Quelle audacieuse comédie joue-t-on là pour essayer d'égarer l'opinion internationale?

Où ou non, les hommes qui tiennent ce langage copié sur celui que nous tenons nous-mêmes rejettent-ils l'obédience du „Comité macédonien“ de Sofia.

Ce „Comité“, ils le savent, n'a jamais été, depuis les premiers temps de l'organisation Intérieure Révolutionnaire Macédonienne, qu'un instrument extérieur aux mains des dynasties de Sofia, pour asservir le mouvement libéral et préparer purement et simplement l'annexion de la Macédoine à la Bulgarie.

Si „La Macédoine“ est pour l'indépendance de ce mouvement, elle doit être d'abord contre ce Comité, organe de l'expansionnisme bulgare.

Ce journal de Genève se réclame de la Fédération Balkanique; mais celle-ci suppose le renversement du trône des Cobourg, comme le renversement de celui des Karageorgevitch, l'avènement au pouvoir dans toute la péninsule des classes laborieuses délivrant les minorités opprimées. Comment cette oeuvre grandiose d'émancipation, cette Révolution, qui sera grande comme les plus grandes de l'histoire, peut-elle se concilier avec le nationalisme bulgare des verkhovistes de Sofia qui, en 1912, massacraient les paysans turcs en représailles des atrocités d'Abdul Hamid et, aux portes des villes macédoniennes „délivrées“, dressaient des arcs de triomphe au prince Boris, aujourd'hui roi des Bulgares?

„La Macédoine“ se réclame de Jaurès et de Francis de Pressensé, mais que dit-elle des sbires de Protoguéroff qui ont assassiné systématiquement les révolutionnaires macédoniens pour qui l'émancipation de la Macédoine devait avoir un caractère social en même temps que national?

Que dit-elle du régime imposé en Bulgarie, avec le concours des bandes autonomistes, et qui a pour symbole l'installation de la police dans l'immeuble de la Maison du Peuple volée aux ouvriers?

J'avais écrit, à l'occasion de l'anniversaire de Damian Grouëff, un article où je rappelais la tradition socialiste ou „socialisante“ des vrais révolutionnaires macédoniens, fonda-

teurs de l'O. R. I. M. J'y rappelais l'appui que Jaurès et Francis de Pressensé leur avaient donné. Cela me valut une réponse d'un homme du "Comité". Il me déclara dédaigneusement que c'était là raconter l'histoire macédonienne "à la manière de Vlahoff". On voit là parfaitement la dualité du langage, la duplicité de l'attitude.

Descendons à la pratique. Que signifient ces attaques contre le gouvernement bulgare? Oui ou non, les hommes de la "Macédoine" approuvent-ils les 11 députés "macédoniens", qui sont les meilleurs soutiens du gouvernement zgoriviste? Ignorent-ils que ceux-ci ayant réclamé qu'une allusion fut faite dans la réponse au discours du trône à la question macédonienne et n'ayant rien obtenu, n'ont élevé aucune protestation?!

Mais quoi! "La Macédoine", pour se donner un petit air d'indépendance, parle de certaines "violences" pendant les dernières élections bulgares. Où donc, dans tout le pays, a-t-on commis des atrocités et des crimes pires que dans

la zone macédonienne de Petritch, et par qui ces horreurs furent-elles perpétrées, sinon par les bandits de l'Organisation de Protoguéroff, imposant à toute la population la "liste unique de tous les citoyens".

... Nous ne laisserons pas l'imposture s'étaler impunément. Il faut parler, s'expliquer, dire qui l'on est et où l'on va.

Les hommes de "La Macédoine" doivent avouer qu'ils sont les agents des brigands qui depuis vingt ans travaillent pour la Cour bulgare qui les paie, qui ont assassiné Peter Tchaouleff, Todor Panitsa, Dimo Hadji Dimoff et tant d'autres, qui martyrisent et rançonnent les paysans macédoniens, qui marchent en laissant derrière eux les traces du vol, du meurtre et de l'incendie.

On bien, ils doivent répudier ces bandits, bourreaux de la Macédoine, au même titre que les tortionnaires grecs et serbes.

Bas les masques!

Daniel Renoult

Un Communiqué de l'ORIM Unifiée

Dans le numéro précédent de notre journal nous avons publié un avertissement de l'Orim Unifiée à propos des élections en Macédoine sous joug bulgare. Nous publions aujourd'hui un Communiqué que cette vaillante organisation révolutionnaire a lancé à propos d'un attentat qui a été perpétré le 3 juin dernier près de la gare de Petchinia, sur la voie ferrée Scopje-Vélès (Macédoine sous joug serbe).

Le 3 juin dernier a été perpétré un attentat près de la gare de Petchinia sur la voie ferrée Scopje-Vélès, contre un train de voyageurs, avec une machine infernale. Il n'y a pas eu de victimes humaines, ni de dégâts matériels sérieux. Mais si l'effet matériel de l'attentat a été heureusement presque nul, on ne peut pas en dire autant de son effet moral. Car les oppresseurs de Belgrade se sont empressés d'exploiter cet acte individuel, d'en gonfler démesurément les effets, et de le présenter comme un résultat de l'activité des "groupes terroristes de trois hommes" dont pillerait la Macédoine.

Cette fois-ci, Belgrade et sa presse chauviniste, qui ont toujours crié partout et à tous que la Macédoine n'était peuplée que par des Serbes, ne se gênent pas de tomber dans une contradiction ridicule: si la population de la Macédoine est serbe, pourquoi conspire-t-elle contre son propre Etat?

Mais le gouvernement yougoslave avait besoin de préparer l'opinion publique dans le pays et à l'étranger pour la vague terroriste dans laquelle il veut plonger à nouveau la Macédoine.

Le pouvoir serbe cherchait depuis longtemps un prétexte pour ce qu'il méditait; il avait besoin d'une "provocation". L'attentat de la gare de Petchinia est venu à point pour lui fournir ce prétexte.

De qui cet attentat est-il l'oeuvre? Qui donc a eu besoin d'inscèner une provocation? On ne peut encore répondre à ces questions d'une manière tout-à-fait positive. Un fait est cependant hors de doute: cet attentat n'est pas l'oeuvre du peuple macédonien, ni de son organisation intérieure nationale-révolutionnaire, l'ORIM Unifiée. Car le mouvement national-révolutionnaire de libération en Macédoine ne peut pas tomber dans la situation absurde de faire des provocations contre sa propre action, contre les intérêts du peuple macédonien subjugué.

Donc, il n'y a pas de doute que cet attentat, cette provocation, n'ait été l'oeuvre des ennemis du mouvement macédonien de libération. Les auteurs doivent en être cherchés ou dans les milieux de la police serbe, ou parmi les agents de la politique impérialiste dans les Balkans.

Y a-t-il des indices suffisants de ce que l'attentat est une provocation de la part de la police serbe? Oui, il y en a, et de très sérieuses. L'attentat a eu lieu immédiatement après la rentrée d'une inspection en Macédoine du chef de la police secrète serbe Jika Lazitch, accompagné du chef de la gendarmerie le général Tomitch. Jika Lazitch est le maître fief des combinaisons révolutionnaires. De plus, un grand nombre d'inspecteurs de la police secrète ont récemment croisé la Macédoine dans tout le sens. La population macédonienne avait commencé à se demander avec anxiété ce qui signifiaient ces visites policières inusitées et quelles seraient les surprises qui en résulteraient. Puis encore, cet attentat a été immédiatement mis à profit pour opérer des arrestations en masse parmi la jeunesse macédonienne à Scopje et même à Zagreb et à Ljubljana.

Il est un fait avéré que la réaction serbe a depuis longtemps jeté son dévolu sur les étudiants macédoniens et en

général sur la jeunesse macédonienne. Depuis longtemps la presse chauviniste de Belgrade excite contre cette jeunesse. Car les piètres résultats de la politique de dénationalisation en Macédoine mettaient en fureur les oppresseurs serbes. Ils sentaient tous les jours davantage que l'objet en lequel ils espéraient le plus pour leur politique de dénationalisation et d'assimilation, la jeunesse en général et surtout la jeunesse scolaire, non seulement glissait d'entre leurs mains, mais au contraire se rangeait sur les premiers rangs de la lutte contre l'oppression nationale en Macédoine. Les tyrans de Belgrade tremblent de peur aujourd'hui et frémissent de fureur de ce que le Macédonien ne se prête pas à la serbisation; ils ne peuvent pas se concilier avec le fait terrible que la jeunesse macédonienne reste fidèle à ses glorieuses traditions révolutionnaires et élève dignement l'étendard sous lequel le peuple macédonien mène sa lutte héroïque depuis de longues années. Voilà ce qui a mis en une rage indescriptible la clique réactionnaire et chauviniste de Belgrade. Et cette clique a décidé de porter son coup justement sur la jeunesse macédonienne. Elle a mis à profit l'attentat de Petchinia pour jeter dans les casemats de la police à Scopje et ailleurs des dizaines de jeunes Macédoniens, pour les battre, les écraser comme la police serbe sait si bien faire, et semer par là la peur et l'angoisse dans toute la Macédoine.

Comme nous l'avons cependant indiqué plus haut, il n'est pas non plus exclu que cet attentat ait été l'oeuvre criminelle et provocatrice d'agents de l'étranger, quoique nés en Macédoine. Car il faut mentionner avec un vif regret que, comme par le passé, à présent aussi il y a des individus et même des groupes macédoniens, qui, sous le faux nom de militants révolutionnaires — comme Protoguéroff et Ivan Mikhaïloff — ne sont que des mercenaires et des agents de l'impérialisme dans les Balkans. De fraîche mémoire sont encore les attentats perpétrés en Macédoine par les agents macédoniens du monarchisme et militarisme bulgare à la veille de la guerre balkanique ainsi qu'avant l'entrée de la Bulgarie dans la guerre générale. L'agressivité de l'impérialisme italien dans les Balkans joue aujourd'hui un rôle corrompionniste non seulement dans le mouvement albanais, mais aussi dans le mouvement national macédonien. Aujourd'hui encore il y a des Macédoniens qui attendent la libération de la Macédoine comme un résultat des projets impérialistes de Mussolini dans les Balkans. Donc, la possibilité n'est pas exclue que des attentats et des provocations du type de celui de près de la gare de Petchinia soient perpétrés par des agents macédoniens de l'agressivité italienne dans les Balkans.

Ces mercenaires, ces gens à la solde des étrangers, n'ont absolument rien de commun avec le peuple macédonien, avec son oeuvre nationale-révolutionnaire de libération. Pour le peuple macédonien, ils ne sont que des provocateurs et des traîtres.

Vu tout ceci, nous déclarons que le peuple macédonien n'a rien de commun avec l'attentat perpétré près de la gare de Petchinia.

D'ailleurs, l'organisation intérieure nationale-révolutionnaire macédonienne, l'ORIM Unifiée, ne se sert point d'actions individuelles terroristes. Les auteurs de telles actions, de quels milieux qu'ils proviennent, servent consciemment ou inconsciemment l'oeuvre de la réaction et de l'oppression. Toute pareille action n'est aujourd'hui qu'une provocation envers le peuple macédonien et son oeuvre révolutionnaire. Et une telle provocation fournit au pouvoir

féroce et brute un prétexte propice pour plonger à nouveau dans le sang la malheureuse Macédoine, pour en massacrer les meilleurs fils, pour porter enfin un violent coup à son organisation intérieure nationale-révolutionnaire.

Une telle méthode d'action fournit, de plus, au gouvernement la possibilité de faire perpétrer lui-même des actions terroristes, pour les rejeter ensuite sur les organisations macédoniennes et essayer de justifier ainsi ses cruautés et ses violences.

La lutte de libération du peuple macédonien est une lutte de masse et non pas des individus ou des groupes iso-

lés. C'est seulement par la lutte des masses que le peuple macédonien secouera le joug de l'esclavage national et conquerra sa liberté.

L'expérience historique de jusqu'à présent parle hautement en faveur d'une lutte de masse. Le mouvement macédonien national et révolutionnaire a déjà nettement tracé son chemin: c'est le chemin de l'organisation des masses du peuple macédonien et de sa lutte révolutionnaire en masse, en union avec toutes les forces révolutionnaires des peuples subjugués et des classes opprimées dans les Balkans.

Comité Central de l'ORIM Unifiée

La tragédie du peuple macédonien

L'Association Populaire des Etudiants Macédoniens à Vienne, qui a déjà tant de fois, par des proclamations, des réunions, des adresses, etc., prouvé combien elle est pénétrée du devoir de déployer tous ses efforts pour l'œuvre de la libération des Macédoniens et de la Macédoine opprimés par un triple joug triplement brutal et sanguinaire, vient de lancer un Appel au monde civilisé, à l'opinion publique de tous les pays, aux masses populaires de l'Europe et des Balkans, pour mettre une fin au martyre inouï dont souffre le malheureux peuple macédonien par la politique de persécutions appliquée par les nouveaux conquérants pour avoir une Macédoine sans Macédoniens.

L'Appel relève en termes saisissants l'affreuse tragédie des Macédoniens:

Quoique, depuis trente années, les Macédoniens aient fait les sacrifices les plus inouïs, offert des milliers et des milliers de victimes, pour pouvoir vivre une vie supportable, ils se trouvent aujourd'hui sous une tyrannie incomparablement plus barbare que celle du sultan Abdul-Hamid. Et ils sont en ce moment en train de subir la phase la plus tragique de leur sort: c'est avec le feu et le sang que les nouveaux dominateurs veulent les chasser de leurs foyers, les forcer à quitter leur pays, pour essayer de changer entièrement la composition ethnique de la Macédoine.

Après la ratification du traité dit „de paix“ de Neuilly, des traités ont été conclus entre les gouvernements grec et bulgare pour „l'émigration volontaire“ des Bulgares de la Macédoine sous joug grec et de la Thrace, d'une part, et des Grecs de la Bulgarie, de l'autre.

Plus tard, un autre traité fut conclu entre la Grèce et la Turquie „pour l'échange réciproque des minorités“, tout comme s'il s'agissait de bétail.

D'après ces traités, ces „émigrations“, ces „échanges“ devraient se faire volontairement. Ceux seulement qui le désireraient devraient quitter le pays.

Mais qu'advint-il?

Les gouvernements respectifs appliquèrent en Macédoine les mesures les plus brutales, les moyens les plus barbares, pour forcer la population autochtone, qui leur était indésirable, à abandonner leurs foyers, à émigrer à l'étranger. Ils firent massacrer, torturer, incendier, terroriser. Les autorités grecques organisèrent des boucheries humaines à Tarlis, Livaditché, Lerine, etc.: rien qu'à Tarlis furent massacrés 27 paysans macédoniens. Les autorités bulgares, de leur côté, firent massacrer les Grecs en Bulgarie, par des „facteurs irresponsables“. En plein jour, les Grecs étaient tués partout, à Stanimaka, à Voden, à Plovdiv, à Varna, et ailleurs.

Et ainsi, environ 50.000 familles réfugiées se trouvent actuellement en Bulgarie. En y ajoutant les réfugiés de guerre, le nombre des réfugiés rien qu'en Bulgarie dépasse le chiffre de 300.000.

Puis, des dizaines de milliers de familles turques de la Macédoine ont été forcées à quitter la Macédoine sous joug grec et se sont réfugiées en Asie Mineure.

Environ 5.000 Aroumains ont été chassés de la Macédoine et périssent actuellement de misère en Roumanie et dans la Dobroudja.

Mais toutes ces horreurs n'ont pas satisfait la Société des Nations et ses dirigeants: lors de la session de décembre 1926 de la S. D. N., Chamberlain a exprimé son mécontentement de ce que la liquidation de la population macédonienne ne se faisait pas avec la rapidité voulue et, naturellement, les délégués d'Athènes et de Sofia l'assurèrent immédiatement de ce que toutes les mesures nécessaires seraient prises pour régler définitivement cette question.

Il existe depuis des années différentes commissions et sous-commissions chargées de la liquidation des biens mobiliers abandonnés par les émigrés. Les membres en sont de

hauts étrangers, de hauts favoris. Jusqu'ici, ces messieurs n'ont pas accompli même le cinquième du travail à effectuer. Car leur tâche principale consiste en encaisser d'énormes rétributions, mener grand train — se souciant fort peu si, entretemps, les émigrés crèvent de misère et de maladies. D'après une statistique officielle, ces commissions et sous-commissions ont liquidé, jusqu'à mi-1926, des biens mobiliers d'une valeur de 800.000 lévas — et ce principalement pour des gros-proprétaires — et elles se sont „adjugé“, pour leurs propres membres, 80.000.000 de lévas, aux frais de l'Etat bulgare. Korf et Rooyert, commissaires de la Société des Nations et présidents des deux commissions principales, reçoivent chacun 200 livres sterling par mois, en dehors de leurs frais de déplacements: les membres de la dernière des sous-commissions reçoivent par mois 35 livres sterling, en dehors de leurs frais de déplacements.

Dans quelle situation se trouvent les énormes masses des réfugiés? Les ayant personnellement visités, Vandervelde les a comparés au 9ème cercle de l'Enfer de Dante. Le délégué de la Croix Rouge Internationale, M. Krammer, les ayant également visités en 1925 en Bulgarie, a déclaré qu'ils se trouvent „dans les griffes de la mort blanche“, que dans plusieurs villages les 50 à 60% des réfugiés sont morts, que le reste est voué à une mort certaine. Aujourd'hui, huit ans après la signature de la convention criminelle, une grande partie d'eux vivent encore autour des gares, dans des baraques, dans des hangars.

Et le gouvernement bulgare, qu'a-t-il fait pour atténuer quelque peu le misérable sort de ces infortunés?

Le gouvernement de Stamboliisky mit à leur disposition 150 millions de lévas. Il distribua aussi à une grande partie d'entre eux, surtout à ceux du district de Petritch, des terres pour qu'ils les cultivent et en tirent quelque subsistance.

C'était peu: ce n'était presque rien en comparaison avec les véritables besoins des réfugiés.

Après le 9 juin 1923, cependant, le nouveau gouvernement a non seulement cessé de leur accorder des crédits, mais leur a même repris les terres mises à leur disposition par Stamboliisky.

Ce n'est qu'à présent que l'on prend quelques mesures pour répartir quelques parcelles de terres arides aux réfugiés, après que les terres fertiles leur ont été reprises et rendues aux gros-proprétaires.

Les gouvernements de Tsankoff et de Liaptcheff ont trompé le monde entier en déclarant ne pas disposer de moyens pour distribuer des secours aux réfugiés.

Ils exigèrent un emprunt. Ils l'ont obtenu. A de très lourdes conditions. En autorisant cet emprunt, la Société des Nations a été guidée par l'intention criminelle de liquider complètement la question macédonienne.

Cet emprunt n'a été qu'un trafic d'hommes vivants. Le § 4 du Protocole de la Société des Nations pour l'emprunt stipule que les secours des fonds de cet emprunt ne seront distribués qu'à ceux des réfugiés qui signeront une déclaration de ce qu'ils deviennent des sujets bulgares et restent tels à perpétuité. En d'autres termes, avec quelques misérables 20.000 à 30.000 lévas, qu'ils doivent rembourser avec un intérêt de 8½%, les Macédoniens doivent renoncer à leurs foyers! Et la question macédonienne cessera d'exister!

Voilà comment la Société des Nations „aide“ les réfugiés macédoniens. Ce seront les tyrans et les ennemis du peuple macédonien qui en tireront le plus grand profit.

Mais ce n'est pas tout.

Les réfugiés des villes, ainsi que ceux installés à

50 km de distance des zones frontalières de la Yougoslavie, de la Roumanie et de la Grèce n'auront pas droit à des secours de cet emprunt.

Cela signifie que la moitié des réfugiés ne recevront rien. Et ce au moment où l'on s'attend au transfert d'environ 2.000 familles de la zone frontalière à l'intérieur du pays. Cette question a été ainsi „régulée“ probablement par une clause secrète du contrat d'emprunt. Cela signifie encore: nouvelle extermination, nouvelle misère de 2.000 familles qui jusqu'à maintenant ont loyalement et honnêtement gagné leur pain.

Qu'auront donc, sous de telles conditions, les réfugiés, de cet emprunt?

Le 17 février dernier le ministre-président M. Liapcheff avait déclaré à la Chambre à Sofia que de la somme totale de l'emprunt de 2,5 milliards, 1,2 milliard seulement sera affecté pour l'installation des réfugiés, et que le montant restant sera employé pour payer des anciennes dettes de l'Etat, des dépenses de l'emprunt, et d'autres dépenses d'Etat.

Pour rendre ce tableau complet, il ne faut pas oublier et négliger le fait que le gouvernement, au moyen de cet emprunt, cherche à gagner des partisans dans les cercles des émigrés.

Et il ne faut pas oublier non plus le fait que le peuple macédonien, les émigrés macédoniens, n'ont non seulement pas donné leur assentiment à ces affaires liées avec leur sort, mais qu'ils ont au contraire démontré incessamment contre, et déclaré démonstrativement qu'ils condamnent vigoureusement toutes ces conventions et ce commerce honteux,

qu'ils restent fidèles à leur idéal de rentrer un jour dans leurs foyers pour y vivre une nouvelle vie d'hommes libres dans un Etat libre.

Les Macédoniens ont une tradition qui leur enseigne le mode d'écartier les fléaux s'abattant sur le peuple. Cette tradition, c'est la lutte révolutionnaire pour l'anéantissement de toute tyrannie et de tous pactes arbitraires.

Leur idéal, c'est la réalisation d'une Macédoine indépendante dans le cadre d'une Fédération Balkanique.

Nous les étudiants macédoniens à Vienne, qui partageons le sort amer des réfugiés, des fils de ce peuple tyrannisé, nous donnons cet exposé fidèle en nous adressant à tous les hommes de culture, au public progressif de tous les pays, aux masses populaires en lutte de l'Europe et des Balkans. Au nom de l'humanité, au nom de la solidarité de tous les opprimés et spoliés, nous les appelons au secours des malheureux réfugiés et du peuple macédonien terrorisé, en leur demandant d'user de fortes pressions auprès des autorités responsables de leurs pays pour faire mettre une fin à cette conduite barbare envers les masses des réfugiés, afin que cesse enfin ce commerce d'hommes, pour que soit créée une solution objective du problème des réfugiés.

Cela ne peut se réaliser que si ces mêmes représentants de l'opinion publique internationale prêtent leur puissant appui aux combattants du peuple macédonien, pour une Macédoine indépendante dans le cadre d'une Fédération Balkanique.

Association Populaire des Etudiants Macédoniens à Vienne

Il y a vingt-quatre ans...

La grande insurrection macédonienne d'Ilinden

L'année 1903 a joué l'un des plus grands rôles dans la vie du peuple macédonien. Après dix ans d'efforts continus de libération, ce peuple martyr s'est soulevé et a affirmé son droit à une vie libre. La Macédoine toute entière était en armes. Pas un village, pas une chaumière qui n'ait pris part à cette grandiose lutte pour la libération du joug des sultans. Ce fut le 20 juillet vieux style, 2 août nouveau style, qu'éclata cette insurrection qui constitue l'acte le plus sublime des sublimes luttes révolutionnaires du peuple macédonien. Avant l'insurrection, pendant les 7 premiers mois de 1903, une grande effervescence avait régné dans tout le pays. L'activité des comités et des tchétsas avait été intensifiée. Des rencontres avec des troupes régulières et irrégulières turques avaient lieu presque partout dans le pays. Des bâtisses gouvernementales, des ponts, des chemins de fer étaient dynamités. De nombreux attentats étaient commis à Salonique — la Banque Ottomane y avait été sautée, le bateau „Guadalkivir“ y avait été brûlé. Une petite poignée de révolutionnaires hardis, payant de leur vie leurs actions insurrectionnelles, secouaient le vieil édifice de l'absolutisme turc. Mais ce n'étaient là que des actes isolés, des actes de groupes armés, de tchétsas.

Le 2 août, l'insurrection a éclaté dans le district révolutionnaire de Bittolia, et l'activité des comités et des tchétsas augmentait plus encore dans toute la Macédoine pour alléger la situation des insurgés. Toute la population du district de Bittolia, même des vieillards et des enfants, ont pris part à cette insurrection. La lutte a duré trois mois. Le nombre des combattants était de 20.000, contre une force armée turque de 300.000 hommes. Trois villes et une centaine de villages ont été pendant des jours, voire même des semaines, au pouvoir des insurgés, et administrés par eux. Dans la ville de Krouchévo la république a été proclamée, et pendant quinze jours les insurgés ont pu tenir tête à des forces dix fois supérieures. Symbole caractéristique de la lutte révolutionnaire macédonienne: Krouchévo était peuplée par des Macédoniens bulgares et koutzovalaques, et toutes les deux nationalités agissaient en plein accord.

Les insurgés ont lutté avec un rare héroïsme, ont mené une lutte âpre et acharnée dans plus de 200 combats, mais ils avaient contre eux une écrasante supériorité numérique, et quoique de l'Etat branlant du sultan, les troupes turques étaient quand-même munies de canons, de mitrailleuses et de toutes sortes d'engins de guerre. Aussi, par la suite, les Macédoniens ne purent pas leur résister et consolider leurs conquêtes.

Les représailles furent terrible. Plus de 600 villages ont été dévastés, 90 en ont été totalement incendiés, plus de 52.000 personnes sont restées sans abri, et 1800 personnes de

la population combattante, dont aussi des vieillards, des femmes et des enfants, ont été tuées, massacrées. Ceci rien que dans le rayon de l'insurrection directe. Le reste de la Macédoine a aussi apporté son tribut à l'oeuvre révolutionnaire. Dans les vilayets de Salonique et de Scopje, environ 5000 insurgés, en de forts tchétsas, ont livré 54 combats à plus de 45.000 hommes de troupes du sultan. Et les représailles y furent aussi féroces. De nombreux villages ont été incendiés, des dizaines de milliers de personnes sont restées sans abri, 270 personnes ont été tuées et massacrées.

Et les grandes puissances chrétiennes, et „protectrices des chrétiens“, n'ont pas bronché. Les Etats balkaniques chrétiens n'ont pas bronché. Au contraire, on a voulu exploiter le malheur du peuple macédonien.

Le désastre a été tellement immense que des sociétés de bienfaisance se sont constituées spécialement en Europe et ont envoyé en Macédoine des missions de secours. Une grande misère a envahi tout le pays. Des centaines et des centaines de la population ont quitté leurs foyers et se sont jetées dans l'émigration; c'est surtout vers l'Amérique que se dirigeaient ces pauvres gens.

Le culte du souvenir de l'insurrection d'Ilinden est pieusement entretenu par tous ceux qui l'ont vécue, et ils le transmettent avec piété aux générations suivantes. Vieux et jeunes, tous les Macédoniens songent toujours à l'épopée héroïque d'Ilinden, aux combattants tombés dans cette sublime lutte pour la libération de la Macédoine, aux victimes massacrées lors des représailles des troupes du sultan. Et tous les Macédoniens sont pénétrés de l'esprit d'Ilinden.

Des années se sont écoulées depuis. La Macédoine n'a pas pu conquérir sa liberté. Elle subit, au contraire, aujourd'hui un esclavage de beaucoup plus dur que celui du temps des sultans. Le mécontentement du peuple macédonien est aujourd'hui bien plus grand qu'auparavant. Mais, le peuple macédonien a su profiter des leçons du passé; il a appris que la libération de la Macédoine ne peut venir que par la lutte révolutionnaire, mais par une lutte non pas isolée et regardant vers les „Etats chrétiens“, mais main en main avec les autres classes et peuples opprimés des Balkans. Le peuple macédonien a compris qu'il ne peut attendre aucun secours d'aucun Etat balkanique, d'aucune grande puissance impérialiste. Il a compris qu'il doit lutter contre ces gouvernements qui se sont partagé la Macédoine. Il sait encore que ce n'est pas seulement lui qui a à lutter contre ces Etats pour l'affranchissement, mais aussi tous les peuples opprimés des Balkans et les classes sociales exploitées. Il sait que ce sera la lutte révolutionnaire qui seule pourra lui apporter la libération. Mais il sait que cette oeuvre ne

saurait réussir que côte à côte avec les masses populaires et les classes travailleuses de tous les Balkans. Un nouvel Ilinden affranchira le peuple macédonien du joug inhumain qu'il subit, un Ilinden qui affranchira aussi les autres peuples opprimés des Balkans, et, alors, la victoire trouvera sa consécration dans la libre union, dans la Fédération, dans la République Fédérative de tous les peuples jusqu'ici opprimés des Balkans, mais dorénavant libres et indépendants.

Nous nous inclinons devant les martyrs de la Grande Insurrection macédonienne qui nous ont indiqué le chemin de la libération.

Marcel Walter

La question thrace et nos tâches

La situation révolutionnaire et politique actuelle des Balkans présente au peuple thrace des tâches de caractère vital et dont la juste solution dépend de la maturité politique des masses populaires thraces elles-mêmes, de l'énergie qu'elles déploieront dans leur lutte de libération, et de l'initiative personnelle dont feront preuve les personnes qu'elles ont placées à leur tête.

Les militants sincères de la liberté macédonienne hisseront le drapeau de l'Organisation Révolutionnaire Macédonienne Intérieure Unifiée (ORIM Unifiée) sur les ruines de l'Organisation traître de Protoguéroff.

Après un grand nombre de cruelles défaites causées par des ennemis intérieurs, le jeune mouvement révolutionnaire des Dobroudjanais s'affranchit des éléments fascistes, et le peuple dobroudjanais forma il n'y a pas longtemps son Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise (ORD).

L'épuration de ces deux organisations des éléments traîtres et fascistes eut comme conséquence la constitution d'une nouvelle ère dans la lutte révolutionnaire nationale dans les Balkans. Après de longues et pénibles luttes intérieures, les Macédoniens et les Dobroudjanais subjugués se mirent sur la juste voie de l'accomplissement de leur devoir.

L'histoire des mouvements nationaux de libération dans les Balkans montre aux fils de la Thrace subjuguée ce qu'ils ont à faire. Il est temps, pour nous autres Thraciens, d'accomplir nous aussi ce que nos frères de la Macédoine et de la Dobroudja ont accompli afin que des espoirs et des perspectives positifs se développent aussi sur le sombre horizon thrace. Un commencement a déjà été réalisé par la création de l'Union des Jeunesses Thraces et par la formation toujours plus nette du courant gauche dans le sein de cette Union. Car les éléments gauches furent et restent la puissance qui enthousiasmèrent la jeunesse thrace et jetèrent le désarroi chez toutes les forces réactionnaires du verkhovisme thrace.

Après la formation de l'Union des Jeunesses Thraces, la néfaste influence de la fameuse Organisation Révolutionnaire Intérieure Thrace se fit à nouveau sentir, et le corps presque mort de l'ancienne organisation thrace „de bienfaisance“ se mit à faire des soubresauts. Cela eut lieu devant le danger, pour les traîtres, de la restauration du mouvement thrace de libération conformément aux traditions sacrées de l'ancienne Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédo-Andrinopolitaine. Les entraves suscitées devant le mouvement de libération renouvelé, les menaces, les trahisons, les poursuites, entre autres de Blagoï Toromanoff, membre du Comité Suprême des Jeunesses Thraces, et d'un grand nombre d'autres Thraciens, furent érasées par l'histoire, et aujourd'hui les éléments de gauche devront accomplir leur devoir envers leur peuple, envers leur pays, envers l'histoire des luttes nationales de libération. L'époque actuelle impose au peuple thrace, sans distinction de religion ni de nationalité, une tâche suprême: la création d'une Organisation Révolutionnaire Populaire Thrace, qui défendra les intérêts politiques, économiques et nationaux du peuple thrace et sera l'interprète de ses désirs et de ses aspirations. L'initiative de la création d'une telle organisation incombe, sans conteste, au courant gauche du mouvement des Jeunesses Thraces et aux éléments et groupements de gauche des autres organisations thraces.

Les représentants de cette idée doivent se mettre sans retard au travail, chercher et trouver des liens avec nos anciens révolutionnaires sincères et avec les éléments et groupements de gauche.

Nous ferons, ainsi, le commencement du travail d'organisation, et entrerons dans une phase concrète pour la constitution du mouvement révolutionnaire thrace.

Nous pouvons nous engager hardiment dans la voie tracée par l'ORIM Unifiée et l'ORD, étant donné que la situation politique et économique de la Thrace et du peuple thrace n'a jamais été différente, et ne l'est pas aujourd'hui non plus, de celle de la Macédoine, de la Dobroudja, et de leurs populations.

L'existence d'une organisation révolutionnaire avec un état-major révolutionnaire en Thrace, pareillement à celles des Macédoniens et des Dobroudjanais, est possible, et indispensable. L'organisation ainsi formée cherchera des liens avec les autres organisations révolutionnaires des Balkans et se rangera sous le drapeau de la Fédération Balkanique dont la Thrace Indépendante sera un membre à droits égaux.

Notre première tâche consiste donc en les points suivants:

1. grouper autour de nous tous les éléments et groupements thraces de gauche en Thrace ou au dehors;
2. fonder l'Organisation Intérieure;
3. élever le niveau politique des masses populaires thraces;
4. profiter des expériences du mouvement révolutionnaire thrace et du passé récent pour éviter des fautes et mettre à profit toutes les forces populaires, grandes et petites.

C'est ainsi que, en payant nous aussi notre tribut à la lutte révolutionnaire générale de libération, nous obtiendrons par elle notre libération définitive.

Ce sont là les tâches placées par l'histoire-même devant la gauche du mouvement thrace, devant tout le peuple thrace subjugué. La constitution du mouvement révolutionnaire thrace en une Organisation Révolutionnaire Populaire Thrace est indispensable au peuple thrace et au mouvement révolutionnaire de libération dans les Balkans.

J. Jaroff

Le rôle du roi Ferdinand dans l'histoire de la Roumanie

Dans son oraison funèbre, M. Bratianu a caractérisé ainsi le rôle historique des trois rois de jusqu'à présent de la Roumanie: le roi Carol a fondé la dynastie, le roi Ferdinand l'a renforcée, et le roi Mihail la renforcera „définitivement“. D'abord, n'est-ce pas étrange d'entendre que le roi Ferdinand a renforcé la dynastie, puisqu'il est nécessaire de la faire renforcer „définitivement“ par un autre! Plus douteux encore apparaît le renforcement de la dynastie par Ferdinand si nous relevons que l'espoir définitif est en l'enfant Mihail; il ressort que jusqu'au moment où celui-ci va devenir un homme en âge de renforcer „définitivement“ la dynastie roumaine, beaucoup d'années s'en vont encore à-vau-l'eau...

Mais laissons ces considérations et examinons la formule historique de M. Bratianu. Cette formule est en réalité une ineptie. Elle est creuse. Elle ne dit rien. Mais, puisque M. Bratianu a senti le besoin qu'à la mort de Ferdinand il faut définir le rôle du mort, nous montrerons, nous, ce qu'a été le rôle du roi Carol, celui de Ferdinand, et quelle est la perspective qui se dessine devant Mihail.

Le règne de Carol a coïncidé avec l'époque dans laquelle la bourgeoisie roumaine est devenue une grande force dans l'Etat. Parallèlement avec cette croissance de la force de la bourgeoisie roumaine s'est accrue aussi l'influence politique de son parti, du parti Libéral, dans la détermination des affaires d'Etat. D'autre part, la classe des grands propriétaires féodaux terriens était encore puissante dans la structure économique de la Roumanie à cette époque, et par conséquent son parti politique, le parti Conservateur, exerçait encore une grande influence sur la direction politique du pays. Entre ces deux classes dont les forces se contrebalançaient, dont l'une était déjà devenue très puissante mais l'autre existait encore et n'était encore pas complètement affaiblie, le roi Carol a pu encore tenir un certain rôle. Il pouvait encore dire son mot, déterminer l'inclination de la balance tantôt vers l'un, tantôt vers l'autre des deux partis „historiques“. Et le roi Carol était assez habile et rusé pour pouvoir jouer un rôle entre les deux partis, et il l'a fait en général en faveur du parti Libéral. Carol a été un „facteur“ dans la détermination de la politique de son temps.

Autres furent les temps du règne de Ferdinand — et autres aussi ses aptitudes. La bourgeoisie s'est renforcée dans une telle mesure (Carol est mort en 1914, mais déjà en 1909 fut fondée la première grande banque au capital indigène, la Banca Romaneasca), qu'elle a pu refouler la classe des latifundiaires. Des révoltes paysannes de 1907, de la guerre balkanique (campagne de l'armée roumaine en Bulgarie en 1913),

mais particulièrement de la grande guerre impérialiste la bourgeoisie roumaine a tiré des profits et des avantages politiques et économiques. D'autre part, la guerre et la révolution russe (qui se sont déroulées en partie dans la Moldavie occupée par les armées russes) ont imposé l'expropriation des latifundiaires. Ceux-ci furent ainsi terriblement affaiblis, et leur parti reçut un coup mortel. Le parti Conservateur n'a pas tardé à disparaître de l'arène publique de la Roumanie. Le parti Libéral restait ainsi le seul parti „historique“ sur lequel la dynastie pouvait s'appuyer sans peur et en toute confiance dans cette époque de la cascade des trônes. Enfin, Ferdinand était tellement nul, sans personnalité et sans volonté, borné et sec de cœur, que, tenu continuellement sous la terreur des périls tsaraliste et communiste, entouré habilement d'une camarilla recrutée parmi les hommes des libéraux, il est devenu la poupée de la clique libérale. Sous Ferdinand, la cour — le roi — a perdu aussi le peu d'influence sur la direction des affaires politiques qu'avait encore le roi Carol par le rapport des forces des classes dominantes de son époque et aussi par son intelligence. Ainsi, sous Ferdinand, la domination de la grande bourgeoisie, devenue une bourgeoisie financière puissante, a atteint son apogée et est devenue incontestée. Le „rôle“ historique de Ferdinand a été donc de faire perdre à la dynastie toute influence comme „facteur“ dans l'Etat, de la transformer d'un instrument des classes dominantes en un instrument d'une seule classe, de la grande finance.

Nous trouvons ici, de même, le trait principal qui distingue la monarchie roumaine de celle serbe. En Roumanie, sous le roi Ferdinand, la monarchie est devenue un instrument de la bourgeoisie financière dominante, qui monopolise le pouvoir politique par le moyen de son parti homogène, solidement organisé et discipliné, le parti Libéral. En Yougoslavie, la grande bourgeoisie, plus faible qu'en Roumanie, n'a pas son parti unitaire, un parti dans lequel soit concentrée la représentation de ses intérêts comme classe. Le parti Radical de Pachitch n'était pas un parti de la grande bourgeoisie, mais un parti bourgeois qui s'appuyait sur la petite-bourgeoisie, et sur celle moyennée des villes et de la campagne. Les intérêts de la grande bourgeoisie trouvaient leur représentation dans le parti Radical aussi, mais seulement dans une aile de celui-ci, ainsi que dans une aile du parti Démocrate. Le centre de la grande bourgeoisie serbe n'était pas un parti politique unitaire et discipliné. Le rôle de ce centre dirigeant était joué dans la Serbie d'hier et est joué dans la Yougoslavie d'aujourd'hui par la Cour. La Cour n'est pas ici un simple instrument d'un parti, un instrument de la grande bourgeoisie, mais le dirigeant de celle-ci, son organisateur. Et les efforts de ce moment du roi Alexandre, les efforts de la Main Blanche, de détacher tant du parti Radical que du parti Démocrate et des autres partis les ailes bourgeoises et de les concentrer en un seul grand parti „de la Cour“ (et le gouvernement actuel est l'avant-coureur de ce parti), prouvent le rôle de dirigeant, de chef, d'organisateur de la bourgeoisie yougoslave que la monarchie joue en ce pays.

Comme preuve qu'en Roumanie les choses sont autrement, qu'ici la monarchie n'est pas un chef, mais un instrument de la grosse finance, nous voyons la manière dont a été „écarté“ le prince Carol, quand il ne paraissait pas donner à la grande bourgeoisie une garantie suffisante pour sa domination tranquille.

La perspective du „règne“ de Mihail? C'est la Régence qui nous la montre. La Régence, qui est constituée par des hommes de paille des libéraux, montre de la manière la plus limpide que les maîtres réels du trône roumain, se sont les libéraux, c'est la grande finance.

Mais le renforcement des libéraux sur le point monarchie ne signifie pas en même temps leur renforcement „définitif“, leur vraie consolidation. Pas du tout. Car, plus la monarchie est devenue l'instrument ouvert des libéraux, plus elle s'est compromise vis-à-vis des masses du peuple. Plus la monarchie a perdu tout reste d'„indépendance“, tout reste du rôle d'„arbitre“ entre les partis et les classes, plus elle est devenue fragile même comme instrument dans les mains de la classe dominante pour tromper les masses. La question de Carol aussi affaiblit d'autre part la force de la monarchie. De tout cela, c'est l'idée de la République qui gagne et se renforce.

La mort du roi Ferdinand donne ainsi au problème „monarchie ou république“ une actualité violente en Roumanie. Autour du trône, les intérêts de coterie et de parti en viennent aux mains. Pendant que Bratianu voit dans la Régence le moyen pour assurer pour soi le pouvoir, Averescu, Yorga et une partie des chefs nationaux-tsaranistes intriguent pour l'écartement de la Régence. Mais, ici, il n'y a pas différence de principe, il est question seulement d'à qui doit servir la monarchie. On ne doit pas être surpris, par conséquent, si ces partis tombent d'accord sur un compromis, quelconque. Mais cette „entente“, ce compromis, se fera sur le dos du peuple. Ce sont les paysans, les ouvriers, les nationalités opprimées, les couches moyennes, qui payeront.

La seule délivrance, c'est donc l'écartement, la suppression, tant de la monarchie bratianiste, que de la monarchie „carliste“. La lutte conséquente tant contre la clique bratianiste que contre la clique „carliste“ est un commandement pour les amis vrais et sincères des peuples de la Roumanie. Sur le silex de la parole républicaine doit être essayée l'épée des partis politiques. C'est ainsi seulement que l'on verra si leur épée est de bois ou d'acier.

I. Mateescu

Comment les gouvernements roumains obtiennent les majorités dans les Chambres

Ainsi que nous l'avons prévu dans notre article précédent, le gouvernement Bratianu a fait sortir des urnes une majorité parlementaire écrasante. Cela n'est pas étonnant. La Roumanie est habituée à des succès de cette sorte. On cherchera vainement dans l'histoire de la Roumanie le cas d'un gouvernement n'ayant pas été capable de faire sortir des urnes une majorité. D'où le mot: „la Roumanie est un pays gouvernemental“. Feu Pierre Carp a défini d'une manière plastique le parlementarisme roumain: „Majesté, donnez-moi le gouvernement, et je vous donne la majorité“.

Ainsi, dans les élections de 1920 le général Averescu étant au gouvernement, il a obtenu une énorme majorité, pendant que les libéraux, étant en opposition, on dû se contenter de . . . 7 (sept) députés. Deux ans plus tard, en 1922, le général Averescu n'a plus obtenu que . . . 9 députés, parce qu'il n'était plus au pouvoir; en échange, les libéraux, qui étaient au gouvernement, ont obtenu une grande majorité. Dans les élections suivantes, en 1926, les libéraux n'étant plus au gouvernement, n'ont plus gagné que 15 députés, mais Averescu a obtenu de nouveau la majorité parce que le gouvernement était dans sa main. Enfin, dans les élections du mois passé, à une année d'intervalle seulement, le gouvernement ayant échappé des mains du gén. Averescu, celui-ci n'obtient plus aucun mandat, les libéraux ayant fait sortir des urnes, en les tirant par les oreilles, plus des quatre cinquièmes du nombre des députés.

Ce n'est donc pas le résultat qui est intéressant; il est devenu banal. Pour ceux qui ne vivent pas en Roumanie, ce qui est intéressant, c'est l'explication du comment on arrive à ces résultats. Nous la donnerons dans ce qui suit en quelques mots.

Nous ne parlerons plus de la terreur proprement dite: les menaces, les chicanes, les bastonnades, les arrestations, les meurtres. Nous ne répéterons pas non plus que les électeurs indésirables ne sont pas inscrits sur les listes électorales, que ceux inscrits ne reçoivent pas leurs cartes de vote (avec ces cartes non distribuées votent en série les agents du parti au gouvernement), que les électeurs qui sont assez imprévoyants pour demander leurs cartes de vote sont empêchés par des moyens terroristes de s'approcher du local de vote. Nous ne parlerons pas non plus de la méthode de proclamer des communes entières comme contaminées par des maladies infectieuses, pour pouvoir les isoler par des cordons de gendarmes et empêcher les habitants à venir entrer en contact avec les candidats non-gouvernementaux, ou à voter. Enfin, nous ne parlerons également pas de l'empêchement de toute propagande oppositionniste, de la réquisition par les autorités des autos, des salles publiques, des typographies, au préjudice des partis d'opposition. Tout cela est déjà connu. Nous montrerons dans ce qui suit, en nous servant des citations de différents journaux, ce qui est particulièrement pittoresque dans les élections en Roumanie.

En général, les délégués des partis de l'opposition ne sont pas admis dans la salle du vote, de sorte qu'en absence de tout contrôle, les voix de l'opposition sont comptées pur et simplement pour la liste gouvernementale. Parfois, cette méthode est tellement forcée et le „succès“ est tellement grand, que cela devient compromettant. Ainsi, dans le département de Roman, les libéraux ont „compté“ pour eux 24.093 voix, mais pour les nationaux-tsaranistes . . . 39 (trente-neuf), pour les averescans même seulement 4 (quatre) voix. Combien impopulaire que soient les averescans, leur candidats et les membres de leurs comités au moins auront voté pour leur propre liste. Où sont leurs bulletins de vote déposés dans les urnes? . . . Dans d'autres localités, les délégués de l'opposition sont bien admis au contrôle du vote, mais . . . après que l'opération du vote ait déjà commencé, c'est-à-dire après que l'urne, d'avance préparée avec un stock de voix gouvernementales au fond, ait déjà été apportée dans la salle et scellée seulement en présence des délégués de la liste gouvernementale.

Bien entendu que pour ces pratiques il faut gagner la complicité des juges qui président aux élections. C'est dans ce but qu'à la veille de chaque élection des juges non-sûrs sont envoyés par centaines en congé, d'autres sont déplacés dans des points moins menacés — et, après chaque élection, nombreux sont les juges . . . avancés en grade. C'est que l'oligarchie n'oublie pas et sait récompenser . . . Dans le même but, pour tâcher de ne pas . . . perdre les juges, on voit en Roumanie cette bizarrerie: à la veille des élections, les partis d'opposition s'adressent par un appel public „aux magistrats de Roumanie“ les invitant . . . à ne pas se laisser corrompre ou intimider par les autorités. (Voir cet appel dans la *Lupta* du 6 juillet).

Dans d'autres endroits encore, l'électeur, quand il s'approche du local de vote est accosté par un agent électoral, la mine ténébreuse et faisant virer une matraque dans l'air, qui lui donne un bulletin de vote tout-à-fait ressemblant au bulletin authentique, mais portant déjà l'estampille „vote pour la liste gouvernementale“. A la sortie du local de vote, l'électeur doit remettre à l'agent le bulletin authentique mais pas estampillé, comme preuve que dans l'urne a été introduit le bulletin gouvernemental. Ailleurs, l'agent électoral accompagne l'électeur dans la cabine . . . secrète et met lui-même l'estampille sur le bulletin de l'électeur. „Le maire Victor Radulescu de Campina accompagnait chaque électeur dans la cabine pour voir quelle liste il voterait. Quand un électeur votait pour l'opposition, alors, à la sortie du local de vote, il lui faisait une croix à la craie sur le dos. Quand l'électeur s'éloignait, sans rien appréhender, des hommes armés de matraques l'empoignaient et commençaient à le battre“. (*Vorwärts* du 16 juillet.) Cela servait d'exemple pour les autres électeurs . . .

Dans le département de Bihor (Transylvanie) le général Mosoi (une prééminence libérale) avait préparé deux barils d'une sorte d'encre sympathique, qui avait la propriété de disparaître quand elle séchait. Avec cette encre devait être mouillées les estampilles dans une partie des cabines de vote, pour certains électeurs. Les bulletins des électeurs ayant voté pour l'opposition devaient apparaître blancs au dépouillement de l'urne, — c'est-à-dire annulés. Mais le truc a été découvert à temps.

A Orkei (Bessarabie), non seulement les trucs, mais aussi les résultats ont pu être connus d'avance. „A Orkei, raconte l'ancien ministre Pelivan, notre organisation (national-tsaraniste), grâce à des documents dans la possession desquels elle est entrée par hasard, a su avant le dépouillement du scrutin les résultats de plusieurs sections de vote. Les chiffres indiqués par nous à 6 heures du soir, deux heures avant la fin des élections, furent consignés dans un procès-verbal légalisé par le notaire publique de Chiperceni et se sont montrés être rigoureusement exacts“. (*Adeverul* du 19 juillet.)

D'un comique particulièrement savoureux est aussi le fait suivant: „Dans une région du pays a fonctionné un consortium qui, en échange d'une somme fixe — 200.000 leis par député — assurait la réussite, indifféremment si le candidat appartenait au gouvernement ou à l'opposition. Il en existe des preuves précises et, comme il est naturel, le consortium était constitué des éléments chargés d'assurer l'ordre aux élections“ (*Adeverul* du 13 juillet) et . . . la réussite du gouvernement. Comme on le voit, les agents du gouvernement ouvrirent boutique sur propre-compte: puisque dans leur main était le sort de l'élection de la liste gouvernementale, pourquoi ne profiteraient-ils pas pour eux-mêmes du pouvoir que le régime leur transmettait . . . ? Dans un département il y eut quelque chose de plus délicieux encore: un tel consortium avait pris de l'argent des candidats (et c'étaient des averescans) mais n'avait pas tenu ses engagements. En conséquence, les candidats trompés s'en plainquirent publiquement dans leur journal *Indreptarea*.

Et pour finir: le juge Trandaburu, président de la section électorale de Ferbinti (près Bucarest), ne voulant pas se laisser corrompre, a consigné dans le procès-verbal que les gendarmes ont empêché les délégués de l'opposition d'entrer dans le local de vote, que des centaines d'électeurs ont été empêchés de voter, que les gendarmes ont fait même dans le local de vote des pressions sur les électeurs, et que le juge lui-même a été déconsidéré. Rare exemple d'un magistrat honnête en Roumanie. Et quelle en a été la fin? Le juge Trandaburu a été suspendu de ses fonctions, parce que ses affirmations n'étaient pas suffisamment prouvées . . .

Delablaj

Le peuple grec sur le chemin de sa libération

Le bloc de tous les partis bourgeois, l'„Oikoumeniki“, intensifie chaque jour davantage l'oppression économique et politique des masses laborieuses de la Grèce. Le gouvernement qui se hissa au pouvoir en prodiguant des promesses antidictatoriales, libérales, favorables au peuple — entreprit, dès les premiers jours, des actes contre le peuple hellénique, contre sa tranquillité, contre ses intérêts. C'est ainsi que les „libertés populaires“, pour lesquelles le parti monarchiste avait fait tant de bruit, dans les bouches des cinq chefs qui composent l'„Oikoumeniki“ n'ont été qu'une vile démagogie.

Les mesures de l'„Oikoumeniki“ contre le peuple grec forment toute une série; et chaque jour leur nombre augmente.

Un grand étonnement a été provoqué dans tout le pays par les articles 19 et 119 de la nouvelle Constitution (expropriation des terres pour utilité publique et indemnisation des propriétaires), par lesquels on veut „résoudre“ la question agraire. Mais les paysans grecs, qui ont tant souffert jusque maintenant sous le régime d'esclavage féodal, ne sont pas disposés à se soumettre au parlement et au gouvernement réactionnaires; leurs longues luttes, leur sang qui arrosa les terres de Thessalie pendant l'insurrection de 1909, leurs pénibles efforts, de génération en génération, pendant des siècles, ne peuvent pas être effacés par une vaine résolution parlementaire. Un souffle révolutionnaire, fortifié par les mesures contre les paysans (augmentation des impôts sur la production agricole etc.) appliquées par l'„Oikoumeniki“, commença à animer la classe des paysans et celle des ouvriers agricoles. Dans tous les villages et les villes agricoles les paysans — malgré les efforts et la terreur du gouvernement — se réunissent pour manifester leur résolution de lutter contre le régime réactionnaire de l'„Oikoumeniki“.

Un bouleversement intégral s'empara de toutes les classes exploitées, les dispositions de l'„Oikoumeniki“ favorisant les grands propriétaires: par exemple la loi sur les loyers. Mais ces dispositions ont provoqué une telle indignation (meetings des artisans et petits commerçants, à la suite desquels des artisans à Athènes ont été assassinés par

l'armée), que le gouvernement fut forcé de renvoyer la question à la commission parlementaire. Mais cette commission aussi, organe des grands propriétaires (qui savent bien appliquer le dogme de „l'emporter avec baïonnettes en argent“) et non du peuple, a abouti à la rédaction d'une loi aussi anti-populaire. Et déjà, sur la plate-forme de la loi sur les loyers et des autres revendications générales des masses, collaborent le Syndicat des Ouvriers, le Syndicat des Artisans etc. et le Syndicat des Fonctionnaires d'Etat, pour mener une lutte commune ayant pour but de faire échouer les projets de l'„Oikoumeniki“.

Envers la classe ouvrière l'„Oikoumeniki“ a manifesté tout son réactionnisme. Les ouvriers de tabacs de Macédoine et de Thrace vivent sous un régime insupportable. Chaque jour se poursuivent des arrestations d'ouvriers, sans aucun prétexte. Tandis que les „représentants du peuple“ votaient la nouvelle Constitution au parlement d'Athènes, une terreur des plus féroces régnait à Salonique, à Cavalla, à Drama, à Xanthi, à Volo, à Agrinion etc. La Constitution grecque est violée, brutalement et brutalement, du premier jour de sa mise en vigueur. Les „droits de l'homme et du citoyen“ sont inconnus aux pauvres citoyens de la République hellénique. Le premier gendarme, le premier policier, peut faire ce qu'il veut, sans aucune peur d'être puni; au contraire, avec l'espoir qu'il sera récompensé. Il peut vous arrêter, vous enfermer dans les prisons grecques, ou vous faire exiler dans quelque île éloignée de la mer Egée. Cent ouvriers sont déjà exilés; des dizaines sont emprisonnés, sans avoir commis aucun délit, sans avoir violé aucune loi. La Loi en Grèce signifie la volonté d'un policier quelconque. Et contre les adversaires politiques du gouvernement (les communistes) est appliquée la loi du brigandage!!

Les nouveaux et impitoyables impôts décrétés par l'„Oikoumeniki“ et qui frappent au cœur les classes populaires, ont provoqué de vives et énergiques protestations. Ces impôts, 2 milliards de drachmes, sont répartis au total sur les paysans, ouvriers, employés et les autres pauvres couches de la population. Le tableau suivant montre clairement ce fait:

Recettes du budget de l'année 1927-28 (en millions de drachmes. 1 Lstg 375 drachmes).

1. Impôts indirects	3774 soit 42,7 %
2. Impôts directs	1483 soit 16,8 %
3. Impôts supplémentaires pour la dette publique	1625 soit 18,4 %
4. Postes — Télégraphes — Téléphones	294 soit 3,4 %
5. Timbres et monopoles	814 soit 9,2 %
6. Recettes extraordinaires	839 soit 9,5 %
7. Déficit	49

* Total 8878 millions

Et tandis que tant de poids sont chargés sur les épaules du pauvre peuple, qui est déjà épuisé des longues guerres (1912-1922), qui est dans une situation peu éloignée de la véritable famine, tandis que les salaires sont mesquins (salaires de 15 à 30 drachmes, c. à d. 5 à 10 frs. français pour la plupart des ouvriers et pour une journée de 10-12-14-16 heures) — tandis que l'index du coût de la vie augmente continuellement (marchant maintenant vers les 20 unités base 1914), le gouvernement affecte des sommes énormes pour les dépenses militaires. Le budget de la même année (1927-28) prévoit les dépenses suivantes:

Dépenses du budget de l'année 1927-28 (en millions de drachmes).

1. Dette publique	2.087 soit 23,6 %
2. Administration	1.067 soit 12,1 %
3. Armée et marine	1.813 soit 20,5 %
4. Pensions et retraites	485 soit 5,4 %
5. Sécurité publique	344 soit 3,9 %
6. Cultes	385 soit 4,4 %
7. Instruction publique	437 soit 5,0 %
8. Travaux publics	248 soit 2,7 %
9. P. T. T.	252 soit 2,8 %

10. Monopoles	136 soit 1,3 %
11. Amortissement de la dette flottante	153 soit 1,7 %
12. Amortissement extraordinaire et divers	1.471 soit 16,6 %

* Total 8.878 millions

Cette situation, insupportable pour la grande majorité de la population, ne peut continuer longtemps. C'est une oppression de tous, indifféremment de leurs opinions politiques, au profit de quelques uns. Tous sont mécontents de l'Orkouneniki, et ce mécontentement général, nous voyons que l'ex-dictateur essaie de l'exploiter pour reprendre le pouvoir. Chaque jour la presse nous informe que les officiers „pangalistes“ préparent un nouveau coup d'Etat.

Mais le peuple, les ouvriers, les paysans, les artisans, les petits commerçants, les employés, les intellectuels, ne se laisseront pas entraîner dans de nouvelles aventures au gré et désir de tel ou tel ex- ou nouveau dictateur (la Grèce compte beaucoup de dictateurs présomptifs; chaque colonel veut, à son tour, gouverner le pauvre pays). Le peuple voit bien qu'aucune dictature ne peut améliorer sa triste situation. D'ailleurs, aujourd'hui, nous n'avons qu'une dictature, une dictature couverte sous un léger voile parlementaire. Mais cette dictature, ainsi que toute dictature du passé ou de l'avenir, instrument des banquiers et des usuriers, organe obéissant des financiers étrangers et des impérialistes, est un ennemi du peuple, un ennemi implacable des intérêts des masses travailleuses.

Le peuple grec, sous la pression de la nécessité, de la vie dure, est obligé de mener des luttes énergiques, contre ses tyrans d'aujourd'hui et de demain. Dans ces luttes il s'éduquera suffisamment pour trouver le chemin naturel qu'il lui faut suivre pour se libérer. Dans ces luttes il sera assez éprouvé pour être en état de mener jusqu'au bout, jusqu'aux dernières conséquences, l'oeuvre de son autolibération.

G. Zoïtopoulos

Au parlement bulgare

Le renforcement de la terreur — L'insolence, les brutalités et les menaces de l'escadron parlementaire des fascistes — Les programmes du gouvernement et de l'opposition

Depuis plus d'un mois, le nouveau parlement bulgare, ce parlement de la violence policière, tient ses séances à Sofia. Ainsi que nous l'avons relevé, le gouvernement y détient une majorité de près de 100 députés... obtenue par les 45% des suffrages.

Dès la réunion même de ce parlement, le 1er juin, on a pu y constater que les méthodes de terreur, de menaces, d'intimidations que le gouvernement applique à profusion dans le pays depuis quatre ans, continueront à être appliquées avec une violence renforcée. Immédiatement, des députés de l'opposition ont été maltraités; un député agrarien a été battu, des députés ouvriers et agrariens ont été fouillés à leur entrée dans la bâtisse du parlement, des menaces ont été proférées contre des députés des partis ouvrier et agrarien, et un député ouvrier a été exclu de plusieurs séances pour avoir proclamé cette vérité que le gouvernement bulgare a tué 20.000 citoyens bulgares. Pendant la discussion du discours du trône, des menaces ont été proférées contre presque tous les députés de l'opposition. La question a même été soulevée d'exclusion des séances tous les députés ouvriers.

Au cours des discussions, le président du conseil Liaptcheff et le ministre Bouroff ont développé la politique intérieure et extérieure du gouvernement, et ils ont été secondés par une douzaine de députés gouvernementaux dont la plupart de l'escadron de la Ligue Militaire. Ces créatures des fascistes bulgares essayaient d'intimider l'opposition ouvrière et agraire. Ce que les ministres Liaptcheff et Bouroff n'ont pas osé déclarer en leur qualité de personnes officielles, leurs sbires, les députés gouvernementaux, l'ont fait. Ils ont voulu souligner une fois de plus par leurs discours que le gouvernement du Zgovor n'a pas l'intention de marcher sur un autre chemin que celui de la terreur et du meurtre, et ils ont voulu justifier ces méthodes du gouvernement. Pour eux, les questions les plus brûlantes, celles concernant la situation intérieure du pays, n'existent nullement. Pour eux, l'apaisement du pays n'est qu'un mot vain. Ils ignorent également, avec intention, la crise économique, le chômage, etc.

Dans la politique extérieure, l'attitude du gouvernement peut être résumée par les mots: platitude devant les pays voisins et les grandes puissances impérialistes. La ques-

tion des réparations imposées à la Bulgarie et qui pèsent si lourdement sur le pays, tellement éprouvé et économiquement épuisé, celle de l'issue à la mer Egée, le gouvernement du Zgovor les passe sous un silence criminel de peur d'irriter ses protecteurs. Des députés zgovoristes d'origine macédonienne, „représentant“ le district de Petritch, ont soulevé la question de la protection des minorités bulgares, question prévue dans les traités de paix — mais le gouvernement s'est opposé catégoriquement à cette discussion.

Examinons l'attitude des députés de l'opposition. Une partie d'entre eux, dont Boyan Smiloff, un des auteurs du 9 juin, et représentant le groupe de Radoslavoff et Tontcheff du parti national-libéral, approuve complètement la politique du Zgovor, approuve la violence et la terreur — le discours de Smiloff a été plutôt une attaque contre les représentants des masses travailleuses; et les stambouloviistes aussi, comme Yourtoff, ne sont pas très loin dudit groupe (du reste, ce parti a été en coalition avec le Zgovor pendant les élections). Un deuxième groupe de députés, tels que Malinoff, du parti démocrate, Kieurtecheff, du parti national-libéral, et Tomoff, du parti agrarien de droite (ces trois partis avaient fait bloc pendant les élections), ont bien fait une critique des actes du gouvernement, mais leur critique s'attachait sur des choses plutôt secondaires et ils n'ont point pris position pour des questions brûlantes de la politique intérieure et extérieure: la question du rétablissement complet des droits politiques et civils, l'annulation de la loi d'exception pour la Défense de l'Etat, l'amnistie, etc. Ils étaient apparemment tellement intimidés par les menaces des gouvernementaux qu'ils n'ont même pas osé parler des violences et terrorisations commises par le gouvernement pendant les élections et dont les colonnes de leurs journaux étaient pourtant pleines. Seul, Tomoff a osé demander une amnistie générale. Naturellement en vain. Un troisième groupe, celui de l'union agrarienne, du parti social-démocrate et du parti des artisans — s'intitulant le „Bloc de Fer“ — a critiqué le gouvernement. Il a demandé le rétablissement des libertés publiques et l'octroi d'une amnistie générale. Le groupe socialiste a demandé même l'abrogation de l'ignoble loi d'exception pour la Défense de l'Etat. Mais, ce fut tout. Aucun député de ce groupe n'a fait une véritable critique des actes de ce gouvernement d'assassins, de ce gouvernement qui foule

aux pieds la vie, les droits, les libertés du peuple, qui détient dans les prisons des centaines d'ouvriers, d'intellectuels, qui oblige des milliers à rester dans la misère de l'émigration, qui continue à faire condamner à mort par dizaines, à envoyer dans les geôles par centaines, de ce gouvernement qui par sa politique intérieure facilite la domination des Balkans par l'impérialisme des grandes puissances capitalistes.

Ce fut seulement le représentant du parti ouvrier, le vaillant député Avram Stoyanoff, qui a mis le doigt sur la plaie et a montré la politique fasciste dans sa vraie lumière. Vu l'importance du discours de l'éminent député, nous en donnons un petit résumé :

D'abord, Stoyanoff a précisé que le parti ouvrier nouvellement fondé est contre les actes individuels terroristes qui ne font que renforcer la réaction, fortifier les positions des adversaires de la classe ouvrière, et n'apportent absolument rien de bon pour les luttes économiques et politiques des travailleurs. Il a ensuite relevé que le terreur gouvernementale pendant les élections avait été pratiquée partout, en système. Dans beaucoup de districts les routes ont été barrées par des policiers et des gendarmes, les électeurs fouillés, et on leur enlevait les bulletins de l'opposition. Lui-même a été menacé à Razgrade par le sous-préfet, qui lui dit : « Je ne permets aucune réunion; prends tes bagages et décampe sur-le-champ, autrement je ne sais pas ce qui arrivera pendant la nuit. » Stoyanoff a parlé ensuite des attaques des clubs et de l'enlèvement de leurs archives (à Varna), des perquisitions en masse (à Sofia), des bastonnades auxquelles les électeurs ont été soumis presque partout, à Pirdop, Straldja, Razgrade, Orkhané, etc. A Stara Zagora on a falsifié les registres des présidents des bureaux électoraux, on a chassé par force ces présidents élus par les tribunaux, et à leurs places on a mis des hommes du gouvernement. A Doubnitza on a enlevé les bulletins de l'opposition. Des menaces ont été proférées contre un grand nombre de présidents de bureaux électoraux. En beaucoup d'endroits les cabines isolées pour les votes ont été supprimées et ainsi les électeurs ont été obligés de voter non-secret et sous le contrôle des agents gouvernementaux. Se basant sur tous ces faits, Stoyanoff a déclaré que le parlement actuel ne représente aucunement l'expression de la volonté du peuple, qu'il faut qu'il s'en aille et que de nouvelles élections soient faites d'après l'ancien système électoral, et ce par un gouvernement dont les membres n'ont pas trempé dans les événements sanglants qui se sont déroulés dans le pays.

Parlant du régime fasciste qui s'est imposé par le coup d'Etat du 9 juin 1923, Stoyanoff a déclaré que les gouvernements Tsankoff et Liaptcheff, pour pouvoir se maintenir au pouvoir, ont eu recours à tous les moyens pour écarter de la vie politique les représentants des classes ouvrière et paysanne. Il a parlé de la dissolution du parti communiste, de celle de l'Union générale des syndicats ouvriers, de celle de la coopérative ouvrière „Ozvojdénie“; il a prouvé, faits en mains, que cette politique de terreur et de violence continue jusqu'à ce jour, que même aujourd'hui encore le gouvernement ne permet pas aux ouvriers de tabac à Plovdiv, Stanimaka, Pazardjik, Doubnitza et ailleurs de former des syndicats, il n'approuve pas leurs statuts; qu'il ne permet pas l'existence des organisations du parti ouvrier même dans les districts de Roussé, Varna, Sofia, Doubnitza, Lom, pour ne pas parler des villes comme Ferdinand et Berkovitz, dans les districts desquelles ont été massacrés en 1923 pendant l'insurrection de septembre plus de dix mille paysans et ouvriers. Dans d'autres villes et districts, on ne permet pas les réunions même des Unions des syndicats professionnels. Stoyanoff prouve que ces mesures de violence sont non seulement illégales et arbitraires, mais aussi nuisibles à cette politique d'apaisement dont le gouvernement parle à tout moment. Il demande que soient rétablis les droits politiques et civils pour que la classe travailleuse ait la possibilité de former des organisations politiques et professionnelles et de défendre ses intérêts matériels et de travail, et ceci est une nécessité absolue, indispensable, pour la solution de la grave crise financière et économique qui sévit aujourd'hui dans le pays. Dans la dernière grève des ouvriers de tabac, les autorités administratives ont pris parti pour les patrons et se sont ingérées brutalement dans la lutte professionnelle et archi-légale des ouvriers.

Stoyanoff souligne encore que la production du pays est en plein marasme, que le travail dans les textiles, les sucreries, le tabac, le bâtiment, etc. a diminué terriblement; il relève le mensonge flagrant du ministre du commerce qui déclarait qu'il n'y avait pas de chômage en Bulgarie: d'après la statistique du Bureau International du Travail de 1925, 258.184 ouvriers étaient occupés dans le commerce et dans la grande et petite industrie, et 128.877 autres étaient sans

travail; soit 33 %; depuis, cet état des choses n'a pas changé. Il fait ensuite une description de la situation de la classe ouvrière et met en évidence que les lois ouvrières, et surtout celle de la journée de 8 heures, ne sont pas appliquées; il lit un rapport des inspecteurs du travail dans les différents districts constatant ce qu'il avance; il parle longuement de l'exploitation effrénée du travail des femmes et des enfants ainsi que des conditions insalubres dans les fabriques, les usines et les ateliers. Il insiste sur la nécessité d'améliorer la situation économique de la classe ouvrière pour augmenter la capacité d'achat des masses et atténuer et diminuer ainsi la crise économique.

Passant à l'agriculture, le vaillant orateur relève qu'elle est en pleine décadence, que la terre cultivée a diminué de 18 %, que la production par hectare, en comparaison avec les années 1910-1912, a diminué de 240 kg par hectare (de 1080 à 840), et que la qualité des céréales devient de jour en jour plus mauvaise, et qu'ainsi les blés bulgares ne sont plus en état de faire concurrence aux blés des autres pays.

Il parle ensuite des crédits de 700 millions de lévas que le gouvernement a fait accorder aux commerçants et industriels, alors que les artisans, qui représentent une masse énormément plus grande en Bulgarie, n'ont reçu que 90 millions de lévas. Il met en relief la tartuferie du gouvernement fasciste qui fait claironner partout par ses agents que nulle part ailleurs au monde qu'en Bulgarie la vie n'est meilleure marché ni plus agréable et facile pour les ouvriers et paysans, alors que ce même gouvernement ne prend absolument aucune mesure pour procurer du travail aux sans-travail ou leur accorder des secours pécuniaires, malgré une loi ad hoc en vigueur sur le papier.

Stoyanoff relevant encore la crise du commerce et de l'industrie, cite les chiffres des traites protestées et des faillites, en indiquant que le gouvernement n'est pas à même de payer les sommes qu'il doit à différents entrepreneurs et qui s'élèvent à un milliard de lévas. Mais ce même gouvernement écorche les contribuables bulgares, principalement les ouvriers, les artisans et les paysans, pour payer des réparations de guerre et des intérêts et amortissements des anciennes dettes et faire tant d'autres dépenses improductives. Il y a quelques temps, ce gouvernement a décidé de payer à nouveau 100 millions de lévas à Declosier pour l'indemniser une deuxième fois des blés réquisitionnés pendant la guerre.

Passant à la politique extérieure, le député ouvrier constate que les peuples balkaniques, dès le moment même de leur affranchissement, ont toujours été les instruments de la politique des grandes puissances, de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Russie tsariste, de l'Angleterre, et que maintenant aussi ils sont les instruments de la politique des Etats impérialistes de l'Europe occidentale. Il relève que l'Italie veut s'installer dans les Balkans et que, par là, elle menace l'indépendance des peuples balkaniques. Il préconise l'entente des peuples balkaniques, par laquelle seraient aussi résolues les grandes questions nationales dans les Balkans. Il préconise aussi la nécessité de l'établissement de relations diplomatiques et commerciales avec la Russie Soviétique et il souligne que cette demande n'est pas seulement formulée par la classe qu'il représente, mais aussi par l'Union des commerçants. Il parle des dangers de guerre créés dans les Balkans par les politiques de l'Angleterre et de l'Italie. Il élève énergiquement la voix pour la paix et des relations amicales avec les peuples voisins et les autres peuples européens.

Avram Stoyanoff termine son brillant discours en demandant une amnistie pleine et entière pour les prisonniers et émigrés politiques, l'abrogation de la monstrueuse loi pour la Défense de l'Etat en montrant que cette loi n'est employée que contre la lutte légale des travailleurs et qu'elle constitue l'un des plus grands empêchements à l'apaisement du pays; il demande une nouvelle consultation de la volonté du peuple; il demande de suivre une politique intérieure et extérieure d'assainissement et de consolidation de la vie économique et financière du pays, apportant la paix intérieure et créant de bonnes relations entre le peuple bulgare et les autres peuples.

Ce discours, et les débats en général qui se sont déroulés au nouveau parlement bulgare montrent une fois de plus que ce n'est que la vraie représentation des masses travailleuses en Bulgarie, que ce n'est que le Parti Ouvrier, qui vient avec un programme net et déterminé dont l'application pourra apaiser le pays, soulager la misère de la population, affermir et consolider la situation économique du pays, et, par l'union des peuples balkaniques, libérer enfin les Balkans des agissements, des machinations, de l'exploitation des Etats capitalistes et impérialistes de l'Europe occidentale.

L'attentat de la cathédrale de Sofia a été perpétré par le gouvernement Tsankoff

Tout récemment vient d'avoir lieu à Moscou le procès de Droujilovsky, faussaire de document et espion, arrêté sur le territoire de l'Union Soviétique. Il a avoué avoir participé à la fabrication de toute une série de faux, entre autres de la „lettre“ de Zinoviev. Il a avoué avoir falsifié des documents concernant la Bulgarie d'après les indications directes du ministre bulgare à Berlin, Popoff. Ce même Popoff a eu aussi des relations avec le capitaine anglais Holst qui avait pris une part directe à l'attentat de la cathédrale de St. Nedelja le 16 avril 1925. A la veille de l'explosion de la machine infernale, Holst et Tsankoff avaient eu une entrevue dans l'appartement d'un agent anglais. D'après les aveux de Droujilovsky, le roi Boris avait été initié dans tous ces préparatifs secrets et toutes les falsifications des documents ad hoc.

L'horreur qui a sévit dans toute la Bulgarie après cet attentat est encore dans toutes les mémoires. Des milliers d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels ont été massacrés — nous avons publié dans des numéros précédents des listes des journalistes et avocats assassinés. Les Anglais Wedgwood, Mac Kinder et Malone ont été témoins oculaires de ces tueries et leur rapport a fait frissonner d'épouvante le monde entier. Rien qu'à Sofia, 300 oppositionnels ont été massacrés.

Au procès de Droujilovsky, le leader des communistes bulgares Vassil Kolaroff a fait, comme témoin, des dépositions qui jettent une vive lumière sur les machinations et provocations criminelles du gouvernement bulgare, agissant sur les instigations des gouvernements impérialistes de l'Europe occidentale.

Kolaroff a relaté d'abord comment, en 1921, l'armée de Wrangel, de 30.000 hommes, apparaissait en Bulgarie, envoyée par les gouvernements impérialistes occidentaux. Cette armée envahit bientôt tout le pays. Elle avait ses commandants, ses chefs de divisions, ses conseils de guerre, et le chef en était le général Koutepoff, le représentant de Wrangel. Les Wrangéliens sont entrés bien vite en contact avec les représentants des partis bourgeois pour conspirer et travailler pour le renversement du gouvernement agrarien. Un grand mouvement se déclencha dans le pays à la suite de ces agissements, et le gouvernement Stamboliisky se vit obligé de prendre des mesures énergiques contre Koutepoff et contre toute cette armée. Koutepoff et quelques autres officiers supérieurs wrangéliens ont été expulsés de la Bulgarie. Puis, grâce aux efforts des communistes, la majorité des hommes formant les effectifs de cette armée se détachèrent politiquement de Wrangel et furent rapatriés en Russie. Et immédiatement après le coup d'Etat du 9 juin 1923 commença l'histoire des faux.

Les premiers faux, contre le parti communiste bulgare, apparurent en juillet et août 1923. Ils émanaient des monarchistes russes. Ils avaient pour but de préparer l'opinion publique bulgare pour les sanglantes persécutions projetées déjà contre le parti communiste bulgare. Le 12 septembre 1923, le gouvernement commit une grande provocation en même temps qu'un grand crime: il détruisit toutes les organisations ouvrières politiques, syndicales, coopératives et culturelles. Il en résulta l'insurrection. Pour faire croire que cette insurrection était projetée et préparée à l'avance, un faux a été fabriqué indiquant la date du 15 septembre comme désignée pour la révolte. En réalité, rien de tel n'avait été projeté ni préparé, et l'insurrection n'avait été que la conséquence naturelle de la provocation inouïe du gouvernement.

On continua à fabriquer des faux, dont un devant „prouver“ que la coopérative ouvrière *Ozvoobodjenié* avait livré des armes aux partis communistes. Une terreur épouvantablement sanglante commença à sévir dans tout le pays, et de l'aveu même des correspondants des journaux bourgeois étrangers plus de douze mille hommes ont été massacrés — ce fait a aussi été confirmé par Vandervelde. Le gouvernement avait déclaré une chasse sanglante à tous les travailleurs. L'état de siège fut proclamé dans des régions entières et des répressions terribles eurent lieu sans procès, même sans interrogatoires. L'effervescence de la population s'intensifia et de nouvelles révoltes étaient à craindre. Le gouvernement sentit alors le besoin de „prouver“ que la terreur qu'il exerçait était un acte de défense contre Moscou et que tous ceux que l'on assassinait en Bulgarie n'étaient que des agents de Moscou. C'est alors que furent lancés les faux de Droujilovsky. Dans certains faux, on indiquait les noms des gens à qui Moscou soi-disant payait de

fortes sommes pour organiser des actes terroristes et préparer la révolution. Dans d'autres, pour attirer aux côtés du gouvernement l'opposition bourgeoise mécontente de la situation du pays, on indiquait que des terroristes, désignés nommément, avaient reçu de l'argent pour assassiner Tsankoff, le général Lazaroff, Kalfoff et Malinoff. L'opposition bourgeoise donna dans le piège et déclara solennellement au parlement qu'elle se rangeait entièrement du côté du gouvernement et contre les „agissements“ de Moscou et de ses „agents“ en Bulgarie. Pour avoir de son côté les autonomistes macédoniens, le gouvernement lance un faux dans lequel il est dit que Moscou avait envoyé des terroristes pour assassiner deux partisans de l'Organisation macédonienne, un certain Hadjitch et un autre. Afin d'obtenir l'expulsion des émigrés bulgares de la Yougoslavie, on fabriqua des faux. Afin de diminuer les protestations de l'opinion publique de l'Europe occidentale, on fabriqua des faux devant „prouver“ que non seulement l'Internationale Communiste, mais aussi le gouvernement des Soviets lui-même préparait la révolution en Bulgarie. Et une campagne de haine contre les communistes bulgares commença dans les journaux de tous les pays capitalistes. Le faux, „prouvant“ que les communistes bulgares préparaient la révolution, a été fabriqué par Droujilovsky probablement le 13 mars. Ce „document“, un soi-disant „ukase“ de Moscou, indique pour la révolution la date du 15 avril 1925. Et l'explosion dans la cathédrale de St. Nedelja eut lieu le lendemain, 16 avril. Tout était préparé pour régler définitivement les comptes de tous ceux qui, à un moment quelconque, en un endroit quelconque, avaient eu des relations quelconques avec le mouvement ouvrier ou communiste en Bulgarie. Immédiatement après l'attentat, toute liaison télégraphique et téléphonique avec le reste du monde fut coupée, la mobilisation fut ordonnée des officiers de réserve, des sous-officiers, et en général de tous les fascistes, et la vengeance commença à s'exercer sanglantement. D'après des listes préparées à l'avance, des arrestations furent opérées en masse, non seulement à Sofia, mais dans tout le pays, et l'immense majorité des emprisonnés furent tout simplement bestialement égorgés.

Et le leader communiste fait un saisissant tableau de la situation en Bulgarie:

„Combien furent-ils, les ‚disparus‘? On ne le sait pas. Ce que nous savons, cependant, c'est qu'ils se comptent par milliers et que parmi eux se trouvent tous les députés ouvriers du parlement d'alors et des parlements antérieurs, tous les anciens et nouveaux chefs du parti communiste, tous les chefs du mouvement syndical et coopératif, tous les journalistes et rédacteurs d'organes politiques, syndicaux et autres ayant eu une liaison quelconque avec le mouvement ouvrier du pays. On a également égorgé un très grand nombre de députés et hommes politiques du parti agrarien. Pendant ces jours terribles, 50.000 personnes au moins, sur une population de 5½ millions, ont passé par les prisons et par les mains de la police secrète. Non seulement on assassina et égorga, mais on tortura aussi de la façon la plus cruelle. Sinistre métamorphose: la Maison Ouvrière de Sofia, un grand bâtiment dans lequel étaient logées toutes les organisations ouvrières et qui avait été construit par les coopératives, fut transformée en siège de la police secrète, et dans ce bâtiment érigé par les sous de la classe ouvrière bulgare on assassina et martyrisa les ouvriers bulgares et leurs défenseurs.“

Vassil Kolaroff relève ensuite que le gouvernement bulgare a utilisé ces faux et ces répressions pour demander à être autorisée à augmenter les effectifs de son armée — à cet effet Tsankoff lut au parlement tous les faux documents qui avaient déjà été préalablement publiés par les journaux organes du gouvernement. Le ministre des affaires étrangères présenta tous ces faux aux représentants diplomatiques étrangers à Sofia, puis les porta à Belgrade et les montra au gouvernement yougoslave, puis à Paris, où il les soumit à la Conférence des Ambassadeurs de l'Entente, et, en avril même 1925, la Conférence des Ambassadeurs autorisait le gouvernement bulgare à augmenter de 10.000 les effectifs de son armée pour pouvoir réprimer toute insurrection et mutinerie éventuelle en Bulgarie.

La campagne sanglante contre les communistes bulgares a été, et est toujours, en liaison étroite avec les agissements des grandes puissances impérialistes, dont la plus intéressée est la Grande Bretagne. Le correspondant du „Times“ en Bulgarie, Collin, a toujours exercé une influence contre-révo-

lutionnaire sur le gouvernement bulgare et l'a toujours particulièrement excité contre les communistes. Pendant ces événements, il a publié de faux documents dans la presse conservatrice anglaise et a toujours défendu le gouvernement bulgare. Le gouvernement conservateur de Grande Bretagne a toujours exercé une influence décisive sur la politique du gouvernement bulgare et l'a toujours défendu, même pendant les massacres barbares qu'il a organisés; il a allégué pour cela, que des documents irréfutables existaient prouvant la participation de Moscou dans les événements de Bulgarie. L'espionnage britannique a travaillé et travaille toujours ferme dans les Balkans.

La première série de faux se rapportait donc aux mois de juin, juillet, août et septembre 1923 et avait pour but de provoquer l'insurrection et la sanglante répression. La deuxième série du courant de l'année 1924 vise à la dissolution des organisations ouvrières et communistes en Bulgarie. La troisième série est formée par les faux de Yacoubovitch, Droujilovsky et autres et se rapporte à la période du commencement de 1925 jusqu'à l'explosion dans la cathédrale de Sofia. —

Ces dépositions de Vassil Kolaroff seront lues avec un frémissement d'épouvante. On y voit l'horreur du machiavélisme du gouvernement fasciste bulgare qui n'a pas reculé devant les crimes les plus terribles: pour se maintenir au pouvoir il a massacré des dizaines de milliers de travailleurs, la fleur du peuple bulgare; pour se maintenir au pouvoir, il continue à tuer, à torturer, à faire „disparaître“.

La sécurité, la paix, la tranquillité en Bulgarie ne pourront être rétablies que lorsque l'échine de la Ligue Militaire, dont sont issus ces gouvernements meurtriers, sera enfin brisée et que le pays aura enfin un gouvernement défendant les intérêts du peuple travailleur.

N. Kalinka

L'hôte sanglant de Vienne

Il y a quelques jours, on annonçait de Sofia que le tsar Boris s'était mis en voyage pour l'Europe occidentale. Il voyage „incognito“. Le roi des Bulgares, entaché de sang, a vraiment toutes les raisons de dissimuler son identité, car il y aurait bien peu d'Etats en Europe où une grande partie de l'opinion publique, surtout les ouvriers, ne s'exprimeraient contre l'honneur douteux d'une telle visite. Lorsqu'avant la guerre mondiale le tsar russe, alors bourreau de la révolution russe, rendit visite à la France, la voix puissante de Jaurès et des socialistes s'élevait pour protester contre la réception du tsar russe comme un hôte du peuple français. Si même la force des socialistes n'était pas si grande pour empêcher la visite, ils préservèrent tout de même par leur protestation la dignité humaine et donnèrent aux martyrs de la révolution une satisfaction morale.

Ainsi que nous l'apprenons, le roi bulgare se trouverait déjà à Vienne, et il faut dire à ce protecteur et allié des bourreaux bulgares, à ce camarade de Tsankoff, Volkoff et Liaptcheff, que les ouvriers socialistes du monde savent fort bien quelle part le roi Boris a personnellement prise dans les épouvantables actes sanglants en Bulgarie. Il faut rappeler qu'il est personnellement et directement coupable de l'assassinat du ministre-président Stamboliisky: pour le bercer dans la sécurité et pour donner aux conjurés la possibilité d'accomplir le coup d'Etat, à la veille même de l'assassinat du leader paysan il lui rendit visite dans son village natal. Le capitaine Harlakoff, qui taillada avec son sabre Stamboliisky en pièces, fut nommé commandant de la garde du palais royal et est un des plus intimes du roi. Lui qui la presse achetable nomme le „jeune roi démocrate“, est membre actif de toutes les organisations fascistes. Avec son consentement et sous sa responsabilité furent massacrées d'immenses masses du peuple bulgare, six mille hommes furent jetés dans les prisons, et 350 en furent condamnés à la pendaison. Il n'a fait usage de son droit constitutionnel de grâce qu'en de très peu de cas, quoiqu'il avait parfois peur de signer tant de sentences de mort et d'assumer si ouvertement la responsabilité personnelle pour tant de sang versé et tant de vies détruites. On raconte qu'un jour, lorsqu'on lui présentait tout un tas de sentences de mort, il dit, très irrité: „Est-ce nécessaire que je signe ces listes, alors que vous en avez fini avec tant de milliers sans jugement“?

Sa présence à Vienne ne doit pas passer sans remémorer les milliers et milliers de victimes que ce roi sanglant a fait massacrer et sans avoir exprimé l'espoir que viendra l'heure de la revanche où le peuple bulgare se lèvera et renversera le trône sanglant. La république bulgare obtenue par les efforts démocratiques et organisés des paysans et ouvriers, deviendra enfin la réplique à l'histoire du régime de sang dont le peuple bulgare doit porter depuis quatre ans le lourd joug.

(De l'„Arbeiter Zeitung“ du 30. juillet.)

Amnistie? . . . Des procès sanglants!

Des milliers d'ouvriers, d'artisans, d'intellectuels gémissent dans les prisons ou souffrent dans l'émigration. Des cris pour une amnistie effective et générale s'élèvent de partout dans le pays. Plus de 300.000 électeurs — malgré les conditions de terreur bien connues — ont exprimé leur exigence d'une amnistie générale et effective, plus de 250.000 autres, du bloc de Malinoff, ont exprimé leur exigence d'une amnistie au moins partielle. De nombreuses demandes, requêtes, etc., portant des centaines de signatures, relèvent la nécessité d'une amnistie pleine et entière. Des adresses sont lancées au gouvernement bulgare de toutes les parties de l'Europe demandant l'octroi d'une amnistie effective et le rétablissement des droits politiques et civils. Mais ce gouvernement fait la sourde oreille. Dernièrement encore, au parlement bulgare, Liaptcheff, apostrophant le député ouvrier Avram Stoyanoff, a déclaré que le gouvernement n'avait nullement l'intention de proclamer une amnistie générale — ce malgré qu'avant les élections ce même Liaptcheff avait assuré que la nouvelle Chambre s'occuperait de cette question brûlante.

La lutte pour l'amnistie continue cependant énergiquement. Des colonnes des journaux et des télégrammes de protestation, elle passe au parlement. Les députés du parti ouvrier ont déjà fait imprimer leur projet de loi pour une amnistie pleine et sans conditions. Les députés du „Bloc de Fer“ ont aussi présenté une demande dans ce sens.

Et, entretiens . . . le gouvernement continue à faire prononcer des sentences féroces par ses tribunaux d'exception. Au cours du dernier mois, quatre tribunaux extraordinaires ont prononcé des sentences qui remémorent les temps les plus sombres des cours martiales de Tsankoff après l'attentat de la Ste Nedelja. Dans ces tribunaux, les débats ont lieu de cette manière bien connue et propre au gouvernement fasciste de Sofia; l'instruction et les dépositions se font par les mêmes personnes — par les agents de la „Sûreté Générale“. Les scènes déchirantes que nous avons relatées pour d'autres procès, se répètent toujours. Les tortionnaires des malheureux accusés apparaissent à la barre comme témoins, et les torturés-inculpés, d'un cri commun, protestent de toute leur vigueur contre le fait d'accepter les témoignages de leurs bourreaux. Les „aveux“ arrachés aux malheureux sous les plus effroyables tortures, ces tribunaux les prennent pour bases pour leurs sentences!

Et quelles sentences! Des condamnations à mort! Des condamnations à la prison à perpétuité! Des condamnations à des quinze ans de prison et à des amendes immenses! A Lovetch, qui, avec Troyan, a le plus souffert l'année dernière par les expéditions des fascistes qui y massacrèrent bestialement plus de 100 militants paysans et ouvriers, incendièrent ensuite leurs maisons et celles de leurs parents et amis, enlevèrent leurs bestiaux, etc., une partie de la population avait pu échapper à la tuerie et se réfugier dans les montagnes. Le gouvernement vient maintenant de mettre l'épilogue à cette sanglante répression. Il a fait tenter un procès aux militants qui avaient pu échapper au massacre, et son tribunal y a prononcé onze condamnations à mort, six à la prison à perpétuité, et une paysanne a été condamnée à 15 ans de prison. A Tatar-Pazardjik, six personnes ont été condamnées à mort. Dans ce procès, les seules bases pour les condamnations ont été constituées par les dépositions de l'agent provocateur Natcheff, dont l'ignoble rôle a été démasqué par la presse étrangère. Des télégrammes de protestation ont été lancés de l'étranger. Le Comité de Vienne et celui de Paris contre la Terreur Blanche dans les Balkans, des organisations ouvrières à l'étranger, 30 étudiants bulgares de Graz, des étudiants bulgares de Vienne, des étudiants et émigrés politiques bulgares de l'Allemagne, de la Tchécoslovaquie, etc. ont protesté énergiquement contre ces monstrueux procès dans lesquels des sentences de mort ont été prononcées en masse.

Nous élevons à nouveau notre voix de protestation contre ces horribles forfaits, contre ces barbares procès, qui se continuent toujours, et demandons à nouveau la cessation de ces meurtres officiels, l'annulation de cette ignoble loi pour la Défense de l'Etat en vertu de laquelle se font toujours ces procès iniques et ignominieux, et la proclamation d'une amnistie générale effective, pleine et entière, sans conditions, afin que la malheureuse Bulgarie puisse enfin s'acheminer vers son apaisement.

G. Kazanovsky

Les sombres perspectives de la situation économique yougoslave pour le deuxième semestre 1927

Belgrade, fin juillet.

La presse économique capitaliste yougoslave („Yugoslavenski Lloyd“, „Trgovinski Glasnik“, „Privredni Pregled“) consacre ces derniers temps une attention particulière au chaos économique qui règne dans le pays, et elle constate que, dans un avenir déterminé, les conditions ne sauraient se modifier ni à l'intérieur et ni à l'extérieur.

Ce pessimisme et cette inquiétude des cercles économiques yougoslaves doivent être bien expliqués, surtout en ce moment où ils avouent ouvertement que la loi inéluctible de la concurrence réciproque capitaliste les pousse toujours davantage dans le tourbillon du désarroi général capitaliste de l'Europe.

Les années de la conjoncture d'après-guerre sont depuis longtemps passées. L'industrie yougoslave qui, immédiatement après la guerre, s'est développée partout dans le pays, a atteint son point mort en 1927. Le processus de trustification, de cartellisation et de rationalisation du capitalisme de l'Europe occidentale arrêta toute l'industrialisation des Etats agraires ou demi-agraires, dont la Yougoslavie. Comme première réaction de cette puissante pression du capitalisme de l'Europe occidentale vint, de la part des capitalistes indigènes, cette vague bien connue de la réaction, contre la classe ouvrière, contre la législation sociale, contre les salaires. Des milliers et des milliers d'ouvriers de l'industrie minière et métallurgique furent jetés sur le pavé, comme victimes de la „stabilisation“ de la situation économique yougoslave. Se donnant la main, la monarchie par ses gouvernements, et la bourgeoisie travaillèrent ensemble à mettre à leur propre service tout l'appareil étatique, pour la défense „de l'ordre public et de la paix“.

Toutes ces mesures ne purent cependant pas empêcher la catastrophe imminente. Déjà les statistiques des organes économiques capitalistes prouvent que c'en est fait de l'industrialisation de la Yougoslavie. Ce fait a été constaté — et ce non seulement pour la Yougoslavie mais aussi pour tous les autres pays agraires — même par la Conférence Economique Internationale qui s'est tenue récemment à Genève. On y vit tout-à-fait nettement les efforts des capitalistes de l'Europe occidentale, en premier lieu de ceux de l'Angleterre et de l'Allemagne, pour subordonner à leur industrie tous les autres Etats. A la fin des débats, le promoteur principal de cette Conférence, le capitaliste français Loucheur, était complètement refoulé à l'arrière-plan. Ce fut seulement et uniquement la Délégation russe, avec Ossynski et Sokolnikoff à sa tête, qui stigmatisa les plans des capitalistes impérialistes de l'Europe occidentale, et releva, faits en main, les véritables causes de la crise générale économique et l'impossibilité d'y remédier dans les cadres de l'Etat des choses économiques capitaliste d'aujourd'hui. Elle démasqua aussi, d'autre part, la tendance de ces capitalistes à pousser à une agrarisation intensive les petits Etats industriellement faibles — tout particulièrement les Etats balkaniques — afin de créer des territoires pouvant servir à l'exploitation des grandes puissances impérialistes.

Les tendances de ce processus d'agrarisation se manifestent déjà en Yougoslavie.

Mais il y a aussi d'autres maux qui commencent à inquiéter les potentats et capitalistes yougoslaves. Ce sont, à côté du terrible chômage, la question agraire toujours non-résolue, les cinq systèmes d'imposition en vigueur les uns aux côtés des autres, les lois sur les faillites, l'endettement en masse des paysans qui sont débiteurs de plus de deux milliards, et l'exportation au bilan passif qui, d'après les calculs statistiques du „Yugoslavenski Lloyd“ du 13 juillet dernier, diminua de presque un milliard de dinars dans les cinq premiers mois de l'année courante. La récolte de maïs de cette année sera probablement, d'après lesdits calculs, de 30 à 50% en moins que celle de l'année dernière. Il faut y ajouter encore que par suite de l'endettement des paysans et de l'immense chute des prix des articles agricoles — de

40 à 50% — l'étendue des terrains de culture du blé est aussi bien plus petite que celle de l'année écoulée. Dans le premier semestre de 1927 il y a eu 605 faillites, alors que dans toute l'année 1926 il n'y en eut que 962. Le „Yugoslavenski Lloyd“ se demande ce qu'il en sera à la fin de l'année, et dit, textuellement: „Cette immense augmentation des faillites (c'est la Serbie qui en atteint le chiffre le plus élevé — D. J.) ne signifie aucunement une stabilisation; elle frappe les maisons de commerce les plus grandes et les plus connues. Viennent encore les immenses incendies de forêts qui éclatèrent ces derniers temps et dont les dégâts s'élèvent à plusieurs centaines de millions de dinars.“

Ces faits cités par fractions ne présentent qu'un tableau pâle et incomplet de la situation économique dans laquelle nous nous trouvons, et de celle qui nous attend encore. L'„Obzor“, l'organe principal du bourgeois croate, sonne dans son numéro du 15 juillet la cloche d'alarme et attaque violemment les cercles compétents parce qu'ils ne vouent pas l'attention nécessaire à l'état des choses. „Voilà pourquoi“, dit l'„Obzor“, „il est impossible de standardiser et de typiser la production agricole yougoslave“. L'organe de la bourgeoisie croate s'est apparemment réconcilié avec les faits précités, s'est fait à l'idée qu'il n'y a plus de profits à retirer d'une industrie yougoslave „rationalisée“ vu la concurrence du capitalisme occidental, et demande d'y trouver une issue dans la rationalisation et l'agrarisation de l'agriculture, mais aux dépens des larges masses paysannes.

Jetons maintenant un bref coup d'oeil sur la politique économique et financière du gouvernement. Le projet du budget de 11,5 milliards de dinars pour l'année courante sera certainement augmenté encore d'un quart de ce montant en présence de la lourde situation et du danger permanent de guerre. La seule industrie qui n'est pas paralysée en Yougoslavie, c'est l'industrie de guerre. Les fabriques de munitions à Kragujewatz, Obilitchévo, Kannik sont agrandies, et elles augmentent leur production. De nouvelles fabriques d'aéroplanes militaires sont projetées à Kraljévo, N. Sad et Belgrade, dont la construction exigera des milliards de dinars. De plus, d'immenses commandes de matériel de guerre ont été passées à l'étranger (en France). Et tout ceci se fait pour l'assainissement économique de la Yougoslavie et des Balkans! Le gouvernement a autorisé le ministre des finances à chercher à résoudre la question des finances de l'Etat par des voies extra-parlementaires et d'après ses points de vue personnels. La question des dettes de guerre et d'après-guerre devient aiguë. L'Angleterre insiste continuellement sur un règlement rapide des plus de 25 millions de livres sterling, environ 7 milliards de dinars, que la Yougoslavie lui doit. Et ce n'est pas seulement l'Angleterre qui demande le remboursement de sa créance. La France, la principale créancière, ne reste plus muette, et l'Amérique elle aussi commence à bouger.

C'est sous ces perspectives que la monarchie des S. C. S. entre dans le second semestre de 1927, avance à pas fermes vers la catastrophe économique, vers la faim, vers une désespérance, et ce dans une échelle qui menace d'être bien plus grande que celle de la malheureuse Herzégovine. Quelques semaines à peine nous séparent encore des élections. Les masses travailleuses des villes et des villages, les paysans et ouvriers, les artisans, les employés, les petits fonctionnaires, etc. de toutes les nationalités de la Yougoslavie ne doivent pas se laisser bernier par des promesses et des concessions momentanées et purement formelles. Les prochaines élections de septembre doivent réunir toutes ces masses apauvries et exploitées, contre les implacables ennemis communs, contre les oppresseurs et exploités. La solution de la crise économique, l'issue de cette impasse ne peuvent être fournies que par les travailleurs de toutes les nations de la Yougoslavie, élevant leur édifice sur les ruines de la Yougoslavie bourgeoise, impérialiste et capitaliste.

Dimitri Jovanovitch

*Propagez la Fédération Balkanique!
L'organe des peuples opprimés des Balkans!*

LA RÉACTION DANS LES BALKANS

FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Bulgarie :

Quelques résultats éloquentes des élections. — Voici quelques chiffres qui montrent bien la poussée populaire :

Sofia :	
Triple coalition (démocrates, agrariens, dissidents)	5.867 (2 mandats)
Parti du Travail	11.004 (4 mandats)
Zgovor	6.832 (3 mandats)
La coalition „de fer“ (socialistes, artisans, radicaux)	3.390 (1 mandat)
Agrariens de gauche	846
Radicaux et agrariens de droite	3.600
Nationaux-libéraux (Smiloff)	1.365
Fédération socialiste	877
Derigen (dissidents agrariens)	788
Le Parti des Narodniaks (dissidents du Zgovor)	220
Union des Bulgares patriotes (fascistes extrémistes)	6.453
Varna :	
Bloc du travail complet	1.339
Zgovor	3.782
Zgovoristes dissidents avec démocrates et stambolovistes	210
Nationaux-libéraux (Smiloff)	443
Radicaux, etc.	1.124
Sevlievo :	
Bloc du Travail	714
Zgovor	637
Enina (arrond. de Kazanlik) :	
Bloc du Travail	275
Zgovor	108
Krant (arrond. de Kazanlik) :	
Bloc du Travail	270
Zgovor	108
Panagurichté :	
Bloc du Travail	860
Zgovor	670
Radicaux	266

Nouvelle défaite du Zgovor. — Des élections supplémentaires ont eu lieu dans deux villages de l'arrondissement de Doupnitza.

Afin d'éviter les actes de terreur, des représentants de la presse s'y sont rendus, dont M. Laufer, du „Vorwärts“, et aussi M. Zantchoueff, secrétaire particulier de M. Liaptcheff.

Malgré la présence de ces messieurs, des violences furent exercées contre les électeurs. Il y a eu perquisitions et bastonnades.

Et voici les résultats :

Balonovo : Bloc du Travail : 169 ; Zgovor : 111.
Tcherven Breg : Bloc du Travail : 447 ; Zgovor : 168 ; listes diverses : 55.

La „semaine sanglante“. — Il est absolument impossible de relater toutes les violences, toutes les agressions, tous les crimes commis par le gouvernement et ses agents durant la dernière semaine des élections, qui fut une „semaine sanglante“.

Les jambes et les bras cassés se comptent par centaines et centaines. Partout, les hommes de l'opposition ont été odieusement brutalisés.

Citons seulement encore deux faits pour la journée du 26.

Ce jour là, dans le quartier Utch-Bunar à Sofia, M. Ganef, président de la Ligue des Droits de l'Homme, qui pourtant bien souvent ménageait le Zgovor, fut attaqué par des „irresponsables“, qui le frappèrent si violemment à coups de gourdin sur la tête qu'il dut être transporté à l'hôpital. Son état est sérieux. Comment la Ligue des Droits de l'Homme pourrait-elle défendre les victimes quand son président, pourtant si prudent, est mis en cet état ?

Voici l'autre fait. Le même jour, à Choumen, la police arrêta le paysan Mintcho Dotcheff, membre de l'opposition. Avant d'arriver au poste, les policiers le tuèrent.

Lettre publique à M. Liaptcheff. — Le Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans a adressé à M. Liaptcheff la lettre suivante en date du 15 juin :

„Monsieur le Président,

„Le Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans s'est, vous le savez, donné à tâche d'intervenir dans les divers Etats de la Péninsule, en fa-

veur de tous les malheureux frappés par les gouvernements d'oppression.

„La Bulgarie, que vous avez déclaré, à plusieurs reprises, vouloir pacifier, a particulièrement attiré et fixé notre attention, l'oppression y ayant dépassé toutes les limites connues.

„D'accord avec l'immense majorité du peuple bulgare, nous avons, avec la certitude de servir les grands intérêts de ce peuple infortuné et si digne d'estime, réclamé maintes fois de votre gouvernement l'amnistie intégrale, ouvrant toutes grandes les portes des prisons aux détenus politiques, et les frontières aux émigrés.

„Nous avons demandé, aussi, l'abrogation de la monstrueuse loi d'exception, dite de Défense de l'Etat, qui, tant quelle subsistera, interdira toute vie normale et équilibrée en Bulgarie.

„C'était bien là, un programme de pacification.

„Vous avez cependant refusé de le faire vôtre. Vous avez répondu à toutes les sollicitations venues du dedans et du dehors de la Bulgarie, à l'appel déchirant des mères, au cri nostalgique des émigrés politiques errant par le monde, „que l'amnistie ne serait réalisée qu'après les élections“.

„Les élections ont eu lieu. Vous ne contesterez pas que, malgré une terreur d'une violence sans exemple dans l'histoire des consultations populaires, elles ont prouvé l'indomptable volonté du peuple bulgare de recouvrer les libertés légales dont le Coup d'Etat du 9 juin 1923 l'a privé.

„Si une loi électorale, invraisemblable d'injustice, n'avait pas faussé les résultats logiques du scrutin, c'est l'opposition, c'est-à-dire la masse des Bulgares partisans de l'amnistie, qui aurait eu la majorité.

„Vous devez donc l'amnistie parce que vous l'avez promise et parce que le peuple bulgare la réclame.

„Une fois de plus, en dehors de toute considération politique, et dans un sincère sentiment d'amitié pour la Bulgarie, nous élevons notre voix, et en appelant à vos promesses, comme à la volonté que viennent d'exprimer, à travers tant d'épreuves, les citoyens bulgares, nous vous disons :

„Donnez l'amnistie pleine et entière !

„Recevez, Monsieur le Président, nos salutations.“

Henri Barbusse, Séverine, Mme de Saint-Prix, Mme Duchêne.

André Morizet, Dherbécourt, Voilin, sénateurs.

Frédéric Brunet, vice-président de la Chambre.

Cazals, Ernest Lafont, Ferdinand Faure, Compère-Morel, Fontanier, Paul Marchandeu, André Berthon, Héliès, Marius Moutet, Vaillant-Couturier, Mistral, Albert Fournier, Chastanet, Jaques Duclos, Jules Uhry, Albert Milhaud, Jean Garchery, Eugène Frot, Raoul Evrard, Charles Baron, Reynaud, députés.

Henri Sellier, conseiller général de la Seine.

Alexandre Luquet, Duteil, Robert Bos, André Gayot,

Louis Sellier, Louis Gélis, conseillers municipaux de Paris.

Jean Longuet, Bracke, anciens députés.

Henri Torrès, Marcel Willard, Antonio Coën, Foissin

Dellevallée, René Blard, avocats.

Léon Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T.

Herclet, secrétaire général de la C. G. T. U. Emile Glay,

secrétaire du Syndicat National des Instituteurs.

Langevin, Prenant, Basch, Kahn, Vernochet, pro-

fesseurs.

Mathias Morhardt, Georges Duhamel, Panait Istrati, Marcel Martinet, Victor Margueritte, Léon Bazalgette, Léon Werth, Georges Chennevières, Jean Richard Bloch, Charles Vildrac, Daniel Renoult, Henry-Marx, Gabriel Péri, Georges Pioch, Rousset, André Gybal, Bernard Leache, Paul Louis, Fernand Meunier, André Salmon, Francis Jourdain, Robert Salomon, Zyromski, Raoul Verfeuil ; écrivains et journalistes.

11 condamnations à mort. Le tribunal de Lovetch a „jugé“, au début de juillet un groupe de „brigands du grand Balkan“.

Vassil St. Popof, Tinko Simof, Mano Petrof, Kaltcho Katzaroff, Iona Kardelska, Gantcho Moëf, Moustapha Sakoff, K. Kaleff, M. Dimitroff, D. Kratski et D. Popski ont été condamnés à mort.

Z. Raieff, I. Koleff, L. Troneff, M. Ilkoff, T. Petroff et V. Karanechki sont punis de la prison perpétuelle.

Rada Vasiteva est condamnée à 15 ans de prison.

C'est la „tragédie de Troïan“ qui continue.

Dans cette région montagneuse de Troïan et Lovetch, les agrariens et communistes étaient nombreux. Les „expéditions punitives“ des fascistes, massacrant les militants, incendiant les maisons, razziant le bétail, ont poussé les plus énergiques vers la montagne, éternel refuge des Bulgares aux heures d'oppression.

Et maintenant on les condamne, les uns comme „bandits“, les autres comme „complices de bandits“.

En réalité, c'est la terreur qui continue, c'est la guerre civile qui se prolonge.

Grèce:

L'agitation pangaliste (par lettre d'Athènes). — Une assez sérieuse agitation a été provoquée dans le monde gouvernemental, lorsque furent connus les préparatifs d'évasion du général Pangalos, interné en Crète.

Un navire de guerre a été envoyé sous les ordres d'un officier „sûr“.

L'évasion avait été décidée dans les milieux pangalistes à la suite de la décision gouvernementale d'exiler l'ex-dictateur.

D'autre part, des mesures ont été prises pour parer à un coup de main, toujours possible, des militaires.

Les tanks ont été désarmés à Athènes. Le commandement de la garnison doit être confié à un officier dévoué à la coalition.

Ce qui aggrave la situation, c'est qu'en face de l'agitation pangaliste, se poursuivent les manoeuvres pour le rétablissement de la monarchie.

On commente beaucoup la réception à Buckingham par les souverains d'Angleterre de „L. M. le Roi et la Reine de Grèce“.

La République dépend plus de la volonté de Londres que de la politique hellénique.

La situation est donc toujours instable et menaçante. (Agence des Balkans.)

Macédoine:

Les élections en zone Serbe (par lettre de Monastir). — Le Gouvernement serbe, dans l'incertitude où il se trouve quant à la réélection de ses membres, a décidé de les présenter non pas en vieille Serbie, en Croatie, Slavonie ou Dalmatie, mais en Macédoine où ils seront „élus“ par la terreur.

C'est ainsi que M. Voukitchevitch est candidat à Uskub, M. Dbradovitch, ministre des cultes, à Tétovo, le général Milosavlevitch, ministre des communications et M. Kotsitch, ministre des postes, à Monastir, M. Markovitch, ministre des finances, à Kavadar.

Plusieurs généraux serbes seront candidats dans diverses villes de Macédoine.

Il est hors de doute que si la population macédonienne pouvait voter vraiment, aucun de ces dirigeants serbes, qui sont ses bourreaux, ne serait élu.

Mais il n'y aura pas d'élections en Macédoine; il y aura nomination, par la force et la fraude, des candidats officiels.

Voici des faits significatifs. Le 18 juin, à Uskub, débarqua M. Auguste Kochoutitch, secrétaire du parti paysan de M. Raditch, dans le but de fonder une union paysanne, analogue à celle de Croatie. M. Kochoutitch fut chassé de la ville par les „catchaks“ et la police.

A Dibra et Prospa, M. Pavlo Raditch, qui tentait la même opération, dut s'enfuir de ces deux villes sous les coups de gourdin et les tomates.

Les Démocrates s'efforcent de leur côté de gagner les paysans macédoniens et les musulmans du Djemiet (restes du parti jeune turc).

La population macédonienne reste complètement étrangère à ces faits. (Agence des Balkans.)

Les condamnations de Vélès. — Le 9 juin ont été condamnés dans le deuxième procès intenté à Vélès les jeunes macédoniens Stefo Orochovski et Ostiche Bocheff, le premier à 5 ans, le second à 6 mois de prison.

Leur crime était d'avoir reçu et distribué „La Fédération Balkanique“ et le „Makedonsko Delo“.

Roumanie:

Vraie guerre civile. — A Oradea-Mare, la terreur électorale fut telle, que les caves des maisons privées furent transformées en prisons pour contenir le nombre si considérable des arrêtés des rangs de l'opposition. (Lupta du 9 juillet). Seulement parmi les candidats, les délégués et les sympathisants du Bloc Ouvrier-Paysan, il y eut 300

arrêtés. (Lupta du 8 juillet.) 40 arrêtés, avec le candidat Dr. Rozvany, ont, depuis le 5 juillet, déclaré la grève de faim.

Le résultat des „élections“.

Libéraux	1,707.528 voix	(62.08%)
Nat.-Tsaranistes	607.916	„ (22.10%)
Bloc hongrois-allemand	182.860	„ (6.65%)
Antisémites (Cuza)	54.400	„ (1.90%)
Averesco	50.752	„ (1.85%)
Social-démocrates	49.752	„ (1.80%)
Bloc Ouvrier-Paysan	31.930	„ (1.17%)
Antisémites (Scipion)	7.538	„ (0.27%)
Yorga	24.671	„ (0.90%)
Négociants	1.407	„ (0.03%)

Grâce à la loi électorale fasciste, les libéraux ont 38 mandats, les national-tsaranistes 57 mandats, les Hongrois et Allemands 15 mandats, les autres partis n'ont aucun représentant à la Chambre.

Quand on dévoile les cochonneries d'un évêque... — On est arrêté. Le capitaine Ghitsa Vasile, ancien sous-préfet, et la nonne Suzanne Vieru, ont été arrêtés pour avoir eu la témérité de prouver par des documents, que l'évêque de Buzaou, Ghenadié, a violé des religieuses et fait des orgies dans les monastères de son évêché. (Adeverul du 8 juillet.)

Aujourd'hui, c'est le „frère“ qui nous opprime. — C'est ce qu'écrit le journal nationaliste roumain de Transylvanie Patria. „Aujourd'hui, cette Transylvanie est jugulée et moralement et matériellement. Le Roumain transylvain est devenu de nouveau esclave dans son propre pays. Il a changé seulement d'opresseur. Budapest a démenagé à Bucarest. Mais pendant que sous les Hongrois nous avions une consolation, en disant que c'est l'étranger usurpateur qui nous juggle, aujourd'hui nous regardons avec horreur et dégoût l'oppression qui nous vient de la part du „frère“. (Lupta du 7 juillet.)

Yougoslavie:

Le procès communiste à Veliki-Betschkarek. — A la veille des élections des Conseils généraux, la police de Veliki-Betschkarek a emprisonné 25 ouvriers et paysans, sous prétexte de propagande communiste. Tous les prisonniers ont été battus et torturés féroceement dans la prison.

Au cours du procès, les accusés ont prouvé que la réunion qu'ils avaient tenue au mois de janvier, avait pour but, non de fonder une organisation communiste ou de faire de la propagande bolchéviste, mais de créer une organisation syndicale composée d'ouvriers agricoles.

Les principaux témoins à charge furent Joseph Meyitch, sergent de gendarmerie, et Petritch, gendarme, qui ont torturé les prisonniers afin de les faire „avouer“.

Malgré la déposition du témoin Stafnitch qui a prouvé qu'il a porté lui-même au sous-préfet une demande écrite demandant l'autorisation de fonder une organisation syndicale d'ouvriers agricoles et qui a souligné que tous les signataires de cette demande ont été emprisonnés, le tribunal a condamné les prisonniers.

Grève de faim. — Il y a trois mois, la police de Belgrade a incarcéré les ouvriers Pierre Stokitch, Tsvetin Michailovitch et Horvay sous prétexte qu'elle avait découvert chez eux une machine à écrire et quelques numéros du journal „Mladi Radnik“ (le jeune Ouvrier).

En signe de protestation et pour qu'on ne les traduise pas devant le tribunal, ces trois ouvriers ont commencé le 16 juin la grève de la faim. Quelques jours après, les deux premiers étant très faibles furent obligés de cesser la grève, le troisième continua. Les dernières nouvelles de Glaygnatscha datent du 20ème jour de la grève.

Contre le parti républicain. — Le 26 juin, M. Ikonitch, secrétaire du vaillant parti républicain yougoslave, se rendit à Sehabatz, chef-lieu d'arrondissement où il était candidat à la députation, afin d'y faire une conférence.

Plusieurs mouchards envoyés par la police empêchèrent la réunion et attaquèrent Ikonitch, puis la police le condamna à 3 jours de prisons pour „avoir troublé l'ordre public“.

Une suppression stupide du „Nouveau Mouvement“. — La police de Belgrade poursuit sans cesse et harcèle la presse ouvrière, et elle a supprimé plusieurs numéros de la revue économique et politique „Le Nouveau Mouvement“. La suppression du quatrième numéro est particulièrement stupide. Ne pouvant trouver aucun prétexte, la police et le tribunal ont découvert une infraction à la loi sur la presse dans la publication d'un résumé du discours du ministre Sarraut concernant la propagande communiste, discours publié dans le „Temps“ du 29 mai!

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

UNSERE ENQUETE

BEI DEN POLITISCHEN UND LITERARISCHEN PERSÖNLICHKEITEN EUROPAS
ÜBER
DIE BALKAN-FÖDERATION

Albert Einstein

Albert Einstein, Physiker und Mathematiker, geboren am 14. März 1879 in Ulm, 1902 bis 1909 am Patentamt in Bern tätig, 1909 bis 1911 außerordentlicher Professor in Zürich, 1911 bis 1912 ordentlicher Professor in Prag, 1912 bis 1914 in Zürich, 1914 Mitglied der preussischen Akademie in Berlin und Direktor des Kaiser-Wilhelm-Instituts für Physik. Veröffentlichte 1905 im „Jahrbuch für Radioaktivität“: „Über das Relativitätsprinzip und die aus demselben gezogenen Folgerungen“; 1913 mit Dr. Grossmann „Entwurf einer verallgemeinerten Relativitätstheorie und einer Theorie der Gravitation“; ferner die „Grundlagen der allgemeinen Relativitätstheorie“ (1916 bis 1920); „Über die spezielle und die allgemeine Relativitätstheorie“ (gemeinverständlich, 13. Auflage); „Aether und Relativitätstheorie“ (1920); siehe auch „Relativitätstheorie“. 1922 erhielt er den physikalischen Nobelpreis (von 1921) für die Entdeckung des Quantengesetzes, des lichtelektrischen Effekts.

Seit dem Jahre 1923 Mitglied der „Kommission für intellektuelle Zusammenarbeit“ beim Völkerbund.

Auf Ihre erste Frage antworte ich mit einem kategorischen Nein! Die jetzige „Lösung“ der Fragen der Balkanvölker entspricht gar nicht den Interessen des Friedens. Die Völker sind durch die Militäreliten furchtbar unterdrückt. Ein imperialistischer und militaristischer Geist erfüllt die herrschenden Dynastien und Oligarchien. Daher sind jetzt die Verhältnisse auf dem Balkan furchtbar. Der Terror herrscht dort ohne Schranken. Die Greuelthaten, die man dort verübt, empören jeden Menschen.

Die Rechte der Minderheiten? Die sind nur auf dem Papier geschützt. Der Völkerbund hat den Minderheiten in gar keiner Beziehung eine Protektion gewähren können. Von der anderen Seite werden die Völker gegeneinander gehetzt, und dort, wo ja so logisch zwischen so verwandten Nationen hätte Frieden herrschen müssen, herrscht offener oder latenter Feindseligkeitszustand. Und dies wird nicht aufhören, solange die militaristischen Kräfte nicht aufgelöst werden, nicht verschwinden.

Es ist selbverständlich, daß das Ideal eine Verständigung wäre, eine Vereinigung, eine Föderation der Balkanvölker. Diese wirkliche Föderation der Völker setzt aber die vollständige Autonomie der Völker voraus, die sich dann frei vereinigen würden zu einer Föderation. Unter den jetzigen reaktionären Regierungen aber ist dies ein Ding der Unmöglichkeit. Ihr militaristisches und imperialistisches Wesen ist dagegen. In absehbarer Zeit würde es vielleicht nicht möglich sein, in allen Balkanländern wirklich demokratisch und freiheitlich gesinnte Regierungen zu haben, die allen Balkanvölkern Autonomie gewähren und ihnen zu ihrer freien Föderation verhelfen.

Deswegen muß zu diesem Ideal der Autonomie der Balkanvölker und ihrer Vereinigung in einer wirklich freien, demokratischen Föderation etappenweise geschritten werden.

Die erste Etappe muß sein: Alles tun, damit sich wenigstens die Balkanregierungen zu einer Konföderation der jetzigen Staaten entschließen. Falls dies erreicht werden könnte, so wäre dadurch ein provisorischer Friedenszustand auf dem Balkan geschaffen, und die Konföderation selbst würde sozusagen als höchste Instanz wirken, um Feindseligkeit, Greuelthat, Gemetzel zu verhindern. Zur gleichen Zeit würde, im Rahmen dieser Konföderation, die so akute Frage der Autonomie der einzelnen unterdrückten Völker in den Vordergrund rücken, und diese Autonomie würde sich allmählich verwirklichen. Dies würde dadurch gefördert, daß in dieser Konföderation die gegenseitigen Feinden der Staaten aufhören würden und so die jetzt künstlich gezüchteten Zwistigkeiten

und der Haß der Völker allmählich einer Versöhnung und gegenseitigen Verständigung Platz machen würden. Es würde auch in dieser Konföderation allmählich ein demokratischer Geist aufkommen.

Nachdem durch diese Etappe die einzelnen Völker friedlich nebeneinander arbeiten können, die Minderheiten ihre Rechte wieder genießen, die eroberten Länder ihre Autonomien wieder erlangen würden, wird es ganz natürlich zu einer engeren Vereinigung zwischen den Balkanvölkern kommen, zu der wirklichen Föderation der Balkanvölker, die dann den von uns allen so heiß ersehnten Frieden auf dem Balkan endlich konsolidieren würde, zum größten Wohle der Balkanvölker, zum größten Wohle des Weltfriedens.

Albert Einstein

Alfred Döblin

Geboren im Jahre 1878 in Stettin, Pommern. Arzt und Schriftsteller. Verfasser einer Reihe großer Romane, mehrerer Theaterstücke, Novellen und Essaybände. Hauptwerke: „Die drei Sprünge des Wang-lu“, ein chinesischer Revolutionsroman; ein Wallenstein-Roman; „Manas“, eine epische Dichtung mit einem indischen Sujet; dann „Wadzeks Kampf mit der Dampfturbine“, „Staat und Schriftsteller“, „Berge, Meere und Giganten“ usw. Er gehört der jüngeren deutschen Schriftstellergeneration an, die sich ziemlich scharf von der noch lebenden älteren Generation (Hauptmann, Thomas Mann) abhebt.

Ich halte den gegenwärtigen Zustand auf dem Balkan nicht für entsprechend sowohl den Erfordernissen der Balkanvölker als auch denen des europäischen Friedens.

Mazedonien, dieser Hauptkern der Balkanfrage, wird von einer gemischten Bevölkerung bewohnt, deren Zusammensetzung ein Auseinanderreißen nach der Seite Griechenlands, Bulgariens oder Jugoslawiens nicht gestattet. Der Zustand ist hier noch komplizierter als etwa in Polen, wo die Minoritäten, bis auf die jüdische, wenigstens in der Hauptmasse irgendwo konzentriert angesiedelt sind. In Mazedonien aber besteht eine vollkommen nicht entwirrbare Durchmischung der Nationalitäten, eine Folge seiner historischen Entwicklung. Nun war der Effekt der Balkankriege und des Weltkrieges, daß dieses Mazedonien aufgeteilt wurde und diese unlöslich miteinander vermischten Völker an eindeutige Nationalitäten vergeben wurden, die in der bekannten Weise Assimilationsversuche unternehmen.

Der Wahnsinn, fremde Nationen zu assimilieren, statt sie aufzurichten in ihrer spezifischen Eigenart, ist auch in Europa noch immer verbreitet. Selbst England, das die bekannten Methoden übt, um die von ihm unterjochten Völker zu seinen Kolonialvölkern zu machen, ihnen Autonomie zu verweigern, und sie merkantilistisch auszubeuten, hat eigentlich niemals versucht, sich ein Volk zu assimilieren. Frankreich hat jetzt Elsaß-Lothringen wieder gewonnen, es unternimmt jedoch keineswegs etwa die Unterdrückung der deutschen Sprache, der kulturellen Eigentümlichkeiten dieses Gebietes, und der Effekt ist ein ganz anderer als seinerzeit die Herrschaft eines kriegerischen Militärs, welches die Elsaß-Lothringer immer als Fremdes empfand.

So dürfte wohl für Mazedonien die beste Lösung ein Herausschälen aus den Staaten sein, die sich jetzt in dieses Land verbissen haben. Aus zwei Gründen ist diese Lösung erforderlich: erstens im Interesse der Mazedonier selbst, d. h. im Interesse ihrer menschlichen Befreiung vom Bedrängen nationaler Art, und zweitens, um den Balkan zu befreien von einem gefährlichen und ständig kriegsdrohenden Gebiet. Denn was das Letzte anbelangt, ist bekannt: Wie schon allgemein Völker oder Massen sich schwer national unterdrücken lassen,

so ist dies ganz besonders der Fall in diesem sehr gemischten Mazedonien, dessen Bandenkrieg in ganz Europa bekannt ist.

Ich spreche mich daher aus diesen beiden, sehr schwerwiegenden Gründen für ein autonomes Mazedonien aus. Es bleibt den Politikern überlassen, solche Gebilde staatsrechtlich aufzurichten und möglich zu machen. Wahrscheinlich ist da die Lösung eines autonomen Mazedoniens im Rahmen einer Balkanföderation eine praktische und glückliche. Unbedingt aber sollen sich die jetzt okkupierenden Staaten sagen, daß eine Assimilation noch niemals von halbentwickelten anderen Nationen geglückt ist; die Kulturstufe dieser umgebenden Staaten ist nicht hoch genug, um werbend und überzeugend auf Mazedonien etwa einwirken zu können, und Gewalt ist eine zerbrechliche Waffe.

Ich kenne nicht genau, und wahrscheinlich recht ungenau, das Vorgehen der jetzigen Balkanregierungen gegen ihre Minoritäten. Ich kann nur einiges a priori sagen und als sehr wahrscheinlich voranstellen. Junge und in der Entwicklung begriffene Staaten, die sich selbst erst festigen müssen, die im Inneren nicht konsolidiert sind, wo ein Schwanken zwischen Revolution und Reaktion vor sich geht, haben im allgemeinen keine Tendenz, ihre Minoritäten zu achten. Vor allem besteht die Neigung, statt den natürlichen Nationalitätenstaat erst einmal die Staatsnation zu festigen und stark herauszuarbeiten, was durchwegs geschieht im Kampfe oder mindestens unter Nichtachtung und Vernachlässigung der Minoritäten. Bei den heutigen Balkanstaaten wird zwangsläufig dieser Weg vorherrschend sein, und wie anderen Staaten wird auch ihnen der Schutz der Minoritäten erst abzurufen sein. Ich darf hinzufügen, daß ich ganz allgemein in Osteuropa die Minoritätenfrage für die politisch wichtigste und gefährlichste halte, nicht nur für den Balkan.

Was würde dem jetzigen Zustand am Balkan ein Ende bereiten?

Dies beantworte ich im Sinne der Balkan-Förderung. Die Fehden werden im Augenblick einer wirklichen Balkan-Förderung ohne weiters ebenso behoben sein, wie in Westeuropa die Schwierigkeiten behoben sein werden, wenn man zu Paneuropa gekommen ist. Wo die Schärfe der Grenzen aufhört, erlischt auch von selbst der ja nur imperialistisch gezeichnete Haß der Nationen — ich glaube an keinen natürlichen Haß von Nationen, auch nicht von Nachbarnationen, und mehr oder weniger ist der Haß zwischen Nationen ein Produkt der Arbeit und der Interessen expansiver und gewalttätiger Regierungen und wird von ihnen für ihre Zwecke geschürt.

So weit ich informiert bin, sind die jetzigen Regierungen der Balkanstaaten stark militaristisch. Daß eine militaristische Regierung nur eine Handbreite Boden abtritt, ist unmöglich. Sie hat von Haus aus die Monomanie des Besitzes. Sie kennt den Begriff der Selbstbestimmung eines Volkes nicht. Anders sieht es bei den demokratischen Regierungen aus, die aber wirklich demokratisch und nicht etwa plutokratisch sind. Eine wirklich demokratische Regierung wird sich bereit finden zu Besprechungen, die einen gesicherten Zustand auch ihres eigenen Staates zur Folge haben können. Die Abgabe eines rebellierenden Landteiles wird einer demokratischen Regierung ebenso selbstverständlich sein, wie die Entfernung eines ungesunden Stück Fleisches. Die demokratische Regierung wird eben dieselben Grundsätze, die sie für ihren eigenen Staat aufrichtet, auch für andere anerkennen und zu ihrer Durchführung bereit sein.

Nur unter wirklich demokratischen Regierungen kann daher die Autonomie der Balkanvölker und die Balkan-Föderation verwirklicht werden.

Alfred Döblin

Kurt Rosenfeld

Dr. Kurt Rosenfeld wurde am 1. Februar 1877 in Marienwerder in Westpreußen geboren. Nachdem er seine Rechtsstudien in Berlin und Freiburg beendet hatte, ließ er sich in Berlin als Advokat nieder und gewann hier einen stets

wachsenden Ruf. Er ist seit 1895 Mitglied der deutschen sozialdemokratischen Partei, Reichstagsabgeordneter. Preussischer Justizminister von 1918—1919. Von 1920—1921 Präsident der Unabhängigen Sozialdemokratischen Partei bis zu ihrer Fusionierung. Mitarbeiter mehrerer linksstehenden Zeitungen. Vergangenen Mai begab sich Dr. Kurt Rosenfeld nach Sofia, um mit dem Wiener Rechtsanwalt Dr. Oswald Richter dem Prozeß gegen Todor Pavloff, Petko Napetoff und Assen Boyadjieff beizuwohnen. Die bulgarische Regierung hinderte sie aber daran und zwang sie, Bulgarien zu verlassen.

Die Lage am Balkan ist trostlos. Der Terror herrscht dort. Ich bin dort ganz kurze Zeit geblieben und habe es doch gefühlt. Die Opposition ist sehr groß, doch man hatte Angst, mit mir zu sprechen, um mir ihre Unzufriedenheit auszudrücken. Selbst Advokaten hatten Furcht, mit uns zu plaudern. Eine Schreckensherrschaft, gegen welche sich eine so große öffentliche Meinung stellt, wird sich auf die Dauer nicht an der Macht halten können.

Haß und Zwietracht sind für die imperialistischen Ziele zwischen die Völker des Balkans gesät. Daher verschwinden die Kriegsgefahren nie.

Nur eine Föderation der Balkanvölker wird imstande sein, diesem Zustand ein Ende zu bereiten. Aber unter den jetzigen Regierungen ist die Errichtung einer solchen Föderation nicht möglich. Diese Schreckens- und Gewaltregierungen sind durch ihr Wesen selbst gegen solche Bestrebungen. Die Föderation der Balkanstaaten, von der man manchmal spricht, wird dem Frieden keinesfalls dienen. Es muß eine Föderation der Balkanvölker mit demokratischen Regierungen im weitesten Sinne des Wortes sein. Das ist übrigens auch eine der Forderungen der sozialdemokratischen Partei.

Kurt Rosenfeld

Paul Oestreich

Professor Paul Oestreich ist am 30. März 1878 geboren. Er entfaltet seit 30 Jahren eine intensive politische und kulturpolitische Tätigkeit. Nationalsozialer bis 1903, war er dann Sozialliberal, Demokrat, im Kriege Pazifist, seitdem radikaler Sozialist und Gründer und Erster Vorsitzender des „Bundes unterschiedener Schullehrer“. Verfasser zahlreicher Kampfschriften, Herausgeber der Monatschrift „Die Neue Erziehung“ usw. Paul Oestreich ist einer der hervorragendsten und energischsten Vorkämpfer und Verfechter der radikalen Schulreform in Deutschland.

Die derzeitige „Lösung“ der mazedonischen, bessarabischen und anderen Fragen auf dem Balkan ist keineswegs gerecht, noch entspricht sie den Interessen des Friedens. Der jetzige Zustand auf dem Balkan ist unhaltbar.

Von einem Schutz der Rechte der Minderheiten unter den jetzigen reaktionären Regierungen der Halbinsel zu sprechen, ist absurd. Diese primitiven Absolutismen müssen brutal „nationalisieren“. Das Mittel, um den Unterdrückungen der Minoritäten und den Rivalitäten der Balkanstaaten untereinander ein Ende zu bereiten? — Es ist die überstaatliche Verschmelzung der Balkanstaaten zu einem republikanischen Gesamtstaat mit rückhaltloser kulturpolitischer Autonomie aller Stämme und Sprachen.

Unter den jetzigen Regierungen ist die Verwirklichung einer Balkanföderation unmöglich. Die Dynastien müssen chauvinistisch sein: Sie müssen ihre Existenzberechtigung beweisen!

Die Balkanföderation ist eine geographische, wirtschaftliche und kulturelle Notwendigkeit.

Die Beseitigung oder Pensionierung der noch vorhandenen Dynastien, die Abrüstung der zu Uebergriffen verlockenden Heere, die Durchführung eines kulturpolitischen Bevölkerungs-Katasters und eine demgemäß erfolgende Schul-Erziehung des gesamten Bevölkerungsnachwuchses — das sind die Bedingungen, unter denen sie verwirklicht werden kann.

Paul Oestreich

Balkanische Episoden

In den Donau- und Balkanländern spielen sich eben eine ganze Anzahl von Ereignissen ab. Man muß sie festhalten, deren Tragweite herausarbeiten und präzisieren. Kann man wohl sagen, daß sie die Aussichten der Lage geändert hätten? Das wäre sicherlich zu weit gegangen. Diese Lösung wird durch die kapitalistischen und dynastischen Interessen, welche sich in jedem der südosteuropäischen Staaten auswirken, sowie durch den immer aktiven Wettbewerb der Großmächte bestimmt.

1. Der albanisch-jugoslavische Zwischenfall würde beigelegt, das heißt, daß der Dolmetsch Gjuraskovic in Tirana freigelassen wurde und daß Jugoslawien die Antwort, welche man Ahmed Zogu überreichen ließ, zurückzog. Man brauchte mehr als einen Monat um diesen Zwischenfall zu liquidieren; es war auch notwendig, daß Italien von den anderen Außenämtern die Befugnis erhielt, sich ihnen anzuschließen, um in Tirana und Belgrad Versöhnung zu predigen. Übrigens könnte die Intervention Mussolinis einigermaßen bizarr erscheinen, da man wußte, daß Ahmed Zogu nichts ohne sein Einverständnis, wenn nicht ohne seinen Rat, unternommen hätte. Wie dem auch sei, diese albanisch-serbische Affaire ist

nur die Äußerung eines bestehenden Zustandes; der Spannung zwischen Italien und Jugoslawien. Albanien ist durch den Willen Ahmed Zogus, der hierin seinen Vorteil sieht, ein Vasall der Regierung von Rom geworden; Mussolini kann jeden Augenblick einen analogen Streitfall provozieren. Er hat Ende Juni den jugoslawischen Minister empfangen und man sprach damals — wieder einmal — von direkten Verhandlungen. Es wäre jedoch eine Selbsttäuschung, zu glauben, daß ein reelles, fruchtbares Kompromiß zwischen den beiden Küstenstaaten der Adria zustande kommen könnte. Es besteht zwischen ihnen ein permanenter Gegensatz, welcher auf ihren beiderseitigen Ambitionen beruht und in Europa die furchtbarsten Änderungen vorbereitet.

2. In der ersten Hälfte Juli haben die rumänischen Wahlen stattgefunden.

Das Resultat war sichergestellt und sozusagen im Voraus bekannt. Die Regierung, welche in Bukarest die Geschäfte führt, leitet stets die Wahl nach ihrer Weise. Sie hat hiezu alle Mittel, sei es daß sie Korruption, sei es daß sie Einschüchterung gebraucht, indem sie ihre Gegner der elementarsten und theoretisch durch die Konstitution am besten garantierten Freiheiten beraubt.

Johann Bratianu, welcher seinerzeit die Regierung Stirbey gestürzt hatte, ist übrigens ein alter Routinier in der Politik, den Gewissenszweifel niemals gedrückt haben. Bei den Wahlen von 1926 hat General Averescu die Namen von 260 seiner Anhänger aus den Urnen heben können. Bratianu ist weiter gegangen, da 328 Liberale oder als solche bezeichnete Abgeordnete ernannt wurden. Wenn man das Resultat dieser Befragung vom auswärtigen Standpunkte betrachtet, so kann man sagen, daß es für die französische Vormundschaft ein Erfolg, für die italienische Vormundschaft eine Schlappe ist. Denn wie vor 1914 gibt es hinter jeder Balkanmacht eine europäische Großmacht. Der Quai d'Orsay und die Consulta schmeicheln sich, einer wie der andere, in Bukarest vorzuherrschen. Der General Averescu, welcher bei jeder Gelegenheit seine Bewunderung für Mussolini kundtat und eine Art Faschismus aufrichtete, hatte sich mit gebundenen Händen und Füßen Italien übergeben. Bratianu und Tibulescu vertreten mehr den französischen Einfluß. Aber die Konkurrenz der beiden, durch die Alpen getrennten Staaten, welche übrigens beide die Einverleibung Besarabiens an Rumänien anerkannt haben, um Sowjetrußland Steine in den Weg zu legen, wird sich auch

weiter auswirken. Hier wie dort erscheint sie als einer der gefährlichen Faktoren einer chronischen Krise.

3. Man hat den Abschluß eines Vertrages zwischen Jugoslawien und Griechenland angekündigt. Diese Nachricht ist mit der Londoner Reise des griechischen Außenministers Herrn Michalacopoulos in Zusammenhang. Nach aus guter Quelle geschöpften Informationen, hatte die Regierung von Athen in England eine Anleihe erbeten. Dieses hätte an seine Zustimmung Bedingungen politischen Charakters geknüpft: es verlangte von der Regierung Zaimis den Bruch mit den Sowjets und eine Verschärfung des Kampfes gegen die kommunistischen Elemente. Man wird sich darüber nicht wundern.

Wenn dem so ist, so ließe das griechische und serbische Übereinkommen nur eine logische Erklärung zu: daß Herr Austen Chamberlain dahin strebe, Jugoslawien von jeder Annäherung an Moskau abzubringen, Annäherung von der zu wiederholten Malen die Rede war.

4. Die Unterhandlung über ein mehr oder weniger verhülltes militärisches Abkommen zwischen der Türkei und dem Königreiche der Serben, Kroaten und Slovenen wurde gemeldet, dann dementiert. Aber man weiß, daß auf solchem Gebiet die Dementis gewöhnlich nichts bedeuten, da das Wesen solcher Bündnisse das Geheimbleiben ist.

Dies würde sich erklären durch die doppelte Drohung, welche Italien auf Jugoslawien im adriatischen Meere und in Albanien, und auf die Türkei in Anatolien ausübte. Seit der Veröffentlichung des Vertrages von Tirana laufen Gerüchte, daß zwischen Belgrad und Angora Besprechungen gepflogen werden.

5. Der Nachricht von dem Übereinkommen fügt sich die Reise Mustapha Kemals nach Konstantinopel ein. Es ist keine unbedeutende Sache, daß der Chef des türkischen Staates, welcher seit fünf Jahren die alte Hauptstadt nicht besucht hatte, heute den Bosphorus überschreitet. Er hat ohne Zweifel zeigen wollen, daß wenn auch heute die Türkei in der Hauptsache asiatisch ist, sie in Balkanangelegenheiten nicht desinteressiert ist.

Wenn wir aus all dem Folgen ziehen, so läßt die Prüfung dieser verschiedenen Begebenheiten in Südosteuropa keinen Zweifel über die Vielgestaltigkeit und die Schwere der Balkankrise zu.

Paul Louis

FEDERACIONI BALKANIK

DI-MUJER

ORGAN I MINORITETEVEVET NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHYTPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

ENQUËT-A E JONË

TE PERSONALITETET POLITIKE E LITERARE EUROPIANE

PERMBI

FEDERACIONIN BALKANIK

Fan S. Noli

Imzot Fan S. Noli ka lindur më 1882 n' Ibrik-Tépé dhe ka bërë mësimet në Harvard University t' Amerikës.

U-dorëzua prift orthodoks më 1908 dhe peshkóp mitropolit i Dáresit më 1923. Themelój Kishën Shqipe Autokejaie dhe kthen shqip librat liturgjike të Kishës Orthodokse. Ka qënë kryetár i lëvizjes kombëtare t' Amerikës që më 1906, deputét që më 1920 gjer më 1924, kryedelegát i Shqipërisë pravë Lidhjes së Kómbeve më 1920 e 1921, ministër i pánëve të jashíme më 1922, dhe kryeministër më 1924. Eshtë një nga shkrintarët më të njohur të Shqipërisë. Ka shkruar „Historin' e Skënderbeut“ dhe ka përkthyer katër tragjedira të Shakespearë-it — „Hamlet“, „Julius Caesar“, „Macbeth“, „Othello“ — dhe dy drama të Ibsen-it.

Mussolini ka deklaruar në një diskúrs të tij që s' ka vënt për shtetet e vegjël, të cilët duhen të çduken. Nisi nga Shqipëria, të cilën e ka vënë nënë protektorát të tij dhe të cilën po e transformón në një kolloní italiane. Eshtë e tepër të shtojmë që s' ka për të qëndruar në Tiranë. Shqipëria nuk është vëc stacioni i parë i penetratës italiane. Jugosllavia do të jetë stacioni i dytë. Mussolini po e ka izolluar Jugosllavinë dhe s' pret vëc rasjen që t' i hidhet për gryke. I fortë nga përkrahja e Inglisë imperialiste, do t' a vazhdonjë programin e tij preer të stabilitur hegemoninë italiane në Ballkán dhe për të futur pópujtë ballkanikë nënë zgjedhën e një perondorie romane të aë.

Përgjigjia e pópujve ballkanikë të kërcënuar duhej t' ishte logjikërisht një ballë i njëshme, një Federatë pópujsh të lirë dhe egalë. Vetëm kjo Federatë munt t' i bënte ballë invazjes së huaj. kjo, duke patur një popullatë prej airó dyzét milionësh munt

t' impononte respektin jashtë dhe të shiguronte një paqë të qëndrueshme brënda. Po një zgjidhje e tillë, ndonëse është e vëtëmja që munt të na udhëheqë në një të pritme shigurie dhe lumërie, nukë munt të realizohet as pak prej guvernave ballkanike të tanishme, të cilat s' janë veç oligarkira plaçkitëse nën urredhërin e imperializmave të perëndimit. Përkundër, politika e tyre do të na shpjerë, në katastrofa të ra, më të këqia se atë të kohës së kaluar. Klikat zotëronjëse ballkanike shëmbëllojnë njëra me tjetrën. Sistemet dhe metodat e tyre janë gjithatë. E rrëmbejnë fuqinë me kryengritje ushtëriake, e mbajnë me tërëzimin më barbare, çdukin çdo opozitë, shúajnë pakicat ethnike, plaçkitin pasurin' e shtetit për hesáp të vetë, sfrutojnë popujt' e tyre për hesáp të kapitalizmës së huaj dhe i shtynë të theren me njëjtatrin për hesáp të ustallárëve të tyre imperialistë. Historia s' ka njohur kurrë tiranë dhe sfrutatore më të poshtër se atë që po martirizojnë sot popujt' e ndryshëm ballkanikë. Gjendja e krijuar dhe e vazhduar prej tyre është aq' e dëshpëruar sa popujtë që vúajnë nënë tá janë në një mëndje mi këtë pikë: Që regjimi absolutist i Sulltán Hamidit ishten jë parajsë në barabijtje me skëtërrën e sotme.

Për të ndrequr këtë shituatë, duhet vënë në vënt të klikave ballkanike zotëronjëse qeverira që përfaqesojnë me të vertetë katundarët dhe punëtorët e Ballkanit. Kjo punë nuk është aq' e zorshime sa duket në krye. Tiranët ballkanikë dhe ustallarët e tyre imperialistë po janë diskredituar në syt' e popujve ballkanikë nga shkaku i mjerimeve që kanë provokuar. Do të diskreditohen edhe ca më tepër nga invazia imperialiste italiane, udhën e së cilës e kanë përgatitur vetë me intrigat e tyre kriminale. Arrin vetëm të ndriçojmë dhe t' organizojmë katundarët dhe punëtorët ballkanikë, interesat e të cilëve kundrejt sfrutónjësve të tyre të jashtëmë e të brëndshëm janë të njëshme. Do t'a arrijmë qëllimin tonë dykë koordinuar fushatat liberatore t' organizátave të ndryshme ballkanike dhe dykë u-pshtetun mi organizatat nërkombëtare të punëtórëve, mi popujt' e çliruar prej imperielizmës dhe mi partizanët e ideve të përparuara të botës së qytetëruar. Federata Ballkanike nuk është një utopi. Është një zgjidhje praktike që do të realizohet për s' áfermi.

Genëve, 1 maj 1927.

F. S. Noli

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Никола Харлаков



На 23 юни, след дълга и мъчителна болест, почина в Москва, на 53 годишна възраст, Никола Харлаков.

Никола Харлаков бе една от най-симпатичните фигури в балканското освободително движение. Неуморим и без-

страшен борец, светъл ум, той се борил в продължение на 30 години за социализма и за освобождението на потиснатите народи. Възприел социализма още от своето детинство, като ученик в гимназията, той разшири своите познания по социалните науки, както и тия по естествените науки в Киевския университет. С изучаването на естествените науки и специално на дарвинизма, той допринесе впоследствие големи услуги на българското социалистическо движение, с своите конференции, статии, брошури, освободявайки умовете на трудящите се народни маси от мракобесническите догми. С тази своя работа той улесни възприемането на социалистическите идеи.

След като завършил естествените науки в Киевския университет, Никола Харлаков се върна в България, където той отдаде своите сили всецело на зараждането се социалистическо движение. Само за няколко години, той е в първите редове на левията в това движение. В 1902 год. той бе избран за член — секретар на Централния комитет на Българската социал-демократическа партия. Той взе активно участие в борбата против българските реформисти. При разцепението на партията, той е с Благоев, Кирков, Гаврил Георгиев, Коларов, Кабакчиев, Димитров, в редовете на истинската марксистическа партия. В българското социалистическо движение, той всекога защитаваше най-енергично интересите на работническата класа; той всекога беше за революционната класова борба.

Никола Харлаков бе оратор с голем замах, който, с своето силно красноречие, с своята здрава логика, с своята силна марксистическа диалектика, възпламеняваше и привличаше в редовете на освободителното движение работници, занаятчии и интелегенти.

Като публицист и журналист, той притежаваше един редък ум и обширни познания в областта на политиката, социологията и естествените науки. Той участвуваше ред години в редактирането на органа на Българската социал-демократическа партия »Работнически вестник» и в списанието »Ново време». Той редактираше социалистическия вестник »Пролетарий» и списанията »Начало» и »Социалистически преглед».

Никола Харлаков беше един смел борец. Той притежаваше един безпорен кураж. В 1903 год., на две публични събрания, организирани от Социал-демократичес-

ката партия против кланетата в Македония и погромите над евреите в Кишинев, когато македонски върховистки шайки — които винаги са били в услуга на българския дворец и буржуазия — явно поддржани от полицията, поискаха да разтурят с сила тия събрания, Никола Харлаков, един от ораторите на тия събрания, с неподобна смелост се нахвърли срещу наемниците и парализира техните престъпни действия. В 1906 год. на конгреса на социалистическата група «Пролетарий» (Харлаков бе напуснал в 1915 г. Социал-демократическата партия и беше образувал отделна социалистическа група) в Варна — това беше през време на анти-гръцките движения в България — се яви една вжоржана група от македонци наемни убийци на служба на правителството; тая група искаше да влезе насила в залата, да разтури конгреса и да убие неговите ръководители, един от които беше и Никола Харлаков. Застанал здраво на трибуната, той отпочна една контра-атака, при която прояви редък личен кураж. Той си послужи даже с револвера си, за да защити нападнатото събрание. В 1913 г., след балканската война, Харлаков беше избран за депутат от Видинския окръг; в парламента, при откриването му от Фердинанд Кобургски, който се готвеше да чете своето тронно слово, Харлаков отправи следните думи: «Вашите ръце са оцапани с кръвта на 150.000 български граждани, които паднаха през време на войната; вие сте главния виновник за катастрофата на българския народ и за опроставянето на България. Вие немате правото да говорите от името на българския народ», и след което той извика с един силен и мощен глас: «Да живее Балканската Федеративна Република!» той напушта залата.

Макар и роден в България, Никола Харлаков работи не само в българското социалистическо движение, но също тъй, и то много активно и в македонското освободително движение. Левицата на това движение го сметаше, и основателно, за един от нейните най-добри идеолози.

В 1901 год. ръководството на организацията на македонската емиграция в България се състоеше от хора, които искрено милееха за свободата на Македония и се бореха за нейната политическа автономия, а също тъй и за освобождаването на македонското движение от влиянието на българската държава, това именно ръководство избра Н. Харлаков за главен редактор на в «Дело», орган на гореспоменатата организация. Харлаков редактира с една небивала сръчност и вещина цела година тоя вестник и изгради основите на идеологията на левицата в македонското революционно движение. От тази идеология се въздъшевяваха Сандански и неговите другари, Хр. Чернопеев, Добри Даткалов и много още други македонски революционери, които впоследствие обявиха най-безпощадна борба на агентите на българския дворец и правителства в македонското движение. В 1905 год., Харлаков изработи новия проект-устав на ВМРО, в който беха легнали принципите прокламирани от левицата на тази организация. В 1908 година, след обявяването на младо-турската революция, Сандански и неговите другари го извикаха в Солун за да им бъде полезен с своите съвети; те го натовариха с изработването на проекта на програмата на групата на Сандански продиктувана от новите условия, които беха създадени в Македония. И той отлично изпълни възложената му задача.

В 1924 год., Харлаков взе твърде живо участие в преговорите, които се водеха между Централния комитет на ВМРО и другите македонски национални и балкански групировки, които се приключиха с изработването на Манифеста от 6 Май 1924 година. Тоя манифест бе изработен при най-големото участие на Никола Харлаков. И когато, вследствие на тия преговори, се реши издаването на вестник «Балканска Федерация», всички единодушно избраха Н. Х. за главен редактор на нашия вестник. Под негова редакция излезоха първите пет броя на нашия вестник. За съжаление, той не можеше да остане по-дълго време в Виена. И той бе принуден да напусне ръководството на вестника. Но от публикуваните от него статии в тия броеве на «Балканска Федерация» се вижда с какъв ентузиазъм той работеше за каузата на потиснатите народи и класи на Балканите, каква здрава преценка той даваше на положението в балканските страни и в Европа и как ясно той осветляваше всичко това за да бъдат лесно разбрани ръководните идеи на балканското революционно движение.

В своите усилия за освободителното движение на балканските народи, Никола Харлаков успя да влезе в контакт с представители на потиснатите балкански народи и с своята логика и основно познаване положението на Балканите и в Европа, той успяваше да ги убеди за да възприемат принципите, от които се инспирираше движението за Балканска Федерация.

С своята дейност за освобождението на потиснатите балкански народи и класи, Никола Харлаков си навлеche умразата на българската буржуазия и македонските върховисти. Те го преследваха с злоба и бес, те се стремеа на всека цена да опетнят неговата политическа дейност и да го унищожат физически: те беа изпратили убийци чак в Виена, за да го убият.

Смъртта на Никола Харлаков е една голема загуба за социалистическото дело и за движението на потиснатите балкански народи. Той умре тъкмо тогава, когато неговия живот беше тъй необходим и полезен за каузата на трудящите се маси на Балканите.

Ние сме най-дълбоко и най-силно засегнати от смъртта на нашия учител, приятел и другар. Загубата е велика, и ние намираме утеха само като продължаваме делото на което той тури основния камък. Продължавайки да работим в духа на Харлакова, ние ще отдадем почитта, която той заслужава.

С възмнение ние се покланяме пред смъртните останки на нашия скъп другар, тъй много оплакван от работническите маси и от потиснатите народи в България и в другите страни на Балканите и изказваме нашите най-горещи съболезнования на другарката Койка Тинева, негова достойна съпътница в целия му живот.

Ред. «Балканска Федерация»

Долу маските!

Некога Рошфуко беше казал, че лицемерието е по-чест, която порока прави на добродетелта.

Има такива безсрамни политически позиции, които, както грубите пороци, е трудно да се защитават публично. Същото е и с тези на най-мръсната бандитска организация, ръководена от Ив. Михайловци и Протогеровци, която причини на Македония много по-големо зло, отколкото даже самия червен султан.

Ние казахме истината за тая организация. С слово и перо ние изнесохме на показ нейните пороци и престъпления. Ние посочихме, че тая организация, която е субсидирана от кървавото софийско правителство, поддържа като сатрапите наемни орждия — убийци в всичките европейски столици, когато македонските бежанци мрат от глад и избиват най-добрите измежду тех, най-доблестните македонски революционери.

Сега «автономистите» са известни, както в Париж, тъй и в Лондон. Там ги познават за такива, каквито са в действителност и то не само в неосведомените кръгове, но даже и в широките народни маси. Светата кауза на македонския народ мъченик сияе в блясъка на своя ореол, защото ние я извихме от калта и кръвта, в които тия нещастници беа я оцапали.

Това е наше дело и ние можем само да се гордеем с него.

Ние популяризирахме лозунгите на независимото македонско движение, което се бори еднакво против правителствата на София, Атина и Белград.

Ние осъдихме тактиката на вжоржените нападения, атентатите, четническите набези, за да й противопоставим организираната масова борба в Македония и завладяването на общественото мнение в големите европейски страни.

Ние издигнахме, над всичко друго, идеала на една Балканска Федерация, в която Македония, цела и независима, с всички населяващи я раси, братски свързани помежду си, трябва да бъде основния камък.

Тази доктрина, под ударите на заплахванията и опитите за убийства — извършени много пъти — в Балканска Федерация я проповежда ето вече три години, а ние, техните приятели от западните европейски страни, я пропагандираме на всекъде без отдиш.

... И ето че некакво ехо, което долита от страни, където ние и не допускахме, че нашия глас се е носил, отглася наново нашите думи.

В в-к «La Macédoine», който излиза в Женева, аз прочетох една статия, подписана от некой си Д. Солунски, където се казва, че македонското политическо движение става от ден на ден все по-независимо от правителствата на България.

В друг един брой на същия вестник, в статията на Ефтимов, аз срещнах насажа, «че борбата на македонците е била много по-ожесточена и много по-оживена по отношение на българското правителство, отколкото против сръбските и гръцки власти».

В първия брой на вестника тържествено бе заявено, «че Македония ще бъде основния камък на великолепната сграда на Балканската Федерация».

Същата статия сдържа и едно позоваване на Жореса и на Фр. де Пресансе, защитници на всички поробени народи, и особено на Македония, големи социалисти, чиито имена са цела програма и знаме.

С една дума, хората около в-к „La Macédoine“ говорят с нашия език, те взимат нашите лозунги и призовават народната традиция и широкия революционен замах на македонското движение. Нещо повече даже: те критикуват българското правителство, приписват му че е извършило изборни насилия, че е водило една сервилна вишишна политика и пр. и пр.

Какво означава всичко това? Каква е тая дръзка комедия, която те разиграват за да заблудят европейското обществено мнение?

Хората, които държат тоя език, копиран от езика, който ние държим, отричат ли, че са послушни оръдия на »Македонския комитет« от София? Да или не?

Този »Комитет« — те знаят това много добре — винаги е бил, даже още от началото, когато се е образувала ВМРО, външно оръдие — ИНСТРУМЕНТ в ръцете на българския дворец за да подчини освободителното движение и чисто и просто да присъедини Македония към България.

Ако в-к „La Macédoine“ е за самостоятелността на това движение, той обязательно трябва да се обяви против този Комитет, оръдие на българския империализъм.

Този вестник дава вид, че е за Балканска Федерация, но тая последната има за предпоставка събарянето на трона на Кобургите, както и тоя на Карагеоргиевичите и идването на власт в целия Балкански полуостров на трудящите се класи, които носят освобождение на потиснатите малцинства. Как ще се помини това грандиозно освободително дело, тази революция, която ще бъде една от големите в историята, с българския национализъм на върховистите от София, които през 1912 година избиваха турците селяни с зверските прийоми на Абдул Хамида и при вратите на »освободените« македонски градове издигаха триумфални арки на принц Борис, сега цар на всички българи?

В-к „La Macédoine“ се позовава на Жореса и Фр. де Пресансе, но какво ще каже той за убийците на Протогеров, които систематически убиваха тия от македонските революционери за които освобождението на Македония би трябвало да има един социален и в същото време национален характер?

Какво ще каже тоя вестник за натрапенция на Бжл-

гария режим с подкрепата на автономистическите банди, който има за символ настаняването на полицията в помещението на Народния дом, отнет от работниците?

По случай годишнината на Дамян Груев аз бех писал една статия, в която споменах за социалистическата или »социалствующата« традиция на истинските македонски революционери, които основаха ВМРО. Аз споменах за подкрепата, която Жорес и Пресансе беха им дали. На това ми отговори едно лице от »Комитета«. Той ми отговори с едно презрение, като ми заяви, че този начин да се пише историята на Македония е »по маниера на Влахова«. В тая фраза ясно личи двуличието на езика, ясно се очертава двойственото поведение.

Но да слезем в живота. Какво означават тия атаки против българското правителство? Да или не? Хората около в-к „La Macédoine“ одобряват ли поведението на 11-те македонски депутати, които са най-добрите поддръжници на сговористското правителство? Да или не? Отричат ли те, че тия последните, след като направиха една алузия в отговора на тронното слово по македонския въпрос и не получиха нищо, не издигнаха никакъв глас на протест?

Но какво! В-к „La Macédoine“, за да даде малък вид, че е независим вестник, говори за некои »насилия«, които са станали през време на последните български избори. Къде, впрочем другаде в целата страна беха извършени големи зверства и по-подли престъпления, ако не в Петричкия край на Македония, и от кого беха извършени тия престъпления, ако не от бандите на Протогеровата организация, която наложи на целото население »общогражданска листа«?

... Ние не ще позволим наглата лъжа да се шири безнаказано. Трябва на всекъде да се каже, да се обясни, да се обрисова кой какъв е и в кои води плува.

Хората около в-к „La Macédoine“ трябва да признаят, че са агенти на разбойници, които ето вече 20 години как работят за българския дворец, който ги издържа, и които убиха Петър Чаулев, Тодор Паница, Димо Хаджи Димов и много още други македонски революционери, които тероризират и ограбват македонските селяни, които, където минат вършат само грабежи, убийства и пожари.

Или пък, те ще трябва да се откажат от тия бандити, палачи на Македония и верни съюзници на сръбските и гръцки джелати.

Долу маските!

Даниел Рену

Проектите за едно Балканско Локарно

Изрече Локарно е станал вече на мода. Той е последната дума на дипломатическото изкуство. Касае се, кой да направи първата стъпка. Изглежда че, подписвайки пакта, който носи същото име, г. г. Бриан, Чемберлен и Шреземан дадоха добър урок на света. Впрочем, Локарно нищо не създаде, нищо ново не донесе. Какво струват едни подобни ангажменти, когато съперничещите помежду си империализми развързват ръцете си и заплашват света с нова война? Тия ангажменти се забравят, захвърлят, унищожават. Историята на миналото ни учи какво значение трябва да се отдава на актовете на дипломатическите канцелерии.

Неотдавна беше се събщило за създаването на едно Тихо-Океанско Локарно, за което Япония беше взела инициативата. По-късно, пресата внуши идеята за образуването и на едно Балканско Локарно. Тук най-вече утопията блесна в своята сила. Какво ще бъде, какво може да представлява едно Локарно на Балканите, когато там на власт са Ляпчев, Братяно или Цалдарис?

Главната причина, която постави в движение един подобен слух, е че Турция и Югославия отпочнаха преговори за сключването на един съюз. Но за какви преговори се касае? Това не може да се знае с положителност.

Има много хора още, които не знаят, че Турция е останала като европейска сила. Те знаят, че тя за винаги се е отдръпнала и настанила на азиатския брег, и се е съсредоточила около своята нова столица Ангора, по желанието на своя юначен вожд Мустафа Кемал. Фактически Турция е винаги европейска сила, с Цариград, с западното крайбрежие на Проливите. Некога беха казали, че Източния въпрос никога нема да бъде разрешен, до като крака на Турците още стои върху брега на Европа; те и сега още продължават да държат в свои ръце важни стратегически пунктове от земното кълбо. И те са балканци еднакво, както и азиатци, и ето защо, това което се върши днес

между Адриатическото и Белото морета, не може да бъде безразлично за тях. Тирапския пакт за тях не е минал незабелезан — и то основателно, разбира се.

Ако Турция и Югославия са започнали известни преговори, това са твърде обикновени благопожелания. Последната година, Ангорското правителство се почувствува доста застрашено от Италия и то не без основание. Сър Огюст Чемберлен беше готов всеки момент да подкрепи воената авантюра на Мусолини и да го възнагради в Мала Азия, защото английския империализъм не е много скрупулозен върху избора на средствата. Този година Белградското правителство разбира, че неговите завоевателни намерения ще се облъскат с тия на фашистка Италия, че то изгуби, поне временно с Тирапския пакт и че Англия показва известни снисхождения по отношение на Мусолини.

И тъй, Ангора и Белград започнаха разговори, в резултат на които ще трябва да се яви един отбранителен, а може би и един нападателен съюз (понекога границата между единия и другия е много малка). На тия имено разговори за сближение се погледна като на начало за едно Балканско Локарно. Това е вероятно една Голгота. Защото един сръбско-турски съюз може да бъде насочен не само срещу Италия; той може да се обърне също тъй и против България, която, съгласно най-верните предположения, е съюзница на Италия; в всеки случай тя не ще бездействува и не ще остане пасивна, ако държавата на сърби, хървати и словени и фашисткото правителство бъдат въвлечени в некакъв конфликт. Това Балканско Локарно, което тепърва се ражда, ще се превърне, както казват некои, в една сръбско-българска война. Обаче, това не отговаря на истината.

Но нека разгледаме по-отблизо самата проблема и да се попитаме, кои са истинските възможности за едно Балканско Локарно. Гръцкото правителство, преди и след

Пангалос, беше се опитало много пати да лансира плана за един голем Балкански сјюз, од Ромџнија чак до Турција, минавац преку Атина, Софија и Белград. Но грчкиот правителство никога не се опита да реализира тој проект.

Тоа, коешто легна во основата на западното Локарно е, че Германија, во замена на едно место во Женева, а може би да е добила и обешчание од сјвсем друг карактер, призна за втори пати трасираната преку Версајлскиот договор на запад граница. Од таа страна мжчнотиите беаа нај-малки.

Но на Балканите проблемите се увеличават; те се увеличават поне за сегашните плутократически, националистически, империалистически и милитаристически правителства. Да се локарнизират Балканите, ако можем да се изразим тји, тоа значи да се затегне оше повеќе сегашното разпределение на териториите. Следователно, ако сжществуват известни опасенја за солидноста на едно западно Локарно, то оше по-голем скептицизъм се налага во југо-источната част на нашиот континент. Бжлгария приема ли последствјата од Нјојскиот договор по отношение на Југо-

славия и на Ромџнија? Но има и нешто повеќе: всички балкански држжави биха ли се сжгласили да си гарантират взаимно всички свои територии? Бжлгария, Гжрција и Ромџнија биха ли дали гаранции на Југославия против Италија; Југославия би ли се ангажирала да интервенира, заедно со Ромџнија, против Русија; Ромџнија и Гжрција биха ли дали подкрепа на Турција, ако една фашистка ескадра би се опитала да ироникне во Дарданелите? Може ли да се допустне изобшчо, че балканските царе, всеки един од които со радост би се обогатил на сметка на своја сжсед, ше подпишат искрено един взаимноотбранителен пакт?

Истина е следователно, че Балканското Локарно се јавува една голема химера. То е една карикатура на Балканската Федерација, зашто тоа имено е, коаото ше обедини не династиите и буржуазните правителства, а работниците и селяните против една евентуална војна, за вжтрешниот и вжншниот мир на полуострва. Предподставката за таа федерација е сгромољасването на монархиите и плутократиите.

Пол Луи

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Nikola Harlakov

Nakon duge i teške bolesti umro je u Moskvi na 23. lipnja u dobi od 53 godine Nikola Harlakov.

Nikola Harlakov bio je sigurno najsimpatičnija pojava u balkanskom oslobodilačkom pokretu. Neumoran i nesavladiv borac, svijeti i jaki duh, borio se je kroz 30 godina za socijalizam i za oslobodjenje potlačениh naroda, još kao gimnazijalac pristao je uz marksizam i na sveučilištu u Harkovu upotpunio je svoje poznavanje socijalnih i prirodnih nauka. Proučavanjem prirodnih nauka, u prvom redu Darwinizma doprinio je poslije mnogo duševnom oslobađanju radničkih masa od mračnjačkih dogma svojim javnim predavanjima, člancima, brošurama. Ovim radom omogućio je prihvata socijalističkih ideja.

Nakon svršetka svojih nauka povratio se je Nikola Harlakov u Bugarsku, gdje sve svoje sile posvećuje potpuno mladom socijalističkom pokretu. Za nekoliko godina nalazi se u prvim borbenim redovima lijevog krila. Od 1902—1903 tajnik je središnjeg odbora bugarske socijalističke partije. Aktivno sudjeluje u borbi protiv bugarskih reformista. Prigodom raskola u socijalističkoj stranci stupa skupa za Blagojevom, Kirkovom, Gavrom Georgijevim, Kolarovom, Kabakčijevim, Dimitrovom u pravu marksističku stranku. U bugarskom socijalističkom pokretu branio je najenergičnije interese radničke klase i bio uvijek za borbu revolucionarne klase.

Nikola Harlakov bio je govornik neobične veličine, koji je svojom velikom riječitošću, neborivom logikom, snažnom marksističkom dijalektikom oduševljavao i privlačio u oslobodilački pokret radničke mase, obrtnike i intelektualce.

Kao novinar i publicista bio je rijetko svijetli duh sa dubokim i velikim znanjem na polju politike, socijologije i prirodnih nauka. Radio je u uredništvu socijalističkog lista „Radnički vesnik“ i stranačkom časopisu „Novo vreme“. Izdavao je socijalistički list „Proletari“ i časopise „Načalo“ i „Socijalistički pregled“. Nikola Harlakov bio je i čovjek akcije, a njegova srčanost bile je izvan svake sumnje. Na javnim zborovima, koje je 1903 priredila socijalistička stranka proti krvoštovima u Makedoniji i progonstvima u Kičinevu kada htjedoše makedonski vrhoviste u službi dvora i buržoazije a pomogani od policije, da silom rasture zborove Nikola Harlakov, jedan od govornika smjelo se odupro plaćenicima. Na kongresu svoje socijalističke grupe u Varni 1906 (Harlakov je 1905 napustio socijaldemokratsku stranku i osnovao posebnu socijalističku grupu) — bilo je to u vrijeme protugrčkih nasilja u Bugarskoj

— bio je opet napadnut od makedonskih plaćenika u službi vlade, koja je prikazivala socijaliste kao nepoštene ljude, ljude bez domovine, koji žele prodati Makedoncu njihovim neprijateljima. Nikola Harlakov, nepomičan na tribini, uspravljao je sa protunapadajem i pokazao rijetku ličnu smjelost. Morao je upotrebiti svoj samokres, da obrani napadnute pristaše. Nakon balkanskog rata 1913 Harlakov, koji je bio izabran za zastupnika u Vidinu, dobio je u lice Ferdinandu Koburškomu, kada je ovaj čitao prestolnu besjedu, ove riječi: „Vaše su ruke umazane krvlju 150.000 bugarskih građana, koji padoše u ratu; vi ste glavni odgovorni krivac katastrofe bugarskog naroda i propasti Bugarske“. Zatim je uzviknuo moćnim glasom: „Živjela federativna balkanska republika!“ i napustio dvoranu.

Nikola Harlakov iako rođen u Bugarskoj, nije radio samo za bugarski socijalistički pokret, nego također i vema žilavo za oslobodjenje Makedonije i svih balkanskih naroda. Aktivno je učestvovao u makedonskom oslobodilačkom pokretu. Njega su makedonski revolucionarni ljevičari držali svojim najboljim ideologom. Kada je makedonska organizacija emigranata u Bugarskoj god. 1901 bila sastavljena od ljudi, kojima je zaista ležalo na srcu oslobodjenje Makedonije i koji su iskreno tražili političku autonomiju u ovoj zemlji, te oslobodjenje makedonskog oslobodilačkog pokreta od svakog upliva bugarske državne politike, tada je bio Harlakov izabran za glavnog urednika „Dela“ organa ove organizacije. Sa rijetkom spremom uredjivao je Harlakov ovaj list kroz godinu dana i postavio temelje ljevičarskog makedonskog pokreta. Ova je ideologija nadahnula Sandanskog i njegove drugove, Černopejeva, Dobru Daskalova i mnoge druge makedonske revolucionere, koji navijestih nepomirljivi rat svim agentima dvora i bugarske vlade u makedonskom pokretu. Harlakov je 1905 sastavio osnovu novih pravila V. M. R. O., su bila pritracena načela koja propovijedaše lijevo krilo ove organizacije. Poslije proglašenja mladoturske revolucije 1908 Sandanski ga i drugovi pozvaše u Solun, da se koriste njegovim savjetima i njemu je bilo povjereno, da izradi projekt grupe Sandanskog prema novim prilikama.

Harlakov je sudjelovao 1924 veoma živo u pregovorima, koji su se vodili između središnjeg odbora V. M. R. O. i ostalih makedonskih i balkanskih nacionalnih grupa i koji dovedoše do manifesta od 6. svibnja 1924. Ovaj je manifest bio izradjen uz veoma veliko aktivno sudjelovanje Nikole Harlakova. Kada se je na koncu pregovora odlučilo, da se osnuje

„Balkanska Federacija“—Harlakov je bio jednoglasno izabran za glavnog urednika našeg lista. Pod njegovim uredništvom izadješe prvih pet brojeva našeg časopisa. Bio je za nesreću prisiljen, da ostavi Beč. Može se lako uvidjeti iz članaka, koji izadješe u prvim brojevima „Balkanske Federacije“, kako je bio oduševljen za stvar potlačenih naroda i klase, kako je jasno shvatao balkanski i evropski politički položaj i kako je lako tumačio ideje vodilice balkanskog revolucionarnog pokreta.

U svom nastojanju za proširenjem oslobodiločkog pokreta balkanskih naroda usjelo je Harlakovu, da stupi u vezu sa predstavnicima različitih balkanskih potlačenih naroda i poput apostola svojom logikom i dubokim poznavanjem prilika na Balkanu i u Evropi predobio ih je za načela, na kojima počiva pokret za „Balkansku Federaciju“.

Svojom aktivnošću za potlačene narode i klase privukao je Nikola Harlakov na se smrtnu mržnju bugarske buržoazije i makedonskih autonomista. Oni ga proganjaju bijesno i bez

milosrdja, pokušao omesti njegov politički rad. Poslaše plaćenike sve do Beča, samo da ga ubiju i tako unište. Smrt Nikole Harlakova velik je gubitak za socijalističku ztvor i za balkanski pokret potlačenih naroda. Umro je u času, kada je mogao još biti od tako velike koristi balkanskim radničkim masama.

Mi osjećamo najdublju i najživlju bol nad ovim okrutnim gubitkom i jedina nam je utjeha, što vidimo, da se djelo, kome je on postavio temelj kamen, iz dana u dan sve više širi. Mi ćemo mu tim izkazati najveće poštovanje, da nastavimo raditi u duhu Nikole Harlakova.

Uz veliku tugu klanjamo se pred mrtvim ostancima našeg toliko oplakivanog druga i izražavamo njegovoj drugarici Kojki Tinevoj, vrlo cijenjenoj pobornici bugarskog proleterskog pokreta, naše najdublje saučesće, i izraz naše duboke i velike žalosti.

Uredništvo „Balkanske Federacije“.

U znaku despotije . . .

Poslije naglog raspusta narodne skupštine nije politička akcija prenesena onamo, kamo po ustavu i samoj naravi demokratske ustanove spada: u narod i široke biračke mase, nego onamo, kamo stvarno u ovoj despotičkoj državi i spada: u tajne sastanke političara i ponižno kucanje na vrata maršalata dvora.

Za života Nikole Pašića bila je radikalna stranka — skupljena s konca i konopca — još neka politička jedinica, s kojom je politički svijet na strani, a po gotovo u državi S. H. S. morao svakako računati. Stranka je ostala bez idejnog sadržaja, nije znala niti mogla da se snadje u novim političkim i ekonomskim prilikama u zemlji, držana na okupu ličnim materijalnim interesima i legendarnom snagom svog vodje. Premda ta stranka — najveća i najjača u zemlji — rodjena u duhu revolucionarnih težnja Svetozara Markovića, kroz četvrt stoljeća imajući svu vlast u zemlji, nije uzela sve svoje na oko revolucionarne metode — gdje su zaključci mjesnog odbora radikalne stranke često predikali pravni kontinuitet građanskog života, nije mogla da veže uz sebe široke narodne mase, na koje se je ona iz početka oslanjala. Ona je ostala samo sirova stranka velikosrpskog nacionalizma i potpuno štura i gluha za ekonomske i socijalne potrebe novog vremena. Zadovoljavala je potrebe pojedinih svojih ljudi i istaknutijih pristaša, ali je zato sušilo koren narodnog blagostanja i njene moći. Njezin raspad zadržavao je samo policijski bič odozdo; zob državne blagajne odozgo. Smrću svog vodje izgubila je stranka i zadnju spojnicu, cijepanje je počelo na sve strane. Pošto sve te vodje radikalne stranke nemaju ništa sa narodom i njegovim potrebama, nastalo je trčkanje u Dvor, da tamo traže pomoći i zaštite. Dvoru je dobro došla smrt Nikole Pašića i on sada upotrebljava prigodu, da definitivno skinu sa dnevnog reda i pitanje te čudnovate buržoaske stranke, koja je u svojim počecima bila revolucionarna, da u toku vremena postane reakcionarna, pa da sa revolucionarnim metodama radi za svoj reakcionarni cilj — za dobro N. R. S. Za taj su cilj upotrebljavali Pašić i radikalni Dvor i prikazivali svoju stranku kao „Kraljevsku radikalnu“. Dvor je htjeo, da konačno likvidira sa ovakvom radikalnom strankom i da ima zbilja svoju „vladinu, kraljevsku stranku“. Toj su osnovi imale služiti sve Uzunovićeve vlade, ali kad taj nije na koncu shvatio svoju zadaću i nije razumio, zašto baš on sastavlja vladu po šesti put, morao je otići, da učini mjesta novoj kombinaciji Vukićević-Marinković.

Dolaskom ove dvojice dvorskih kamarilaca na vladu, počela se rušiti stubokom sva ona lažna zgrada S. H. S. parlamentarne i demokratske države. Ta bi država morala biti tobože parlamentarna i demokratska država u kojoj svaka vlast ima svoj izvor u volji naroda i bez povjerenja parlamenta nitko, pa ni takozvani „drugi ustavni faktor“ ne može se održati, je bi to bila povrijeđa „prvog ustavnog faktora“ i zgoljni atentat na „suvereni narod“. Ne samo da vlada Vukićević-Marinković nije pitala, da li ima povjerenje parlamenta, niti je mogla možda pokazati, da iz svih narodnih slojeva dolazi neprestani i neodoljivi zahtjev, da baš ova dvojica uzmu kormilo u ruke i da spase narod od teških nedaća, koje su ga snašle. Ona odgadja parlament i ne daje narodnom predstavništvu niti prilike, da mu se predstavi i da ono očituje tu suverenu volju tog suverenog naroda, pa ga za tim i raspušta i pozivlje se pri tom na povjerenje svog „Gospodara“ i drugog ustavnog faktora.

Pa ne samo da se ruši ta gadna fikcija narodnog suvereniteta i parlamentarne države, nego i fikcija demokratske države. Jer, ovim izborima nije vlada pozvala narod... da on odluču valjda u svojoj sudbini, da riješi pitanje o formi države, o odnosu između rada i kapitala, da uredi ekonomske i socijalne osnove svoje državne zajednice, pa niti da bira ljude svog povjerenja. U centru Šumadije izjavljuje jedan aktivni kraljevski ministar, da narod mora birati one ljude, koje im vlada preko svojih policijskih organa predloži i preporučiti kao svoje ili inače neće više uopće birati. Tim je barem jasno pokazana tendencija Dvora, da hoće da uvede u zemlju svoj lični režim despotije kao Milan Obrenović, Ferdinand Koburški i slični primjer i dvorskog sistema. Da nije ostalo samo kod želja vidi se iz izborne kronike, koja nam dneвно donša nove uzasne slučajeve ubijanja, rastjerivanja zborova, koje policija organizira protiv svima, koji postavljaju svoje listine bez odobrenja „kraljevske vlade“. Ti krvavi izborni zborovi, koje organiziraju veliki župani, daju nam jasnu sliku o demokraciji ove države, u kojoj je volja vlade-izvor svake slobode! Ne samo da vlada ne dopušta pojedine kandidature i da silom naturiva svoje ljude, nego još putem policije odlučuje polje djelovanja pojedinih stranaka, označuje im krajeve, gdje mogu, a gdje nemogu da rade. Tako je n. pr. kraljevskoj H. S. S. zabranila kandidovanje u Makedoniji i Beogradu. U Makedoniji je policija organizovala napadaj na bivše Radićeve ministre i prisilila ih da ostave zemlju; u Beogradu, toj prestolnici svih S. H. S., policija je uhapsila pouzdanike Radićeve H. S. S., a šef policije i upravnik grada nije htjeo ni primiti ministra na raspoloženju Pavla Radića, koji je htjeo intervenirati u ovoj stvari. U vodje građanskih stranaka ušao strah, u koliko je to uopće moguće kod njihovog notornog kukavičluka, pa jedan za drugim hodočeste na Bled, ljetnu prestolnicu kraljevu na bledskom jezeru u Sloveniji, da tamo isprose blagoslov i odobrenje za svoj rad i svoju stranku. Svi junaci jedan za drugim pokleknuše pred Krunom i pustiše svoj narod sili kraljeve žandarmerije i policije. Izmjenjuju se Vukićević, Marinković, Pavle i Stjepan Radić, Uzunović, Ninčić, Maksimović, Korošec, Srškić i Špaho i svi hoće, da uvjere nosioca krunu u svoju lojalnost i podaničku odanost svojih pristaša i stranaka. Stjepan je Radić kao uvijek odmah osjetio, koji vjetar duha, pa je prije, nego li je sakupljenim novinarima poslao svoje audijencije (17. VII.) rekao ove karakteristične riječi: „Sve što se danas dešava vodi se odozgo...“ a svoj izborni proglaš ukrao poklikom „Živio naš seljački kralj Aleksandar Karagjorgjević“.

Tužna slika svih službenih narodnih političkih predstavnika, koji ne osjećaju svoju snagu u narodnu, nego je traže u zaštiti vlasti, najbolja je osuda njihove politike. Fraze, kojima su dosada pitali još nezreli dio naroda i vodili ga na putu šovinizma i imperijalizma, otreće se i izbljeduju, pa nemaju više onog djelovanja na koji se u svom poslu već godinama naučiše političari ove vrste, kojima se čitav rad za narod sastoji u tom, da u vrijeme izborne borbe održe nekoliko zborova, ispucaju nekoliko govorničkih i prikažu, kako je težak i plodonosan njihov rad za narod, a kako im je veoma teško ponovno uzeti na se teško breme narodnog zastupnika.

Samo Republikanski Savez, Radnika i Seljaka ne treba milosti i ne traži zaštite. Milosti ne treba, a zaštite ne traži u svog tlačitelja. Njihovi se putevi ne pokrивaju i njihovi se pravci dijagonalno razilaze. U redovima republikanskog saveza radnika i seljaka vlada oduševl-

jenje, ljudi su spremni na svaku žrtvu, jer ih vodi velika ideja slobode i ravnopravnosti potlačenih naroda i klasa. Tu svetu vatru oduševljenja nemogu ugасiti sve policijske i vojne sile državnog aparata.

U znaku republikanskog saveza radnika i seljaka diže se radni narod, da osvoji sebi svoj položaj i svoje pravo, koje mu pripada, da strese sa sebe okrutni jaram buržoazije i monarhije. Oborivši sistem monarhije, obo-

riče i posljedice tog sistema: imperijalizam i nacionalistički šovinizam, pak će se tako zasuti i vrelo buržoaskog izrabljivanja. U znaku saveza radnika i seljaka omrknut će vladajućoj despotiji na Balkanu.

Predstavnici radnika i seljaka neće poći na Bled i zato je njihov uspjeh siguran! Narod je s njima — narod će pobijediti!

Zagreb 25. VII. 1927.

Tomislav Stanić

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Магловите економске перспективе у другом полугођу

Београд, крајем јула.

Капиталистичка привредна штампа (Југословенски Лојд, Трговински Гласник, Привредни Преглед и т. д.) посвећује у последње време све већу мажњу привредном хаосу, који у земљи влада, константујући при том да се прилике сељака и унутра у догледно време неће поправити.

Треба објаснити овај песимизам и забринутост југословенских привредних кругова, поготову данас, када они сами признају како их неминован закон капиталистичке међусобне конкуренције, све више гура и увлачи у вртлог општег капиталистичког хаоса на континенту, у Европи. Прошле су већ давно године послератне конјуктуре. Индустрија југословенска, која је одмах после великог светског рата почела нагло да се развија, налази се већ у 1927 г. по своме графичком приказу на мртвој тачки.

Процес трестификације и картелизације производње и поделе добара западно европског капитализма запечатио је сваку даљу индустријализацију аграрних и полуаграрних земаља. У такву једну категорију спада и Југославија. Она се изоловано не може посматрати. Отуда је, као први одјек тога моћног притиска западно европског капитализма, дошао онај први талас реакције домаћих југословенских капиталиста на радничку класу, на постојеће социјално законодавство у колико је уведено, на надницу. Безбројне хиљаде радника рударске и металне индустрије бачено је на улице за добро »стабилизације« југословенске привреде и индустрије. Монархија и њој подчињене владе радиле се руку у руку са југословенским капиталистима, стављајући им цео реакционарни државни апарат на расположење ради заштите, »јавног поредка, реда и мира!«

Али та мера није спасла наступајући слом. Данас већ статистика капиталистичких привредних органа показује да ја свршено и са индустријализацијом Југославије. И сама светска привредна конференција која је одржана почетком овог лета у Женеви морала је то констатовати и, то не само за Југославију, већ и за све остале аграрне земље. Тамо су се најјасније испојиле намере западних капиталиста, по готову Енглеске и Немачке, да подчине својој индустрији све остале европске државе. Француски капиталист Лушер, главни иницијатор те конференције остао је далеко у позадини при завршетку исте. Једино је руска делегација на челу са Осинским и Соколинковом жигосала империјалистичне намере западноевропских капиталиста, указујући на узроке светске кризе и њену неизлечивост, у данашњем капиталистичком поредку. С друге стране, узимајући мале државе у заштиту, демаскирала је намере њихове т. ј. тежњу за што интензивнијом аграризацијом малих неиндустријских државица (поготово се то тиче Балкана и Југославије) и стварање огромних компактних економских објекта стављајући их у потпуну зависност великих империјалиста. Тенденција те т. з. аграризације показује с у извесној мери и у нашој земљи....

Али има једно друго »чудо« које почиње да угрожава стурност југословенских власника, и капиталиста. То је поред огромне безпослице, поред аграрног питања, поред пег разних

пореских система и стечајних законодавстава, презадуженост сељака која достиже већ суму од преко 2 милијарда динара и пасиван извез, који је према подацима »Југослов. Лојда« од 13. VII. 27. назадавао за близу милијарду динара у првих пет месеца о. г. Овогодишњи природ кукуруза према подацима из изтог листа треба да подбади за 30—50% према данском дужности и осиромашења села као и услод страховитаг пада цена свих осталих пољопривредних продуката за 40—55%, више је него сигурно, да је и количина посејаног жита далско мања од прошлогодишњег. Барометар стечајаева показује већ за прво полугође о. г. 605, док је у целој 1926 г. било свега 962 стечаја. Главни орган хрватских капиталиста. »Југосл. Лојд« се пита шта ће тек на крају године бити! И одмах затим додаје брижно: »Овај силни пораст стечајаева (највећи је број стеч. у Србији Д. Ј.) не значи више пречишћавање, јер је задро у неке највеће и најугледније старе твртке. Овome свему имају се додати и последни огромни шумски пожари у Босни чија штета износи преко 200 милиона динара.

Ово што је горе изложено, само је бледа и неподпуна слика стања у коме се налазимо и коме идемо. »Обзор« од 15 Јула удара у велика звона нападајући меродавне кругове што не обраћају привред већу пажњу. Отуда вели »Обзор« и јесте немогуће оживотворити стандартизацију и типизацију (!) југославенских пољопривредних производа. Орган хрватске буржоазije изгледа да се помирио са чињеницом горе изложених факата, да се профити немогу више избијати из т. з. рационализоване индустрије услед политике и конкуренције западних капиталиста и тражи сада излаза у рационализацији и аграризацији пољопривреде и то, само на рачун широких слојева сељачких маса.

Бацимо кратак поглед на владину финансиску и привредну политику. Буџет од 11,5 милијарду динара колико је предвиђен био за ову годину прекорачиће с обзиром на горе изнету ситуацију и перманентну ратну опасност по свој прилици још за најмање $\frac{1}{4}$ и више горњу суму. Ратна индустрија јесте једина у Југославији која добро просперира. Фабрике муниције у Крагујевцу, Обилићеву у Камнику проширују се и повећавају своју производњу пушчане муниције, разног експлозива, бомби и т. сл. Инсталирају се нове фабрике војних авиона у Краљеву, Новом-Саду и Београду, врше се из иностранства огромне наруџбине ратног материјала (топова, тенкова и војних хидроплана), све то у циљу санације привредне кризе у Југославији и на Балкану! Влада је дала министру финансија Богдану Марковићу слободне руке, да по своме личном нахођењу (прелазећу преко свих парламентарних обзира и форми уреди питање државних финансија онако како је уредио Хинотеларнеј Банку које је био директор до доласка на министарску власт. Намеће и питање отплате ратних и поратних дугова. Енглеска непрестано инсистира на томе и тражи неодложно регулисавање дуга који износи преко 25 милиона фунти (осо 7 милијарди динара). Али није Енглеска само у питању и главни повериоц Француска не мирује, Америка такође потрансује-инаге нама ни оно мало кредита што стављају у изглед.

Ево под таквим переспективама ступа монархија С. Х. С. у друго полугође корачајући сигурним кораком у привредну катастрофу, у глад и очај још ширег обима него што је то елуцај са несретном Херцеговином.

Радне масе села и вароши; сељаци, радници занат-ствију нација Југославије петреба да дозволе да их југословенска буржоазија преко својих партија, агната и кортеша обмањује разним обећанима и тренутним формалним уступ-

цима. Септембарски избори морају ујединити све горе наведене ошљачкане и изгладцелe, пародне слојеве против заједничког неомирљивог непријатеља и ушћетача. Јер решење привредне кризе и излазак из овог хаоса може једино да оствари уједињени радни народ свих нација Југославије на рушевинама империјалистичке буржоаске и капиталистичке Југославије.

Д. Јовановић;

Црногорско питање — балкански проблем

Поред свих досадањих многобројних публикација о неправди учињеној од стране западних сила према Црној Гори, ипак сам најјеран овдје изнјети, у кратким потезима, једну врсту биланса свих свечаних али погажених обећања, интрига и неправди учињених према Црној Гори.

Капиталички и империјалистички интереси западних сила били су сретсва која су србијански политичари вјешто искористили, и у овој својој гнусној намери добили за моћне савезнике и саучеснике баш оне који су бајаги ушли у рат да одрже на висини поштовање међународних обавеза и права малих народа.

Србијанске махинације јављају се још рано, у почетку свјетског рата. У јануару 1915 год. када се црногорска војска побједоносно налазаше на вратима Сарајева, преговори Енглеске, Француске и Италије (за улазак Италије у рат) већ предвиђаху уништење савезничке Црне Горе, која је имала да падне као певина жртва на олтар њихових егостичких намјера. Доказ за ово тврђење налазимо у руским царистичким архивима. Црна Гора је том приликом спашена интервенцијом Русије.

Пакт Лондонски од 26 априла 1915 год., пак, потврђује егзистенцију Црне Горе каогод и њено територијално увећање. Овај пакт потисан је од Русије, Енглеске и Француске — ове двије посљедње силе припремиле су план да униште Црну Гору. У овакој средини Србија је, без потешкоћа, нашла врло подесан терен за своје намјере.

Нећу се заустављати на капитулацију Црне Горе, која је била, већ и званични Београд је то сада признао, неизбегна последица повлачења преко Црне Горе србијанских трупа, када су горди црногорски горшаци, гладни, голи и без икаквог моћног оружја, показали још једном пријер самопожртвовања, јединственог у историји.

Напоменућу преговоре између француског Министарства Спољних Послова и бивше Аустро-Угарске монархије за сепаратни мир — посредник им је био Кнез Сикст Бурбонски. Овом приликом Француска је нудила Аустро-Угарској да ће бранити њен територијални интегритет док би Аустро-Угарска имала признати Француској право на Алзас и Лорен.

Да бише, пак, дали Србији неку накнаду Француска је предлагала да Србија абсорбира Црну Гору и на тај начин да добије излаз на море.

Ради оправдања овог злочина, предузета је једна паклена кампања лажи и интрига, против Црне Горе, финансирана од стране Србије, да би предходно избегла сваки евентуални протест за једну сличну пљачку и насиље.

Овај антагонизам према Црној Гори знатно се појачао у јуну 1917 год. — баш у времену када француско-енглеска дипломатија обраћиваше злогласну Крфеку декларацију, са којом Србија, још у пуном јеку рата, изјављује на један арбитражни и у историји нечувени начин да од тог дана унапријед Црна Гора сачињава дио Србије.

Али ипак, поред свега тога конференција Мира у Паризу, није могла да не призна Црну Гору као самосталну државу и даје јој право на једног делегата. Али већ обећање концесије, експлоатације и уопште лични егоизам, учинили су да интерес победе правду, што нам доказује и читав низ догађаја, који су се доцније одиграли.

Енглеска, као Пилат, пере руке, док њен ондашњи Министар Спољних Послова, Лорд Керзон, није се стидио да јавно призна у енглеском парламенту да би публикавање извештаја Конта Салиса о ситуацији у Црној Гори довело опасност животе његових (Конта Салиса) извјештача.

Француска пошто је јавно помоћу својих трупа у Црној Гори омогућила насилну анексију Црне Горе, прекинула је дипломатске односе са званичним преставницима Црне Горе, који се онда налажаху у Паризу, онемогућени да се врате својој домовини од стране исте Француске.

Италија, пак, примила је на својој територији и званичне преставнике Црне Горе и црногорске трупе, служећи се црногорским питањем све док је сва своја, како финансијска тако и територијална тражења од Србије задовољила. Онда је један дио црногорских војника везаних руку предала Србији, док је остатку онемогућила сваки даљи отстанак на њеном земљишту.

Добро су позната сва свечена обећања свих великих политичара западних сила, Вилсона, Лојд Ђорџа, Клемансоа, Поенкареа, Солина и т. д. обећања, која су на жалост и на њихову срамоту остала само на папиру.

Ето вам сва толико рекламисана Правда западног свијета!

Друштво народа — бајаги међународни ареопак је створено и финансирано од ових истих западних сила и оно, разумљиво је, мора водити једну империјалистичку политику да би консолидирало рад Велесила и утврдило међународно садање друштвено уређење.

Зар је потребно, после свега овога инсистирати и на јуридикцу право Црне Горе.

Право Црне Горе да буде сматрана као једна личност међународног права је базирано на начелима тако елементарним и свеопште признатим да би се један јуриста сматрао готово понижењем кад би их морао набрајати.

Из свега овога, долази се на жалост на један врло прост и логичан закључак а то је: да је Сила јача од Права. Да је Црна Гора имала и силу бајонета па и мање права но што има Врховни Савјет не би се никада усудио да дозволи да једна савезничка земља силом окупира другу савезничку земљу.

Поред свих ових неправда, црногорски народ је са новом надом и одушевљењем константовао да нови режим социјалног поредка у Русији ни најмање промијенио своју наклоност према Црној Гори. Наша моћна и вјековна заштитница хоће и жели да Црна Гора живи.

Председник руске делегације на Ђеновској конференцији Чичерин, совјетски комесар за спољне послова, у овом смислу поднио је и свој меморандум, потврђујући Црној Гори права на живот. Доцније на Лованској конференцији, Чичерин је поново прокламирао права Црне Горе на егзистенцију, а у једном свом другом меморандуму од 30 дец. 1922 изјавио је: као непостојећи све територијалне измјене учињене на штету права народа да располажу са својом судбином и сопственом независношћу, додајући: мир на блиском Истоку, и тиме и мир Европе не може бити уређен на солидној бази све док буде постојало насиље над правима народа.

Али ипак ниједна велика сила, ниједан међународни ареопак није до сада ни јавно ни тајно ратифицирао насилну анексију Црне Горе од стране Србије. На свакој међународној конференцији ћугећи се прелази преко питања црногорског, желећи ваљда тим путем бацити га у заборав. Али ово питање остало је још увијек отворено и неријешено. Као такво оно сваког дана добија све већу важност, и данас, после разних догађаја који су се на Балкану одиграли и одигравају се, црногорско питање је постало једно од најважнијих балканског питања.

Балканско полуострво одавно је било једно поприште конкуренције између разних империјалистичких циљева поједних западних држава.

Атмосфера на Балкану је пуна електрицитета и није искључено да дође и до велике олује у недалекој будућности.

Поново долазе у сукоб империјалистичке намјере разних Велесила и поново је Балкан средиште њихових циљева. Због тога се опет изјављују хипокритске симпатије наспрам Црне Горе; опет би се хтјело да црногорско питање послужи као кусур у разним међународним трговинама.

Али данас црногорско питање лежи у рукама напале-ног и искоришћеног црногорског сељака, који је својом племенитом крвљу написао највеличанственије странице историје јужног Словенства. Овај исти горди црногорски сељак има изреку која гласи:

»Кога једном Змија уједе и од гуштера се боји.«

Њега је змија ујела и то његово горко искуство из прошлости служиће му као звијезда источним мудрацима да га поведе онамо гдје му је срце, синовска љубав и најбоље гаранције за успех.

»Водичанин«.

Статистика исељавања сељака и радника у монархији с. х. с.

Статистика исељавања сељака и радника у монархији с. х. с.

Какву срећу имају сељаци и радници под тешким јармом београдског монархистичког режима, најбоље нам тврди београдска »Политика«, која је објелоданила у своме бр 6836 од 9 маја т. год. статистичке податке, исељавања сељаштва и радништва СХС. које очекује коначна пропаст, ако што прије не нађе средство и начина за свој спас и бољу будућност.

Данашња држава СХС природно је богатија, него многа друга европска држава, а географски је тако велика да би њој могло бити смјестити још који милион лица. Она је пуна разних руда, шума, минералних врела и т. д. али јој, узроком режима који је уназађује, недостаје среће.

Према овим ценим природним богатствима нико уопште не би требао да се сели са свога огњишта и од свога дома, да има само мало права и власти — власти која би штитила радну снагу и дала јој начина, без да ја приморава да оставља свој завичај и сели се у далеки свијет, да нађе рада и зараде.

Од тако званог »уједињења« и »ослобођења« па до данас иселило се је укупно 92.251 лица из пресрећне монархије СХС, осим 20.000 црногорских и много хиљада македонских избеглица. Ово нам је непобитни доказ жалосне владавине и неумјетне монархистичке београдске политике.

Од укупних 12 милиона становника државе СХС, исељених и избеглих од дана њеног постанка има преко 140.000 лица, међу којима су претежно земљорадници; али има и квалификованих радника добар број — сви су писмени и здрави. Ово значи један огроман губитак за ове несретне народе монархије СХС, где има око 3 милиона хронично и тешко болесних од туберкулозе, сифилиса и маларије и где су 80% неписмених.

Док крвничка београдска влада отвара врата страном радништву, она доводи до страшне бијеле и приморава га да оставља свој завичај и одлази на рад у далеки свијет, а домаћи капитала на мјесто да употрјеби за путеве, школе и т. д. троше на војску, муницију и друга средства за терорисање потлачених народа.

Тешко економско стање и велика бијела приморава чак и из Шумадије народ да се сели у туђи свијет и око се никад прије до данас није селио из свога родног мјеста.

Исељавање из свију покрајина СХС, расте сваке година све више. Само прошле 1926 године иселило се је преко 18.000 лица од 16 до 30 год. старости.

Од цјелокупног броја исељеника само 578 лица од-путовало је са паробродима државе СХС, а остали број иселило се страним паробродима. Тако је од прилике 922 милиона динара прешло у кесе страних друштва.

Кад овако нагло губи оволико радне снаге, јасно се види какву срећу носи београдска влада народима који је себи подчинио и каква је судбина напоследку чека.

Слично народима краљевине СХС, имају и Албански бугарски Грчки и Румунски народи исту срећу. И они се расељавају и траже заклонашта и хлеба у далеком свијету. И њих даве терор и тешки намети и порези и немилосрдно их приморава да остављају домаће огњиште.

Зато не само Македонци и Црногорци, него и сви остали балкански народи, ако желе да се спасу од зла које их дави и доводи до пропасти морају уложити све силе да се расељавање балканских племена обустави. А то се може лако постићи обарањем монархистичких и угњетачких влада, а оснивањем балканске федеративне републике, као једини излаз и решење балканских народа.

Милан М. Носорић.

Терор скупштинских избора у Црној Гори.

Терор биоградске полицијске власти над невиним грађанима Црне Горе, достигао је ових скупштинских избора више него икад прије свој врхунац.

Као доказ тога нека нам послужи телеграм г. Милана Стојадиновића, кога је са Петњића упутио главном одбору Радикалне Странке, 19 јула ове године, следеће садржине:

„Данас полицијски органи пресрели на друму код Никшића потпредседника среског одбора Какића и секретара месног одбора Никчевића, који су били пошли у Никшић на седницу среског одбора и ухапсили их. Док је у Нишњу заседавао срески одбор полиција је из седнице извела члана среског одбора Данила Вукчевића и ухапсила га. Молим уложите протест због овог прогањања и тражите заштиту за слободу избора. Др. Милан Стојадиновић.“

и отворено писмо г. Стојана Шпадијера, аklamацијом свечаног радикалног скупа, од 17 ов м., изабраног посланичког кандидата за Црну Гору, које је упутио из Требиња предједнику Владе у Београд у ове садржине:

„Државне полицијске власти које сте ви ставили на расположење познатом Милутину Томићу врше без малог изузетка најбевочија насиља над нашим присталицама у Црној Гори. Не верујем да сте ви као стари радикалац постали јаничар и најамник противу своје рођене странке, најјачег стегоноше уставности и парламентаризма. Стога вас молим, наредите вашој полицију, да прекине са оваквим радом у Црној Гори о чијим је кршењима подомила зубе силна отоманска царевина а не десетину најамника противу грађанске слободе и парламентаризма. У раду на коме се почело не хете успети пада пошљете толико поглавара колико је телеграфских бајлера од Београда до Петњића. Ако ми се што деси као што ми се прети, ја и моје племе чинимо вас одговорним.“

Стојан Шпадијер,

посланички кандидат за срез петњишки.“

Јасно нам је дакле свима, кад овако насиље и терор у Црној Гори постоји над онима, који су своју крв прољевали и који су се до јучер борили за уједињење Црне Горе са Србијом, какав и колики терор поднесе они који никада нијесу били за Србију?

Каква насиља и муке би смо могли чути од њих, којима није дозвољено да говоре, кад би само могли слободно говорити, кад их овако оптржавају виновници несреће црногорског народа, и до јуче вјерне слуге биоградске корупционашке Владе.

Данашња трагедија Црне Горе језовита је и потресна и од нарочитог је интереса за међународно право ако уопште постоји. Ако успоредимо славу прошлог црногорских народних великана и мученика са данашњим мукама њихових потомака видимо најбоље огледе србијанског угњетачког.

Свему овоме су криви они, који данас пријете Биограду са црногорским народом и црногорским крајевима, ако се што њима догоди, и који су слијепо вјеровали у празна обећања највећег историјског непријатеља Црне Горе.

И ако су се на попрште Црне Горе појављивали велики ратови и међусобна разрачунавања кроз сва Прошла времена, данас у њој, влада бич и кундак биоградских жандарма.

Па и ако причају и даље они који су „усрећили“ Црну Гору: да без њих нема мира црногорском народу, спас и срећа црногорског народа лежи само и искључиво, у остварању савеза балканских Федеративних Република, и у коме би били не само Црногорци већ и сви остали балкански народи.

Пази се Црногорски Народе од оних који те обмањују, са својим празним обећањима и иди путем, који је достојан твоје славе прошлости, а не оним којим те воде главари или слуге Биограда да скупо продају твоју мученичку крв!

Држи се чврсто и непопуштај позиције, непријатељ мадаксава, па и ако ти грцаш у агонији. Твоја је побједа и твоја је слава!

М. К.

Растурајте орган потларчених балканских народа
„Балканску Федерацију“

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Rolul regelui Ferdinand în istoria României

În cuvântarea sa funerară Brătianu a caracterizat astfel rolul istoric al celor trei regi de până acuma ai României: regele Carol a întemeiat dinastia, regele Ferdinand a întărit-o, iar regele Mihai o va... întări „definitiv”. Curios a întărit Ferdinand dinastia, dacă mai e nevoie s'o întărească altcineva „definitiv” după el. Și mai îndoielnică apare însă întărirea dinastiei de către Ferdinand, dacă nădejdea definitivă este la copilul Mihai; până ce va deveni acesta om, în stare de a întări „definitiv” dinastia română, va să mai treacă deci ani și ani.

În realitate încercarea lui Brătianu de a defini rolul regelor Carol, Ferdinand și Mihai este o ineptie. Formula lui e goală; nu spune nimic. Pentru că însă Brătianu a simțit că la moartea lui Ferdinand trebuie definit rolul celui mort, vom arăta noi care a fost rolul lui Carol, rolul lui Ferdinand, precum și care este perspectiva ce stă înaintea lui Mihai — în presupunerea că acesta va mai ajunge să domnească.

Domnia lui Carol a coincis cu epoca în care burghezia română a devenit o clasă puternică în stat. Corespunzător acestei creșteri a puterii burgheziei române a crescut și influența partidului ei, a Partidului Liberal, în conducerea țării. Pedeaștă parte clasa marilor proprietari feudali de pământ era încă, în structura economică a României de-atunci, puternică, și corespunzător acestei puteri avea și partidul ei politic, Partidul Conservator, încă o foarte mare influență în determinarea treburilor țării. Între aceste două clase a căror putere se balansa una pe alta, din care una devenise deja foarte puternică, dar cealaltă mai exista și nu era încă slăbită, între ele regele Carol a putut încă avea un oarecare rol. Regele putea încă determina plecarea balanței când de partea unuia, când de partea celuilalt din cele două partide „istorice”. Și regele Carol era destul de iscusit și viclean, astfel că el a putut juca un rol între cele două partide, în genere însă în favoarea liberalilor. Carol a fost deaceia un „factor” în determinarea politicii din vremea lui.

Altele au fost însă vremurile în care a domnit Ferdinand, — și altele și aptitudinile lui. Burghezia se întărise într-atâta (Carol a murit în 1914, dar în 1909 a fost creată deja prima mare bancă cu capital indigen, Banca Românească), încât ea a putut să împingă îndărăt clasa latifundiarilor. Din răscoalele țărănești dela 1907, din războiul balcanic (campania din 1913), dar mai ales din războiul imperialist burghezia română a tras profituri enorme și politice, și mai ales economice. Războiul și revoluția rusă au impus exproprierea latifundiarilor. Partidul Conservator a primit printr'asta o lovitură de moarte. Dispariția acestui partid din arena vieții publice a României a urmat curând. Partidul Liberal rămase astfel singurul partid „istoric”, pe care dinastia se mai putea sprijini fără teamă. Pedeaștă parte Ferdinand era așa de nul, de lipsit de personalitate și de voioșă, încât, ținut sub teroarea pericolului țărănesc și comunist, înconjurat cu abilitate de-o camarilă recrutată din oamenii liberalilor, el a devenit păpușa clicei brătieniste. Sub Ferdinand curtea — regele — a pierdut și puțină putere de înrăurire asupra conducerii politice, pe care o avea, datorită raporturilor de forță dintre clasele dominante și inteligenței sale, regele Carol. Sub Ferdinand domnia marelui burghezii atinge apogeul.

Aceasta este și trăsătura principală ce deosebește monarhia în România de cea din Serbia. În România, sub Ferdinand, monarhia a devenit un instrument al burgheziei financiare dominante, care stăpânește puterea politică prin intermediul partidului ei omogen, temeinic organizat și disciplinat, Partidul Liberal. În Serbia marea-burghezie, mai slabă decât burghezia financiară din România, nu-și are un partid unitar, un partid în care să se fi concentrat interesele ei ca clasă. Partidul Radical al lui Pașici nu era un partid al marelui burghezii, ci un partid burghez care se sprijinea pe mica-burghezie și burghezia mijlocie dela sate și orașe. Interesele marelui burghezii sârbești sunt reprezentate și în Partidul Radical, dar numai printr'o aripă a acestuia, precum și printr'o aripă a Partidului Demo-

crat. Centrul reprezentativ al intereselor marelui burghezii sârbești nu este așadar un partid politic, unitar și disciplinat. Rolul acestui centru îl joacă în Serbia altceva, îl joacă curtea. Curtea este acolo nu un simplu instrument al unui partid, nu instrumentul marelui burghezii, ci conducătorul acesteia, organizatorul ei. Și străduințele din acest moment ale regelui, ale „Mânei Albe”, de a rupe atât din Partidul Radical, cât și din cel Democrat, precum și din partidele din celelalte provincii, aripile burgheze și de a le concentra într'un mare partid capitalist al curții dovedesc rolul de conducător, de organizator al burgheziei, pe care îl joacă monarhia în Serbia.

Că în România lucrurile stau altfel, că aici monarhia este un instrument al marelui burghezii o dovedește și felul cum prințul Carol a fost înlăturat, pentru că nu mai părea a da burgheziei financiare românești garanția dominației ei netruburate. Și perspectiva? O arată regența. Regența, care este alcătuită din oamenii liberalilor, arată limpede că stăpânii reali ai tronului român sunt liberalii, marea finanță.

„Rolul” regelui Ferdinand în istorie a fost limpede; să mascheze în fața masselor populare domnia de fapt a marilor bănci. Întărirea liberalilor în acest punct, în punctul monarhie, nu însăși, că dominația lor este consolidată. Nu! Cu cât a devenit monarhia mai mult instrumentul fățiș al liberalilor, cu atâta s'a compromis ea în fața masselor populare. Cu cât monarhia a pierdut orice urmă de „independență”, orice rol de „arbitru” între partide și clase, cu atât mai fragil a devenit însăși instituția monarhiei ca instrument de înșelare a masselor. Chestia Carol slăbește pedeaparte tăria monarhiei, iar pedealtă parte compromiterea monarhiei ca lacheu al liberalilor întărește ideea republicană.

Moartea regelui Ferdinand dă problemei „monarhie sau republică” o actualitate violentă în România. În jurul tronului se încera interesele de coterie și de partid. În timp ce Brătianu vede în regență mijlocul prin care să-și asigure stăpânirea, Averescu, Iorga și o parte din conducătorii național-tărăniști intrighează pentru înlăturarea regenței. Pentru că însă nu este aici deosebire principială, nu va trebui să mire pe nimeni dacă aceste partide vor cădea la un moment dat la înțelegere. Această „înțelegere” va fi făcută însă pe spinarea poporului. Deaceia singura scăpare este în înlăturarea atât a monarhiei brătieniste, cât și a celeia „carliste”. Lupta atât împotriva clicei brătieniste, cât și împotriva clicei „carliste” este o poruncă pentru prietenii adevărați și sinceri ai poporului. De cremenea lozincei republicei trebuie să fie încercată sabia partidelor politice. Numai astfel încercată se va vedea dacă sabia e de lemn sau de oțel.

I. Mateescu

Cum capătă guvernele majoritatea în România

Așa cum am prevăzut în articolul nostru de-acum o lună, guvernul Brătianu a scos din urne o majoritate parlamentară zdrobitoare pentru sine. Lucrul nici nu e de mirare. România e obicinuită cu asemenea „succese” guvernamentale. În istoria României de geaba va căuta cercetătorul cazul, când un guvern să nu fi căpătat majoritatea în alegeri. Răposatul Petre Carp a definit în chip plastic parlamentarismul român: „Sire, dați-mi puterea și vă dau majoritatea.”

Astfel în alegerile din 1920 generalul Averescu fiind la guvern, a căpătat o enormă majoritate, în timp ce liberalii nu s'au ales decât cu... 7 deputați. Doi ani după aceea, în 1922, generalul Averescu nu s'a mai ales decât cu 9 deputați, pentru că nu mai era la putere; în schimb liberalii cari aveau guvernul au căpătat majoritatea zdrobitoare. În alegerile următoare, în 1926, liberalii nemaifiind la guvern nu au mai putut scoate decât 15 deputați, dar Averescu a căpătat din nou majoritatea pentru că guvernul era în mâna lui. Însăfârșit, în alegerile de-acum, la interval de un an numai, Averescu, scăpând din nou din mână guvernul nu' mai capătă nici un mandat, liberalii scoțând de urechi din urnă cu ajutorul aparatului de

constrângere al statului oligarhic peste patru cincimi din totalul deputaților.

Interesant nu este așadar rezultatul, el a devenit banal. Pentru cei ce nu trăesc în România trebuie să fie interesantă explicația a acestor rezultate. Vom încerca să ilustrăm în câteva rânduri metodele electorale românești.

Nu vrem să mai vorbim de teroarea propriuzisă: amenințarea, șicanarea, bătaia, arestarea, împușcarea. Nici nu vrem să mai vorbim că cetățenii nu sunt trecuți în listele de alegători, că cei trecuți în liste nu capătă cărțile de alegător (aceste fiind reținute și date agenților electorali ai guvernului, cari votează cu ele de câte cinci-zece ori pe rând la diferite secțiuni), iar alegătorii cari au neprevăderea și ușurința să scoată cărțile de alegător, sunt împiedicați prin mijloace teroriste ca să se apropie de localul de vot. Deasemenea nu vom mai vorbi de metoda de a declara comune întregi contaminate de boli infecțioase, pentru a le putea izola cu cordoane de jandarmi și împiedica de a veni în contact cu candidații ne-guvernamentali sau de a vota. Insiârșit, nu vom mai vorbi de împiedicarea oricărei propagandă electorale, de rechiziționarea tuturor automobilelor, a localurilor de intrunire, a tipografiilor pentru timpul campaniei electorale în detrimentul partidelor de opoziție. Toate acestea sunt deja cunoscute. Vom înșira aici, servindu-ne de câteva frânturi de ziare, ceea ce e mai caracteristic, mai plastic și mai pitoresc în metodele, cu ajutorul cărora guvernele românești își fac totdeauna majoritățile.

În deobște delegații partidelor de opoziție nu sunt lăsați să intre în localul de vot, așa că, în absența oricărui control, voturile opoziției sunt socotite pur și simplu listei guvernamentale. Astfel, în județul Roman liberalii au „numărat” pentru ei 24.093 voturi, dar pentru național-țătrăniști 39 (trezeci-și-noua) de voturi mari și late; ba pentru averescani nu au au mai fost lăsate decât... 4. Oricât de impopulari ar fi averescanii, dar cel puțin membrii comitetelor lor de partid tot or îi votat cu propria lor listă... În altă parte delegații opoziției la votare sunt admiși, dar... după ce votarea a început, adică după ce urna, dinainte preparată cu un stoc de voturi guvernamentale la fund, a fost adusă în sală și pecetluită numai în prezența delegaților guvernamentali. Se înțelege că pentru aceste practici trebuie câștigată complicitatea judecătorilor cari prezidează alegerile. Deaceia, în ajutorul alegerilor judecătorești nesiguri sunt trimiși cu sutele în concediu, alții sunt mutați în locuri mai puțin amenințate — iar după alegeri numeroși dintre ei sunt... avansați. Oligarhia nu uită și răsplătește... Dar tot deaceia vedem această bizarerie: în ajutorul alegerilor partidele de opoziție se adresează printr'un manifest public magistraților invitându-i... să nu se lase corupți sau intimidăți de guvern. (Vezi acest apel în *Lupta* din 6. Iulie.)

În alte părți alegătorul, când s'a apropiat de localul de vot, este acostat de un agent electoral cu o față încruntată și cu un ciomag elocvent în mână, care îi predă alegătorului un buletin de vot, exact ca și cel al magistratului, dar purtând gata stampila „votat” pe lista guvernamentală. La ieșire din localul de vot alegătorul trebuie să predea agentului buletinul

real căpătat dela magistrat dar nevotat, ca dovadă că în urnă alegătorul a pus buletinul guvernamental. În unele locuri agentul electoral însoțește el-insuși pe alegător în cabina... secretă de votare și stampilează el buletinul alegătorului. „Primarul Victor Rădulescu din Câmpina întovărășea pe fiecare alegător în cabină, pentru ca să vadă pe cine vota. Când un alegător vota pentru opoziție, atunci la părăsirea localului i se făcea o cruce cu cretă pe spinare. Când ajungea afară alegătorul era înhățat de agenții liberali și crunt bătut.” (Vorwärts din 16 Iulie.) Bine-înțeles că asta servea și de exemplu pentru ceilalți alegători...

La Bihor electorul liberal, generalul Moșoi, a pregătit câteva butoaie cu cerneală zisă simpatică, adusă special din Germania. Această cerneală avea darul ca, după ce se usca, să dispară. Cu această cerneală urma să se imbebeze tușurile de stampilat în cabinile de votare, așa ca la deschiderea urnelor voturile opoziției să fie albe, — adică anulate. Trucul a fost însă descoperit la timp.

În altă parte nu numai trucurile, ci și rezultatele votării au putut fi cunoscute dinainte. „La Orhei (Basarabia) organizația noastră, povestește fostul ministru Pelivan, grație unor documente în a căror posesie a intrat pe neașteptate, a știut înainte de despuieră scrutinilor rezultatele voturilor la mai multe secțiuni. Cifrele indicate de noi la orele 6, înainte cu două ore de încetarea votării, și consemnate într'un proces verbal legalizat de notarul public din Chiperceni, s'au dovedit riguros exacte.” (Adevărul din 19 Iulie.)

De un comic deosebit de savuros este și următorul fapt: „Într'o regiune a țării a funcționat un consorțiu, care în schimbul unei sume fixe — 200.000 lei de deputat — asigura reușita, indiferent dacă candidatul aparținea guvernului sau opoziției. Există dovezi precise în aceasta privință, și, cum este și firesc, consorțiul a fost alcătuit din elemente menite a asigura ordinea și liniștită desfășurare a operațiilor electorale, — adică ofițeri de jandarmi, magistrați etc. (Adevărul din 13 Iulie.) Precum vedem agenții guvernului au deschis prăvălie pe cont propriu: dacă în mâna lor stă alegerea listei guvernamentale, de ce nu ar profita de puterea pe care guvernul le-o pune în mână pentru a face afaceri pe cont propriu... Într'un județ însă un asemenea consorțiu a luat banii (și anume dela averescani), dar nu s'a ținut de cuvânt. În consecință averescanii, trași pe sfoară, se plâng de acest chiul în mod public în ziarul lor *Indreptarea*.

Și ca să încheem: judecătorul Trandaburu, care a prezidat secțiunea de votare dela Fierbinți (lângă București), a consemnat într'un proces-verbal: că jandarmii au împiedicat pe delegații opoziției să intre în localul de vot, că a prins indivizi votând de două ori, că sute de alegători au fost oprii dela vot, că jandarmii au făcut chiar în localul de vot presiuni asupra alegătorilor și că magistratul însuși a fost desconsiderat. Un rar exemplar de magistrat cinstit în România. Și care a fost urmarea? Judecătorul Trandaburu a fost suspendat pentru că afirmațiile sale nu ar fi dovedite cu fapte suficiente...

Delablaj.

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Η ΕΡΕΥΝΑ ΜΑΣ

ΑΝΑΜΕΣΑ ΣΤΙΣ ΠΟΛΙΤΙΚΕΣ ΚΑΙ ΦΙΛΟΛΟΓΙΚΕΣ ΠΡΟΣΩΠΙΚΟΤΗΤΕΣ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ

γιά την

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΝ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΠΟΥΛΑΤΖΕΛ.

Ο Άλεξανδρος Μπουλατζέλ, δικηγόρος και άνθρωπος των γραμμάτων, γεννήθηκε στα 1887. Ύστερα από τον πόλεμο επήγε στη Βουλγαρία και έμεινε μερικά έτη για να μελετήσει την χώραν αυτή, και γενικά τη Βαλκανι-

κή, αφιερώνοντας ειδικά την προσοχή του στα κοινωνικά και πολιτικά ζητήματα. Κατά την διαμονή του στη Βουλγαρία, βρισχάτανε στην αρχή ο Σταμπούλιασκι. Όταν ο Τσαγκόφφ κατέλαβε την αρχή, ο Ά. Μπουλατζέλ έξεδιώχθη, σύγχρονα με όλην την Ρωσικήν αποστολή του έρωθρου Σταυρού. Ως συντάκτης κή

ἐφημερίδος Νόβαγια Ρωσία (Ἡ Νέα Ρωσία), ὁ Μπουλατζέλ εἶχε ἀναλάβει τὴν ὑπεράσπιση τῶν Ρώσων ποὺ εἶχαν ἐπανεέλθει στὴν Ἐνωσὴ τῶν Σοσιαλιστικῶν Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν, δείχνοντας συγχρόνως τὴν ἀξίωσιν καὶ τὴν σταθεροποίησιν τῆς σοβιετικῆς ἐξουσίας.

Ὡς ἀποτέλεσμα τῶν μελετῶν του στὴ Βουλγαρία, ὁ Μπουλατζέλ ἐδημοσίευσεν διάφορα ἔργα εἰς τὰ ὁποῖα ἐτέθη ὑπὲρ τῆς καταργήσεως τοῦ καθεστώτος τῆς ἐθνικῆς καταπίεσεως, ὑπὲρ τῆς ἀναθεωρήσεως τῶν διεθνῶν συνθηκῶν, ὑπὲρ τοῦ δικαίου τῆς ἐθνικῆς αὐτονομίας καὶ ὑπὲρ τῆς δημιουργίας μιᾶς Βαλκανικῆς Ὀμοσπονδίας τῶν Δημοκρατιῶν τῶν Ἑργατῶν καὶ Ἰσχυρῶν.

Ἡ βία διακοπὴ τῶν σχέσεων του μετὰ τὴν Βαλκανικὴν χερσονήσον δὲν ἠλάττωσε τὸ ἐνδιαφέρον τοῦ Ἀ. Μπουλατζέλ γιὰ τὰ βαλκανικὰ προβλήματα. Ἐξακολουθεῖ πάντοτε νὰ τὰ παρακολουθεῖ ἀπὸ κοντὰ.

Ἡ περιπλοκὴ πραγμάτων ἀπλῶν, καὶ ἡ μεταβολὴ τους σὲ ἓνα κουβάρι ἀντιθέσεων ποὺ εἶναι ἀδύνατον νὰ ξεμπλεγθεῖ, βρίσκεται γενικῶς στὴ φύσιν τῆς ἱμπεριαλιστικῆς πολιτικῆς ποὺ βασιζέται στὴν ἀπαλλοτριώσιν. Τὸ ἴδιον συμβαίνει καὶ μετὰ τὸ ζήτημα τῆς Ἐνώσεως τῶν Βαλκανικῶν Κρατῶν.

Τὸ ζήτημα αὐτὸ εἶναι ἀπλούστατον, μόλις τὸ ἀπαλλάξουμε ἀπὸ ὅλα τὰ φαινόμενα ποὺ τοῦ εἶναι ξένα.

Βαλκανικὴ Ὀμοσπονδία σημαίνει τὴν ἔνωσιν τῶν λαῶν τῆς Βαλκανικῆς χερσονήσου σὲ μιὰ ἐλεύθερον Ἐνωσὴ ἐλευθέρων Κρατῶν. Βρίσκεται αὐτὸ σὲ ἀντίθεση μὲ αὐτὰ ποὺ ἐπαναλαμβάνουν ἀδιάκοπα οἱ εἰρηνοποιοὶ τοῦ Λοκάρνο; Ἄν εἶναι ἀλήθεια πὼς τὸ Λοκάρνο φέρνει τὴν εἰρήνην στὸ κόσμον, ἢ τοὐλάχιστον στὴν Εὐρώπην, ὅπως τὸ δηλώνουν θριαμβευτικῶς τὰ πρωτόκολλα τῆς Συνδιασκέψεως, τότε οἱ δημιουργοὶ τοῦ Λοκάρνο δὲν δάπρεπε παρὰ νὰ χαμερτίσουν τὴν Ὀμοσπονδίαν τῶν Βαλκανικῶν Κρατῶν. Ἀλλὰ τὸ Λοκάρνο εἶναι ἀκριβῶς τὸ ἔργον μιᾶς ὑποκριτικῆς διπλωματίας τῶν ἱμπεριαλιστικῶν κρατῶν γιὰ νὰ ὑποκινήσουν — κάτω ἀπὸ τὴν ἀπατηλὴν μάσκα τῆς εἰρήνης, προστριβές, ἐκεῖ ἀκριβῶς ὅπου ὑπὸ ἄλλες συνθήκας, θὰ μπορούσε νὰ δημιουργηθεῖ ἡ Ἐνωσὴ ποὺ θὰ κατέληγε σὲ μιὰ πραγματικὴν εἰρήνην.

Ἐνα Βαλκανικὸ Λοκάρνο, ὅμοιον μὲ τὸ πρωτότυπον τοῦ δὲν θὰ μπορούσε παρὰ νὰ κάμει νὰ γεννηθοῦν καινούργιες προστριβές μεταξὺ τῶν σημερινῶν Βαλκανικῶν Κρατῶν ποὺ, ἔτσι κι ἔτσι, εἶναι ἔτοιμα ν' ἀλληλοσπαραχθοῦν. Πρέπει πρῶτα πρῶτα νὰ ξεύρουμε καλὰ πὼς ἓνα βαλκανικὸ Λοκάρνο θὰ ἐγίνονταν ἓνα ὄργανον στὰ χέρια τῶν ἱμπεριαλιστικῶν „μεγάλων δυνάμεων“ τοῦ μέσα στὰ διπλωματικὰ τους παιγνίδια δὲν παύσον νὰ μαγουβράρουνε μετὰ τὰ Βαλκανικὰ Κράτη.

Μὰ ἀκόμα καὶ ἂν ἀφήσουμε στὴν μὴνάντα αὐτὸ: ποῖα συνθήκη ἐγγυητικὴ θάταν σὲ θέσιν νὰ ἱκανοποιήσει τὰ συμφέροντα τῆς Μπουρζουαζίας τῶν διαφόρων βαλκανικῶν χωρῶν; Σταθεροποίησιν τῆς καταστάσεως, κατὰ τὸν τρόπο τοῦ Λοκάρνο, σημαίνει ἐπιβεβαίωσιν γιὰ μιὰν ἀκόμφορὰ τῶν ἐδαφικῶν κανονισμῶν τῶν συνθηκῶν τῶν Βερσαλλῶν καὶ τοῦ Νεϊγύ — πρᾶγμα ποὺ θὰ ἐσήμαινε πὼς ἡ Βουλγαρία θὰ ἔχανε τελειωτικὰ κάθε ἐλπίδα νὰ τῆς δοθεῖ μιὰ ἐλεύθερη ἐξόδος στὴν Μεσόγειον — ἢ παράβλαψιν τῶν συμφερόντων τῆς ἐλληνικῆς Μπουρζουαζίας. Ἀλλὰ

ἐκτὸς αὐτοῦ, μπορεῖ ἡ Βουλγαρία νὰ συγκατατεθεῖ στὴν προσάρτησιν τῆς Νέας Ντομπρουτζᾶς, τὴ στιγμὴν ποὺ θεωρεῖ ὅτι ἐθνικῶς ἀνήκει εἰς αὐτὴν ὄχι μόνον αὐτὴ ἡ ἐπαρχία ἀλλὰ ἐπίσης καὶ ἡ Ντομπρουτζᾶ τοῦ Δουνάβου ποὺ βρίσκεται βορειότερα; Δὲν πρέπει νὰ ξεγνώμουμε πὼς οἱ αἰτίαι τῆς διακοπῆς τῆς βουλγαρορωσικῆς φιλίας ἄλλοτε ἔπρεπε νὰ ἀναζητηθοῦν στὴν μὴ ἀποδοχὴν παρὰ τῆς κυβερνήσεως τῆς Πετροπόλεως τοῦ σχεδίου τῆς δημιουργίας μιᾶς Βουλγαρίας τοῦ Ἁγίου Στεφάνου, ἰδέα ποὺ ζεῖ πάντα στὴ ψυχῇ τῆς βουλγαρικῆς Μπουρζουαζίας.

Ἄλλ' ἂς ἀφήσουμε τὴ Βουλγαρία: πὼς μπορεῖ π. χ. νὰ συμβιβασθοῦν οἱ ὅλως διόλου ἀντίθετοι τάσεις τῆς Γιουγκοσλαβίας καὶ τῆς Ἑλλάδος ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἀποκλειστικὴν κυριαρχίαν ἐπὶ τῆς Θεσσαλονίκης καὶ τῆς σιδηροδρομικῆς γραμμῆς ποὺ ἐνώνει τὴν Γιουγκοσλαβίαν μετὰ τὴν λιμένα αὐτὸν καὶ ποὺ ἓνα τμήμα τῆς βρίσκεται πάνω στὸ ἐλληνικὸν ἔδαφος; Ἐν σχέσει μὲ αὐτὸ τίθεται τὸ ζήτημα τῆς Μακεδονίας — μιᾶς χώρας στὴν ὁποία τὰ κράτη ποὺ τὴν διμεροῦσαν δὲν ἀναγνώριζον τὸ δικαίωμα μιᾶς αὐτονομίας καὶ ἀνεξαρτήτου ὑπάρξεως, δικαίωμα γιὰ τὸ ὁποῖον ἀγωνίζεται ἀδιάκοπα ἓνας πληθυσμὸς δυὸ καὶ μισοῦ ἑκατομμυρίων.

Καὶ οἱ συζητήσεις γιὰ ἐδαφικὰ ζητήματα μεταξὺ Ρουμανίας καὶ Γιουγκοσλαβίας, — δὲν μιλάμε γιὰ τὰ διαρκῆ ἐπισόδια τὰ σχετικὰ μετὰ τὴν θέσιν τῶν μειονοτήτων —; Καὶ ἀκόμη: ἐξετάζοντας τὴν δυνατότητα ἑνὸς βαλκανικοῦ Λοκάρνο, δὲν λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν συνήθως, ἓνα ζήτημα οὐσιωδέστατον, ποὺ διὰ τῆς θελήσεως τῶν νικητῶν ἔχει μεταβληθεῖ — εἴμαστε βέβαιοι: ὄχι γιὰ πολὺν καιρὸν — ἀπὸ ἓνα διεθνὲς ζήτημα σὲ ἓνα ἐσωτερικὸν ζήτημα τοῦ κάθε βαλκανικοῦ Κράτους: τὸ ἐθνικὸν ζήτημα.

Τὸ ἐθνικὸν μακεδονικὸν ζήτημα, ποὺ ὑφίσταται τῶν αὐτῶν κρίσεων, μὰ ποὺ πάντοτε ὑφίσταται δυνατὸν καὶ ἡμιελικτὸν; ὁ ἀγῶνας τῶν ὀπλαρχηγῶν στὸ Μαυροβούνιον; ὁ ἀγῶνας τῶν χροατικῶν χωρικῶν; τὰ διαρκῆ ἐπισόδια στὶς περιοχὰς τῆς δυτικῆς Θράκης ποὺ κατέχεται ἀπὸ τοὺς Βουλγάρους καὶ τοὺς Ἕλληνας; ἡ διαρκὴς κατάστασις πολιτικῆς στὴ Ντομπρουτζᾶ, γιὰ νὰ μὴ κάμουμε λάγνον γιὰ τὴν ἐπαναστατικὴν ἀπόπειραν στὴ Βεσσαραβία — ὅλα αὐτὰ δείχνουν πὼς οἱ σχέσεις ποὺ ὑφίστανται μεταξὺ τοῦ κυρίαρχου ἔθνους καὶ τῶν ἄλλων ἐθνικοτήτων βασιζονται στὴν ἀρχὴν τῆς καταπίεσεως ἀπὸ τὸ ἓνα μέρος, καὶ στὴν τάσιν νὰ ἀποτιναχθεῖ ὁ καταπιεστικὸς ζυγὸς, ἀπὸ τὸ ἄλλο μέρος. Καὶ νόμοι ἐσωτερικοὶ ὅπως οἱ νόμοι στὴν δυτικὴ Θράκη ἢ οἱ νόμοι τῆς Ντομπρουτζᾶς, ἢ ὅπως τὸ Σύνταγμα τοῦ Βιντοβντάν τῆς Σ. Κ. Σ. — ποὺ εἶναι ἀποτελέσματα ἐξωτερικῶν μᾶλλον ἐπιδράσεων παρὰ ἐσωτερικῶν — δὲν θὰ μπορούσαν πλὴν νὰ ὑπάρξουν μόλις στερηθοῦν τῶν ἐξωτερικῶν δυνάμεων ποὺ τὶς διατηροῦν.

ὑπὸ τὴν μορφήν τοῦ Λοκάρνο: ἡ δημιουργία ὁμάδων διεθνῶν σταθερῶν καὶ κανονικῶν, ὁποιοῦνδήποτε, εἶναι ἀδύνατον στὴν Βαλκανικὴν, εἴτε κατὰ τὸν τρόπον ποὺ ἠθέλησε ἡ Ἑλλάς, ἢ κατὰ ὁποιοῦνδήποτε ἄλλον τρόπο. Ἀλλὰ ἄραγε, σημαίνει αὐτὸ ὅτι τὸ ζήτημα τῆς Βαλκανικῆς Ἐνώσεως δὲν μπορεῖ νὰ λυθεῖ; Οὐδόλοξ! Φθάνει νὰ τὸ ἀπαλλάξουμε ἀπὸ ὅλα τὰ ξένα στοιχεῖα, καὶ τότε ἡ λύσις του θὰ εἶναι εὐκολή.

Πρώτα πρώτα είναι ανάγκη να έχουν οι βαλκανικοί λαοί τή δυνατότητα μιᾶς ἐλεύθερης αὐτονομίας. Πρέπει να τελεῖ τέρμα — κατά ἓνα τρόπον πού θά ὑπαγορευθεῖ ἀπὸ τὴν πραγματικὴν ἀναλογίαν τῶν δυνάμεων — στή διαιρέση σὲ καταπιεζόμενα ἔθνη καὶ σὲ καταπιέζοντας λαούς. Καὶ αὐτὸ θά ἀρκέσει γιὰ νὰ πάψουν οἱ διαρκεῖς προστριβές στή Βαλκανικὴ καὶ γιὰ νὰ ἐνωθοῦν τὰ Βαλκανικὰ Κράτη.

Τι διαφορὲς ὑφίστανται π. χ. μεταξύ ἐνὸς μακ. δόγος χωρικοῦ καὶ ἐνὸς σέρβου, βουλγάρου, ἑλληνος χωρικοῦ; Καμμιά. Οἱ βαλκανιοὶ χωρικοὶ εἶναι τόσο συντηρητικοὶ στίς οικονομικὰς τους συνήθειες καὶ στή γεωργία ὥστε δὲν ζήτουν ξένη γῆ. Οἱ ἀποικοποιήσεις, οἱ μεταναστεύσεις ὀργανώνονται ἀπὸ τὴν ἐξουσία, πρὸς τὸν σκοπὸ νὰ ἐκσερβισθεῖ, νὰ ἐξελληνισθεῖ, νὰ ἐκρουμανισθεῖ, νὰ ἐκβουλγαρισθεῖ ὁ ἀλλογενὴς πληθυσμὸς. Ἡ ἀνάπτυξη τῆς βιομηχανίας καὶ τοῦ ἐμπορίου δὲν θά πάθει καμμιά βλάβη ἀπὸ μιὰ τέτοια ἔνωση. Τὸ βουλγαρικὸ κάρβουνο θά ἀρχίσει νὰ τροφοδοτεῖ τὴν βιομηχανικὴ Σερβία καὶ τὰ βαλκανικὰ ἐμπορεύματα θά βροῦν μιὰν ἐλεύθερη διέξοδο πρὸς τὴν Μεσόγειο, καὶ θά διαλυθοῦν ἔτσι οἱ παλιὰς συζητήσεις μεταξύ Βουλγαρίας καὶ Ἑλλάδος καὶ Σερβίας. Κατ' αὐτὸν τὸν τρόπο θά εἶναι εὐκολότερο νὰ λυθοῦν τὸ μακεδονικὸ καὶ τὸ θρακικὸ ζήτημα.

Μιὰ τέτοια ἔνωση θά πραγματοποιηθεῖ φυσικὰ παρὰ τὴν θέληση τῶν μεγάλων ἱμπεριαλιστικῶν Κρατῶν, πού ξεβρουν ὅτι θά εὐρεθοῦν ἀντιμέτωπα ἀντὶ πρὸς χωρισμένα καὶ ἐξασθενημένα ἀπὸ ἀμοιβαῖες προστριβές βαλκανικὰ Κράτη, πρὸς ἓνα μόνο καὶ μεγάλο Κράτος, ἐνωμένο ἀπὸ τὴν ἐπίγνωση τῶν κοινῶν συμφερόντων ὀλόκληρης τῆς χερσονήσου καὶ ἱκανὸ νὰ ἀντισταθεῖ κατὰ ὅλων τῶν ξένων ἐπιρροῶν.

Ἡ ἔνωση ὁμως αὐτὴ θά πραγματοποιηθεῖ μόνον ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι οἱ σήμερον κυριαρχούσες τάξεις στή Βαλκανικὴ θά στερηθοῦν τῆς δυνατότητος νὰ διευθύνουν τὴν πολιτικὴ ζωὴ τῆς χώρας των σύμφωνα μὲ τις ὁρέξεις τους.

Μὲ τὸν συναγωνισμὸ πού ὑφίσταται μεταξύ τῶν καπιταλιστῶν τῶν διαφόρων βαλκανικῶν χωρῶν, μπορεῖ πολὺ ὥραία νὰ μὴ εἶναι δυνατὸν νὰ λυθοῦν ζήτήματα ὅπως τὸ ζήτημα τῆς τροφοδοτήσεως μὲ κάρβουνο τῆς Γιουγκοσλαβίας, τῆς διαμετακομίσεως ἐμπορευμάτων διὰ ἑλληνικοῦ ἐδάφους, τῆς ἐλευθερίας χρησιμοποίησεως λιμένων κ. τ. λ. καὶ κατὰ συνέπειαν καὶ τὰ ζήτήματα πού συνδέονται μὲ τὰ ἀνωτέρω: τὸ ζήτημα ὑπάρξεως μιᾶς ἀνεξαρτήτου Μακεδονίας, μιᾶς ἀνεξαρτήτου Θράκης, κ. τ. λ. Γιὰ τοῦτο ἔχουν δίκιο μετὰ ἐκείνοι πού ζητοῦν ὄχι μόνον μιὰν Ὅμοσπονδία τῶν Βαλκανικῶν Κρατῶν, ἀλλὰ μιὰν Ὅμοσπονδία ἐργατικῶν καὶ ἀγροτικῶν βαλκανικῶν Δημοκρατιῶν.

Οἱ εἰρηνοποιοὶ τοῦ Δοκάρνο θά φοβοῦνται τὴν ἐκρηξὴ ἐθνικῶν ἐπισοδίων πάνω σ' αὐτὴ τὴ χώρα. Μὰ ἀπὸ πού θά μποροῦν νὰ προκύψουν τέτοια ἐπισοδεῖα, ὅταν θά ἔχει συγχροτηθεῖ ἡ ἔνωση τῶν ἰστίμων λαῶν;

Ἡ σοβιετικὴ ἔνωση εἶναι μιὰ λαμπρὰ ἀπόδειξη τῆς δυνατότητος καὶ τῆς ἰσχύος ἐνὸς Κράτους μὲ πολλὰς ἐθνικότητες, ὅταν αὐτὸ τὸ κράτος βασιζέται ἀπολύτως, στὸ δικαίωμα ἐλευθέρου αὐτονομίας δικαίωμα ἴσον γιὰ ὅλους τοὺς λαούς.

Ἄν ἡ σοβιετικὴ ἔνωση ἐνώνει ἐπιτυχῶς σὲ μιὰ μόνον Ὅμοσπονδία λαούς μὲ τόσο διάφορο πολιτισμὸ, ὅπως π. χ. τοὺς Βοτβάκους καὶ τοὺς Σαμογέτες τοῦ Βορρὰ μὲ τοὺς κατοίκους τῶν ὑπερκαυκασικῶν Δημοκρατιῶν ἢ τῶν Δημοκρατιῶν τῆς κεντρικῆς Ἀσίας, τότε μπορεῖ κανεὶς μὲ πολὺ μεγαλύτερο δικαίωμα νὰ ὀμιλεῖ περὶ μιᾶς Ὅμοσπονδίας τῶν βαλκανικῶν λαῶν, μολονότι αὐτοὶ ἔχουν παρελθόντα ἱστορικὰ διάφορα: διότι εἶναι πολὺ συγγενεῖς ὁ ἓνας μὲ τὸν ἄλλο στίς παραγωγικὰς τους μεθόδους, στίς οικονομικὰς, στὸν πολιτισμὸ τους, κ. τ. λ.

Ἡ Ὅμοσπονδία εἶναι δυνατὴ, ἢ Ὅμοσπονδία εἶναι ἀναγκαῖα. Μόνον αὐτὴ ἐξασφαλίζει τὴν ἡσυχίαν καὶ ἀνεξαρτήτη ἀνάπτυξη τῶν βαλκανικῶν λαῶν. Μόνον αὐτὴ συνενώνει τοὺς ὅρους τῆς ἀναπτύξεως τῶν βαλκανικῶν λαῶν πρὸς τὴν πρόοδο καὶ τὸν πολιτισμὸ.

Ἄλξάνδρος Μπουλατζέλ

Adresse du journal
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,
6 et 60 cents pour tous pays restants

Texte français (pages 1409—1425)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:

Albert Einstein — Alfred Döblin
Kurt Rosenfeld — Paul Oestreich

Paul Louis: Les projets d'un Locarno Balkanique

Daniel Renoult: Bas les masques!

Un Communiqué de l'ORIM Unifiée

Assoc. Popul. des Etud. Macéd. de Vienne: La tragédie du couple macédonien

Marcel Walter: La grande insurrection macédonienne d'Ilinden

J. Jaroff: La question thrace et nos tâches

I. Mateescu: Le rôle du roi Ferdinand dans l'histoire de la Roumanie

Delablay: Comment les gouvernements roumains obtiennent les majorités dans

les Chambres

P. Zoitopoulos: Le peuple grec sur le chemin de sa libération

D. VI.: Au parlement bulgare: Le renforcement de la terreur — L'insolence,

les brutalités et les menaces de l'escadron parlementaire des fascistes —

Les programmes du gouvernement et de l'opposition

N. Kalinka: L'attentat de la cathédrale de Sofia a été perpétré par le gouverne-

ment Tsankoff

„Arbeiter-Zeitung“: L'hôte sanglant de Vienne

G. Kazanovsky: Amnistie? ... Des procès sanglants!

D. Jovanovitch: Les sombres perspectives de la situation économique yougoslave

pour le deuxième semestre 1927

La réaction dans les Balkans: Faits et Evénements

Texte allemand (pages 1426—1418)

Unsere Enquete über die Balkan-Föderation:

Albert Einstein — Alfred Döblin
Kurt Rosenfeld — Paul Oestreich

Paul Louis: Balkanische Episoden

Texte albanais (1428 - 1429)

Enquête-a e joeë permbi Federacionin Balkanik:

Fan S. Noli

Texte bulgare (pages 1929—1432)

Никола Харлаков

Даниел Рену: Долу маските!

Пол Луи: Проектите за едно Балканско Ловарно.

Texte croate (pages 1432—1433)

Nikola Harlakov

Tomislav Stanic: U znaku despotije

Texte serbe (pages 1434—1455)

Д. Јовановић: Магловите економске перспективе у другом

полугођу

Црногорско питање — балкански проблем.

Милан М. Носовић: Статистика исељзања сељака и радника у

монархији с. х. с.

М. К.: Терор екупштинских избора у Црној Гори.

Texte roumain (pages 1437—1438)

Delablay: Cum capata guvernene majoritatea in Romania

J. Mateescu: Rolul regelni Ferdinand in istoria Romaniei

Texte grec (pages 1438—1440)

Περὲννα μας γιὰ τὴν Βαλκανικὴν Ὅμοσπονδία:

Ἀλξάνδρος Μπουλατζέλ.